

هكزاس الثمن

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★ ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14482 - 6 F

MERCREDI 21 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Les Occidentaux réclament le retour de M. Gorbatchev

**L'ombre de la guerre froide**  
*Des manifestations sont organisées à Moscou et à Leningrad tandis que des grèves auraient commencé dans des bassins miniers en Sibérie*

« L'ACTE qui vient d'être accompli à Moscou est un acte qui pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide. » Cette réflexion de M. Mitterrand, lancée lundi soir 19 août à la télévision, est manifestement partagée par la plupart des dirigeants occidentaux, qu'il s'agisse du président Bush, de M. Major ou du chancelier Kohl. D'où leur volonté, au-delà des condamnations plus ou moins vives du coup d'Etat, de rappeler aux putschistes de Moscou toutes les obligations internationales et intérieures auxquelles a souscrit l'URSS de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Les nouveaux maîtres du Kremlin, qui savent bien qu'une interruption de l'aide occidentale et des échanges commerciaux leur serait fatale, sont obligés de biaiser, voire de mentir effrontément. La palme revient à la médiocre figure de proue du Comité pour l'état d'urgence, le vice-président Guennadi Ianaev, qui a osé évoquer le sort réservé à son « ami » Gorbatchev qui « se repose de la fatigue accumulée au cours de ces dernières années ».

C'EST le même linaev, par fait traître dans la grande tradition des successions à la soviétique, qui a fait remettre lundi soir un message aux dirigeants occidentaux - dont M. Mitterrand a lu les passages les plus savoureux à la télévision - dans lequel il fait allégeance à la démocratie, précise que rien ne menace M. Gorbatchev et affirme que « les réformes seront poursuivies ».

Personne, bien sûr, n'est prêt à prendre pour argent comptant de telles affirmations. Les chars qui sillonnent les rues de Moscou et de Leningrad, la mise sous contrôle des stations de radio et de télévision, la répression de la presse et l'interdiction des publications libres, constituent même autant de éléments des bonnes intentions affichées par les auteurs du coup d'Etat.

Il faudra attendre un peu plus longtemps, en revanche, pour être fixé sur les intentions réelles de la nouvelle équipe moscovite en politique étrangère. Même s'il est hors de question qu'elle puisse remettre en cause les grands acquis européens, il est d'ores et déjà évident qu'elle s'en sera terminée à l'égard des pays occidentaux dont se félicitait tant le président Bush, notamment dans les crises régionales comme celle du Proche-Orient. En effet, la plupart des membres de la junte en forme de Comité pour l'état d'urgence qui vient de s'approprier les bureaux du Kremlin se sont fait remarquer dans un passé récent par leurs critiques de la diplomatie gorbatchévienne, qu'il s'agisse de la crise du Golfe, de l'abandon de l'Europe centrale ou des accords sur la réduction des armements.

Le nouvel ordre international est-il mort avant d'être né ? Il est trop tôt pour l'affirmer, mais les dirigeants occidentaux, s'ils avaient la tentation, feraient un marché de dupe en fermant les yeux sur le retour à un ordre autoritaire, voire totalitaire, en URSS, dans l'espoir de sauver l'apparence d'une coopération avec Moscou.

M0147 - 0821 0 - 6,00 F

Après M. George Bush, la France et l'Allemagne ont réclamé, mardi matin 20 août, à la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, à La Haye, le rétablissement de M. Gorbatchev dans ses fonctions. Un sommet européen extraordinaire va examiner cette semaine les mesures qu'impose la nouvelle situation en URSS. Ce conseil pourrait se tenir dès vendredi. La France souhaite également que le président en exercice de la CEE, le Néerlandais Ruud Lubbers, « soit à même de rencontrer M. Gorbatchev dans un délai très bref pour examiner son état de santé ». M. Mitterrand a demandé aux nouvelles autorités soviétiques à pouvoir s'entretenir par téléphone avec M. Gorbatchev. D'autre part, le ministre des affaires étrangères de Russie, M. Kozirev, a été reçu mardi au Quai d'Orsay.

En Union soviétique, d'importantes manifestations se déroulaient, mardi en fin de nuit, à Leningrad. Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient rassemblées sur la place du Palais

d'hiver pour protester contre le coup d'Etat. Le maire de la ville, M. Sobtchak, a qualifié de « crimes » l'éviction de M. Gorbatchev. A Moscou, le président russe, M. Boris Eltsine, a pris la parole devant cinquante mille personnes rassemblées mardi à la mi-journée devant le Parlement et leur a demandé de s'appuyer sur l'armée pour faire échec aux putschistes conservateurs. Des grèves auraient éclaté dans des bassins miniers en Sibérie et des mouvements de troupes étaient signalés aux abords de Kiev, capitale de l'Ukraine. La situation était tendue dans les Républiques baltes. A Tallin, en Estonie, des barricades ont été érigées au cours de la nuit autour des bâtiments de la radio et de la télévision. Par ailleurs, après la chute très brutale qui a affecté la plupart des places boursières lundi 19 août, les marchés internationaux tentaient de se ressaisir mardi. Les Bourses asiatiques et européennes repartaient à la hausse. Le dollar enregistrait une légère baisse et le mark se stabilisait.

### S'opposer

par Jacques Lesourne

« L'UN des moments les plus dangereux pour la stabilité du monde viendra le jour où l'autorité soviétique commencera à s'effondrer en Europe de l'Est », écrivait en 1947 George Kennan. Il envisageait avec évidence le jour où les craquements de l'empire pourraient conduire les Russes à perdre la tête et à se faire menaçants. La prophétie est peut-être en train de se réaliser.

Enfin, ils ont osé, ces marchands barés de médailles, ces hauts dignitaires du KGB, ces planificateurs sans imagination,

Lire la suite page 7

### « Un coup d'Etat, ça ? »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Lorsque les chars ont pris position devant le siège du Parlement de Russie, fief de Boris Eltsine, on a cru que l'histoire allait bégayer, ce lundi 19 août vers 11 h 30, Moscou répondant à Pékin et les bords de la Moskova à la place Tiananmen. Les quatorze vieux chars T-54 sont conduits par des gamins effarés et sales, qui ne comprennent pas pourquoi les ordres les ont conduits en plein centre de Moscou alors qu'ils croyaient partir en manœuvres. Une femme en pleurs, des ouvriers du centre, des partisans d'Eltsine les bombardent d'insultes. « Rentrez chez vous », « Pourquoi obéissez-vous aux réactionnaires ? ». Pour échapper à ces apostrophes, un de ces soldats en herbe se cache le visage derrière le volet qui ferme son trou d'homme.

Deux cents, trois cents personnes entourent les chars. Certains montent sur ces mastodontes où ils font le « V » de la victoire. Un splendide pope se laisse photographier, tout voile déhors, sur fond de char et de canon. Certains des partisans d'Eltsine décident alors de stopper sur le pont Kalinine, proche d'un peloton de blindés. Un bus, mis en travers, fait office de barricade. Le tankiste manque de se faire arracher de son engin par un de ces nouveaux sans-culottes. On aveugle



Cher Monsieur Mitterrand,

par Michel Tatu

consciencieusement les hublots du véhicule de tête avec tout ce qui tombe sous la main : des journaux, des bâches de camouflage, un sac de plastique... Pour faire bonne mesure, des câbles sont noués entre deux blindés pour les solidariser. La scène se répète au même moment, place Pouskine, où plusieurs milliers de manifestants bloquent un autre convoi.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 3

### L'échec, mais quand ?

l'économie encore solide malgré sa lourdeur, le retard sur l'Occident beaucoup moins net qu'aujourd'hui. Même la répression en Chine il y a deux ans n'est pas un bon exemple : les forces de contestation étaient beaucoup moins organisées en 1989 à Pékin qu'à Moscou en 1991, la situation économique incomparablement meilleure, enfin, la Chine ne connaît pas en tout cas pas du tout au même degré, de problème national.

Or ce sont précisément sur ces deux problèmes cruciaux que les putschistes n'apportent aucune recette, aucun début de solution. La volonté de maintenir l'empire en l'état ne peut qu'aggraver l'impasse des dernières années, et le coup de champagne donné à l'« entreprise privée » dans l'appel au peuple de lundi ne saurait tenir lieu de programme.

Les putschistes en auraient-ils un, d'ailleurs, qu'ils manquent de ce qu'il faut pour l'appliquer : autorité, crédibilité, et d'abord légitimité. Là encore, leur situation est bien pire que celle de leurs devanciers en 1964. Les comploteurs avaient agi alors dans le cadre des institutions de l'époque, le comité central du parti, et le présidium du Soviet suprême avait ratifié leur décision. Enfin et surtout, la victime elle-même avait été consentante. Khrouchtchev ayant fini par signer une lettre de démission.

Lire la suite page 4

- Lire aussi**
- Que vont faire les réformateurs de l'armée ? par SYLVIE KAUFFMANN par CLAIRE TRÉAN
  - Les enjeux diplomatiques
  - Fermeté et prudence à Washington par ALAIN FRACHON
  - L'OTAN met en garde les nouveaux dirigeants par JEAN DE LA GUÉRIÈRE
  - Londres suspend son aide
  - La paix au Proche-Orient remise en cause ? par FRANÇOISE CHIPAUX
  - Jérusalem craint un retour en arrière par HENRI BAINVOL
  - La fermeté du chancelier Kohl par HENRI DE BRESSON
  - Jean-Paul II rend hommage à M. Gorbatchev par HENRI TINCO
  - Le silence des Serbes et l'inquiétude des Croates par MARIE-PIERRE SUBTIL
  - Satisfaction discrète à Pékin par FRANCIS DERON
  - Stockholm attend les réfugiés baltes par FRANÇOISE NIETO
  - Les déclarations de M. Mitterrand
  - PCF : les réserves de MM. Piterman et Herzog par OLIVIER BIFFAUD
  - La controverse sur le budget de la défense par JEAN-YVES LHOMEAU
  - Des effets incertains sur la reprise mondiale
  - Fallait-il aider M. Gorbatchev ? par ALAIN VERNHOLES
  - Vent de panique à Francfort par FRANÇOISE LAZARE
  - La réaction des marchés financiers et pétroliers par CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON
- pages 3 à 10 et page 20

**Le Monde**  
**L'ÉDUCATION** JUILLET/AOÛT 1991

**UNIVERSITÉS**

**LES INSCRIPTIONS EN PREMIÈRE ANNÉE**

**FAC par FAC**  
**LES TAUX DE RÉUSSITE AUX DEUG**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Le souvenir de Drancy**  
Il y a cinquante ans était ouvert le camp de transit pour les déportés juifs.  
page 12

**Un nouveau film de Satyajit Ray**  
Avec les branches de l'arbre, le cinéaste indien démontre une nouvelle fois sa maîtrise.  
page 15

**SCIENCES ♦ MÉDECINE**

- Des plans tirés sur Mars
- Sida et prostitution en Thaïlande.

pages 13 et 14

**Voyage avec Colomb**  
19. - La peur du loup  
La Guadeloupe redoute 1992. Ce n'est pas Colomb qui l'inquiète, mais l'Europe du marché unique.  
Lire page 2  
le dix-neuvième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL  
Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 2,50 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,300 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 1,50 KRS; Suisse, 1,50 SFR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

# Voyage avec Colomb

**P**OINTE-À-PITRE. — L'île appelle l'exil, cet aller qui ne peut se défaire du retour. Exilé, Saint-John Perse n'a cessé de conjurer ce mot. Exilé en 1899, à douze ans, de la Guadeloupe, son royaume d'enfance; exilé en 1940 du pays de l'âge adulte, la France. Nous l'avions embarqué au départ de Gênes par plaisir, mais aussi parce que la vie de ce poète d'Europe et d'Amérique est en secrète résonance avec les interrogations qui surgissent de ce voyage. Diplômé, figure centrale du Quai d'Orsay de l'entre-deux guerres, bras droit d'Aristide Briand, ami de Léon Blum, Alexis Léger — son nom de citoyen — ébaucha les premières tentatives d'Union fédérale européenne auprès de la Société des nations. La montée du nazisme les rendit obsolètes. Devant le naufrage de son idéal continental, cet homme d'île, républicain et antichristien, patriote mais universaliste, s'insurgea un jour au sein d'un voyage d'années, déclinant les offres de de Gaulle, au pouvoir trop personnel à son goût.

Saint-John Perse ne revint jamais au pays natal, où l'attendait pourtant une partie de sa famille. Par bonheur, la mairie communiste de Pointe-à-Pitre s'est rendue complice d'un retour d'outre-mer qui, ce matin, fait notre joie. Rue Notre-Dame, la Maison Souques Pages, belle demeure au toit de tôle rouge, aux balcons de ferronnerie ouvragée, aux persiennes blanches, abrite le tout nouveau musée municipal dédié au poète. Chapeau de paille, canne à pommeau, calepins, missives, prospectus, dessins, articles, confidences, passions et mentiries, voici notre compagnon d'années exposé à d'innombrables curiosités, dévoilant ses cachotteries et ses ruses. Poète, « un menteur qui dit toujours la vérité », issue de l'École du Louvre, Sylvie Tersen, la conservatrice du musée, montre des lettres qu'il retravaillait, arrangeait et modifiait après les avoir envoyées. S'amuse en feuilletant les découpages amoureux de l'écrivain : « C'était un grand séducteur. Quand, dans le carnet mondain du Figaro, il lisait l'annonce du mariage de l'une de ses anciennes maîtresses, il la découpa. Il gardait aussi des articles illustrés sur l'élection de Miss Antilles ».

L'HOMME fraudait pour protéger le poète, tout comme Colomb trichait pour aider le découvreur. Il avait déjà obtenu ce privilège d'écrire lui-même la biographie qui ouvre ses œuvres complètes dans « la Pléiade », se racontant à la troisième personne et recelant ses secrets comme bon lui semblait. Les premières lignes le font naître sur l'île de Saint-Léger-les-Feuilles, au large du port de Pointe-à-Pitre. Sylvie Tersen n'en croit pas un mot : « Une île dans l'île, c'était la légende qu'il forgeait. L'île à feuilles était un tout petit bout de terre, impraticable, aujourd'hui disparu sous les flots. Non, il est né en ville, dans la maison familiale à Saint-John Perse introduit au mystère de l'insularité, de ces terres qui se finissent toujours en mer, où se marient l'utopie et l'impuissance, les rêves les plus audacieux et les réalités les plus désespérées ».

« Alexis Léger était ici chez lui », a proclamé en 1987 Henri Bangou, le maire de la ville, lors du colloque organisé pour le centenaire de sa naissance. Fils d'un avocat franco-maron et d'une descendante de planteurs, ce blanc crôle qui créera son autre, Saint-John Perse, est aujourd'hui revendiqué par la terre que certains de ses ancêtres peuplèrent d'esclaves. Son père, dreyfusard et libéral, le permit qui vint l'action anti-esclavagiste de Victor Schœlcher et mena bataille contre un gouverneur voulant introduire l'usage des pousse-pousse. Son œuvre l'exige qui s'enracine dans cet univers métissé et voyageur, parsemé de créolismes, porteuse d'une pensée sauvage née de la rencontre des mondes, masquant sous son obscurité apparente un propos transparent. D'île et de mer. Paul Claudel écrit juste ce qu'il faut de ce qu'il faut d'entendre « le reproche et le rappel », assumant l'exil sans s'y accoutumer.

« Car, parler d'île, n'est-ce pas déjà parler d'exil... » Naviguant sans relâche, Saint-John Perse folâra à plusieurs reprises l'île des origines sans jamais oser y faire escale. Le musée en témoigne qui montre de minuscules archives sentimentales, dépliant de croisières, plans de Pointe-à-Pitre, traces d'un retour sans cesse rêvé, lettres où il s'voit avoir essayé de surprendre aux jamaïcaines les côtes guadeloupéennes. Dans cette discipline du non-retour que le poète, le double, impose à l'homme, son créateur, s'expriment les plaisirs et les drames de l'insularité, ce « retranchement » au sein duquel « pour un Antillais s'abîme toute solitude ».

Comme il était petit, un employé de sa famille lui avait donné un surnom en créole : *Ban-moin-là*, « donnez-moi de l'air, de l'espace ».

*Ban-moin-là* ! C'est ce que l'on a envie de crier quand, marchant dans les rues de Pointe-à-Pitre, les sons criards de certains magasins vous racontent au son d'un programme venu d'ailleurs : les « Grosses lettres » de Philippe Boudard ou le « Téléphone sonne » de France-Inter. Déjà immergé dans cette Caraïbe dont l'unité est flagrante sous la diversité des langues et des situations, on est déçu. Les Antilles françaises semblent décalées. A ce privilège économique qui les habille d'un bien-être consommateur s'ajoute ce lien omniprésent avec la France qui double l'insularité géographique d'une goitande culturelle. On s'était fait un plaisir d'abandonner un soir ou deux les informations sacro-sées de CNN : on est cependant surpris de regarder, malgré le décalage horaire, le « 20 heures »

d'Antenne 2. On avait fini par oublier que le téléphone pouvait aussi bien fonctionner, mais pour avoir Paris, malgré la distance, il faut faire le 16, comme si on appelait de Nantes. Ces détails, ces petits riens quotidiens, ne disent-ils pas que l'avenir de cette île échappe à ses habitants ? Bref, ces DOM, ces départements français d'outre-mer, ne sont-ils pas incongrus dans le paysage américain ?

« Non, ce n'est pas de l'aliénation, c'est de l'ouverture ! » Nos interrogations ont fait bondir Daniel Maximin, directeur régional des affaires culturelles, écrivant dans un pays où l'écrit est une incessante parole. « Le flash de France, c'est les dernières nouvelles du monde. Et puis, là-bas, on a tous un cousin. Pas une famille antillaise qui ne soit concernée par une grève de la RAIP ou de l'Assistance publique ! L'assassinat de Gandhi, on en parlera avec le voisin hindou. Beyrouth, on en discutera avec le commerçant libanais. Même en Éthiopie, nous avons des racines ! Toutes les nouvelles nous concernent. » Maximin représente la génération intellectuelle d'après l'irruption du mouvement indépendantiste, convaincue que le parti identitaire a été gagné et que le parti national est autrement complexe. Révisé au repli sur soi, elle se démarque d'un nationalisme qui serait synonyme de clôture.

« Je ne suis pas inquiet pour notre avenir en tant que peuple. Parce que, comme n'importe quel Jamaïcain ou Cubain, je ne doute pas de mon identité. Avec la dose d'Auschwitz qui nous a construits, nous sommes blindés. Restassent les horreurs qui on



(La Guadeloupe). « Nous sommes faits de Noirs, d'Indiens, de métis, de Blancs, mais nous partageons une identité commune... »

## 19. La peur du loup

par Edwy Plenel



« Nous ne connaissons pas, insulaires, ce vertige allé de la terre (...). Notre champ est de mer... »

... nous a faites, c'est accroître la dépendance. L'indépendance est un raccourci. L'apport original des Antilles, des rébellions des nègres marrons, c'est de savoir se révolter sans pour autant vouloir prendre la place du maître. Avec l'État français, nous avons notre propre espace de liberté, pas le plus vaste, mais réel. Arrêtons de jouer à la grande peur. Si l'indépendance arrive, ce sera tout naturellement. Pas un grand saut, mais au grand jour ! Dans le dernier roman, *Souffrances*, dérive autour de la dernière éruption du volcan de la Basse-Terre, la partie sud de l'île, Maximin développe ce « message de nature » en opposition aux ruptures politiques radicales. « La Femme-Solitude, écrit-il, nous rappelle que les mythes de fondation sont aussi jokers que les mythes du jeu. »

A une histoire volcanique, d'apocalypse et de tourmente, il oppose une géographie d'éternels reconquêtes, régulièrement bouleversée par des cyclones ravageurs dont les lendemains ont des allures de recréation du monde, où la ruine coïncide le renouveau. « Nous sommes des enfants du cyclone, conclut-il, qu'il se nomme Colomb ou Napoléon. » On encore Europe... Car, diffusée, la peur est bien là, et Maximin ne le nie pas : 1992, vu d'ici, ce n'est pas le cinquième centenaire mais le dernier compte à rebours avant la transformation des Antilles françaises en base avancée américaine de l'Europe du marché unique. « Ouh ! ouh ! voici venir le loup », le refrain du dernier carnaval ne trompe pas. Le loup, autrement dit l'Europe, ressentie comme la menace d'un déclin identitaire sous un envahissement marchand et humain qui ne serait plus seulement français.

« Nous ne connaissons pas, insulaires, ce vertige allé de la terre (...). Notre champ est de mer... »

tés englobant le port et l'aéroport de Pointe-à-Pitre, est ressentie comme le premier pas d'une « récolonisation ». Agant admis que la majorité de la population ne souhaitait pas la rupture avec la France, l'ensemble des organisations indépendantistes comptant faire du refus de l'intégration européenne le tremplin pour l'obtention d'un statut transitoire. Reinette reconnaît que de discrètes discussions avaient eu lieu avec le pouvoir socialiste dans la foulée de sa libération. « Ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas opposés à une évolution statutaire dès lors que la possession française n'était pas remise en cause. Mais, depuis, ils nous ont fait le coup de l'Europe alors que notre maison commune, c'est la Caraïbe ! Ils doivent accepter le dialogue là-dessus, sinon il y aura des incidents... »

Qui croire, Maximin ou Reinette ? Le fleuve, le feu ou les deux ? N'expriment-ils pas différemment la même dialectique ambiguë de l'insularité où l'île, revenue de son innocence, conquise et rattachée, reléguée et possédée, et sommée de se situer par rapport à la terre ferme ? Une relation qu'encadre l'héritage colonial, cette dépendance d'un continent européen devenu si proche, par l'immigration, l'économie et la culture, et pourtant toujours autre et lointain, inscrit dans un au-delà atlantique. Un écrivain antillais de la génération précédente, le Martiniquais Édouard Glissant, confiera avoir ressenti en Afrique la révélation de l'infinité géographique, « ce que signifie d'avoir une terre qui vous porte, vous envahit, vous confond ». Nul n'a sans doute mieux exprimé la contradiction de l'identité antillaise : « Nous ne connaissons pas, insulaires, ce vertige allé de la terre (...). Notre champ est de mer, qui limite et qui ouvre (...). Nous ne saurions errer sans fin aux limites toujours reculées (...). L'île est amphibie, aux gradins de mer, où la représentation est tentation : du monde. »

Rien de surprenant, dès lors, à ce que les Indes, l'une des premières terres de l'exploration, soit un poème de la déchirure héritée de la découverte. Colomb inaugure en effet ce dialogue pathétique des îles et du continent. Durant son second séjour américain, il se lasse de ce trop plein d'îles sur lequel il ne cesse de buter le long de l'archipel caraïbe. A l'aller, de septembre à novembre 1493, il explore les petites Antilles en arrivant plus au sud et en les remontant jusqu'à Hispaniola. Puis il repart, d'avril à septembre 1494, découvre la Jamaïque et visitant les côtes occidentales de Cuba. Mais l'envie de tourner la page, d'ouvrir un nouveau chapitre, le tenaille. Si belles soient-elles, ces terres cernées d'eau ne satisfont pas sa quête secrète d'un continent inconnu au sud de cette Asie qu'est pour lui l'Amérique du Nord. Il faut en finir, former définitivement la porte asiatique. Et c'est l'étonnant serment de Cuba où l'on retrouve le Colomb imposteur, sinon voyou, prêt à tout pour plier le réel à ses désirs.

Le 12 juin 1494, alors qu'il longe depuis un mois les côtes cubaines vers l'ouest, l'Amiral décide de s'en retourner à Hispaniola. Mais auparavant il ordonne au notaire de se rendre à bord des trois caravelles qui comptaient cette expédition et de demander à chacun s'il a « le moindre doute que cette terre ne fût la terre ferme du commencement des Indes ». Tous les équipages

furent obligés de prêter serment avec des arguments sans appel : « quiconque dirait par la suite le contraire », écrit le notaire, « sera puni d'une amende de dix mille maravedis et aura la langue coupée ! Pour les moines : ajoute-t-il, qu'en partant ils leur soient donnés cent coups de garrote et qu'on leur coupe la langue. » Une scène d'autant plus aberrante que nous savons, par certains de ses témoins, qu'ils restaient convaincus que Cuba était une île, comme Colomb lui-même l'avait affirmé lors de son premier voyage. Ainsi l'un des marins de la *Mina*, Juan de la Cosa — un homonyme, semble-t-il, du maître de la *Santa-Maria* du premier voyage, — devenu par la suite un excellent cartographe, représentera Cuba détachée du continent.

La seule explication logique de cet épisode irrationnel est donnée par les deux derniers voyages de Colomb, où il ira droit sur le continent, ignorant l'arc caraïbe. Le temps pressait, le Portugal s'était enfin réveillé, d'autres découvreurs allaient emprunter sa route. Il lui fallait clore la parenthèse antillaise, qu'il a mentir, affirmer haut et fort que l'Asie avait été rejointe pour pouvoir enfin découvrir son « Nouveau Monde ». Car, pendant qu'il navigue, Espagne et Portugal se partagent le gîteau terrestre, dans une préfiguration des Yalta modernes, sous la houlette de la seule autorité supranationale du moment, le pape. Colomb, en effet, bouscule les équilibres anciens. En 1481, le pape, prenant acte de l'avance portugaise, n'a-t-il pas accordé à Lisbonne le droit d'étendre sa souveraineté « au-delà des îles Canaries, vers la Guinée » ?

Dès que fut connue la découverte américaine, l'Espagne exige que cet « au-delà » bien vague soit précisé. Sous la pression de l'Amiral, une première bulle pontificale traça une ligne imaginaire à cent lieues à l'ouest des Açores. A l'orient de cette frontière s'étendait le domaine réservé des Portugais : à l'occident, celui des Espagnols et, pour l'heure, du vice-roi Colomb. Mais, en juin 1494, lors du Traité de Tordesillas, Lisbonne obtint que la ligne soit repoussée jusqu'à 340 lieues à l'ouest. L'Amiral, qui ne peut évidemment le savoir, en fut la prescience au large de Cuba ? Une décision qui scella le sort futur du Brésil, portugais une fois découvert. Une course contre la montre est donc engagée dont l'enjeu est le continent.

L'Amiral devra attendre encore quatre ans pour tout à la fois la gagner et la perdre, arriver le premier et être proclamé second dans un de ces ironiques et cruels tours de passe-passe de l'Histoire. En attendant, il a sur les bras des îles, dont Hispaniola, où il n'en finit pas de s'empêtrer, habile découvreur, maladroit gouverneur. Des îles où, en 1493, il fait la connaissance des Caraïbes redoutés des Anawaks, valeureux guerriers et mangeurs d'hommes. Un dimanche, abordant leur île sacrée, entre Guadeloupe et Martinique, il la baptise *Dominica*.

Prochain article :

Caraïbes, pour mémoire

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

RENVERSEMENT  
Manifest



loup d'Etat, ça ?



هكزاس الاصل

# LE RENVERSEMENT DE M. MIKHAIL GORBATCHEV

## La situation en URSS après la première journée de l'état d'urgence Manifestations à Moscou et à Leningrad

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants - quarante mille à cinquante mille, selon les estimations - étaient rassemblés mardi 20 août à la mi-journée devant le bâtiment du Parlement russe, à Moscou, devenu le symbole de la résistance aux putschistes qui ont déposé le président Gorbatchev lundi. En dépit de l'interdiction des rassemblements, les manifestants, auxquels s'est jointe la veuve d'André Sakharov, M<sup>me</sup> Elena Bonner, scandaient le nom du président de Russie, M. Boris Eltsine, auquel affluait s'être ralliés les équipages de neuf blindés et d'un char T-72 stationnés derrière le bâtiment.

### Barricades aux abords du Parlement russe

Depuis un balcon du Parlement, M. Eltsine a de nouveau appelé les manifestants à ne pas céder aux putschistes, et à faire confiance à l'armée. Le président de la commission des affaires étrangères du Parlement russe, M. Vladimir Loukine, a affirmé à la presse que trois unités de l'armée s'étaient ralliées au président Eltsine : le régiment de Riazan, celui de Sébastopol et des éléments de la division blindée de la garde Taman. Des barricades de fortune ont été érigées depuis

lundi aux abords du Parlement russe, et, en d'autres endroits de Moscou, la circulation est coupée soit par des autobus ou des camions mis en travers de la chaussée, soit par les forces de l'ordre. Une autre manifestation, de quelque dix mille personnes, a eu lieu mardi matin devant la mairie de Moscou, en présence du maire, M. Gavril Popov, et d'un autre leader réformateur, M. Alexandre Iakovlev.

A Leningrad, le maire de la ville, le réformateur Anatoli Sobtchak, a pris la parole mardi devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes, qu'il a exhortées à faire échouer le coup d'Etat.

M. Eltsine a réclamé que le président Gorbatchev subisse un examen médical en présence d'un expert de l'OMS. En fin de matinée, trois dirigeants russes négociaient au Kremlin avec le président du Parlement soviétique, M. Andreï Loukianov.

### Tension dans les pays baltes

Selon M. Loukine, l'appel à la grève générale lancé lundi par M. Eltsine a été relativement peu suivi, sauf dans les mines de charbon. Les travailleurs du pétrole ont fait savoir qu'ils soutenaient le président russe, mais vou-

laient éviter d'accroître la tension par des grèves.

C'est dans les Républiques baltes que la situation est la plus tendue. C'est d'ailleurs en Lettonie qu'a été enregistré la première victime de ce coup d'Etat : le conducteur d'un minibus abattu, selon la radio lettone, par des soldats soviétiques lundi soir à Riga. Les troupes soviétiques se sont livrées à des démonstrations de force aussi bien en Lettonie qu'en Lituanie et en Estonie, prenant le contrôle de certaines installations stratégiques.

Le reste des Républiques paraît dans l'expectative. Les présidents d'Ukraine et du Kazakhstan ont diffusé des appels prudents à leur population.

A Kichinev, capitale de la Moldavie, la population montait toujours la garde, mardi 20 août, devant le siège de la télévision et de la radio moldaves, toujours aux mains du gouvernement nationaliste. Lundi, à l'annonce du coup d'Etat, le président moldave Mircea Snegur a dénoncé les « putschistes » de Moscou, le « prétendu comité d'Etat » et ses « dictats qui foulaient aux pieds les droits des peuples à l'autodétermination ».

A l'issue d'une réunion d'urgence du Parlement et du gouvernement, le président Snegur, en direct sur la télévision nationale, a demandé à la popula-

tion, de ne « pas collaborer si la direction légitime moldave était remplacée par la force » et « de riposter fermement aux putschistes ». A l'appel du très radical front populaire moldave, des milliers de personnes ont manifesté lundi, tard dans la soirée, à Kichinev. Selon les journalistes roumains à Kichinev, la police moldave protège les bâtiments de l'agence moldave Pres et des publications indépendantistes.

### Le chef de l'Etat destitué ramené à Moscou ?

Le sort de M. Gorbatchev faisait l'objet, mardi, d'informations contradictoires, les uns affirmant qu'il se « reposait » toujours en Crimée, les autres, dans l'entourage de M. Eltsine, qu'il aurait été ramené lundi soir à Moscou.

Le comité de contrôle constitutionnel a demandé lundi, dans un communiqué diffusé par l'agence Tass, au nouveau pouvoir de respecter les exigences juridiques et constitutionnelles de l'état d'urgence.

La presse de mardi n'est sortie que partiellement, en raison des mesures de censure décrétées la veille par la nouvelle équipe au pouvoir. Seuls neuf journaux nationaux - tous des quotidiens conservateurs, à l'exception des

*Izvestia* qui n'ont cependant pas paru en raison d'une grève - ont été autorisés à paraître.

Au cours d'une première conférence de presse, M. Guennadi Ianaev, le « président par intérim », a averti que « la sécurité et l'ordre seraient assurés à Moscou ». Il a qualifié de « comportement dangereux » l'appel à la désobéissance civile lancé par M. Eltsine, car « il peut conduire à une provocation armée, destinée à faire porter la responsabilité au Comité d'Etat pour l'état d'urgence ». Quant à M. Gorbatchev, a précisé M. Ianaev, il continue de se reposer en Crimée « d'une fatigue accumulée au cours de ces dernières années », et « nous espérons qu'après son rétablissement il pourra reprendre ses fonctions ». M. Ianaev a également promis une élection présidentielle « selon les principes démocratiques ».

De son côté, M. Edouard Chevardnadze, ancien ministre des affaires étrangères de M. Gorbatchev et chef de file du Mouvement des réformes démocratiques, a appelé « tous ceux qui s'opposent à un retour au totalitarisme » à s'engager dans une résistance non-violente au nouveau pouvoir. Il a réitéré le soutien de son mouvement à l'appel à une grève générale lancé par M. Eltsine. (AFP, Reuter, UPI, AP.)



### « Un coup d'Etat, ça ? »

Suite de la première page

Mais voilà Boris Eltsine qui descend de son quartier général, suivi d'un ample mouvement de foule. Ses gardes du corps le hissent sur l'un des chars. Il serra la main des soldats, puis, sans micro, lit son appel à la résistance contre le coup d'Etat « réactionnaire et anti-constitutionnel » et « une grève générale et illimitée » contre les putschistes. Applaudissements. Son ministre de la Défense, le général Kobets, suscite une houle de mécontentement lorsqu'il invite à ne pas céder aux provocations et à garder son calme face à une armée dont il est sûr qu'elle « ne tournera pas ses armes contre le peuple ».

Des femmes plantent des fleurs de pissenlits dans les canons des mitrailleuses. Les ouvriers de l'imprimerie des *Izvestia* refusent de sortir l'édition du jour parce que la rédaction en chef ne veut pas publier l'appel de Boris Eltsine à côté de celui de la nouvelle direction. Pourtant, dans la ville, les chars positionnés, par deux ou trois, aux carrefours ou près des ponts se voient entourés de Moscovites qui demandent à leurs équipages bon enfant à quels ordres ils obéissent et pourquoi. Au fur et à mesure que la journée avance, le coup d'Etat ressemble de plus en plus à une mise en scène à laquelle personne ne semble vraiment croire.

### Une gigantesque pagaille économique

La conférence de presse, donnée au ministère des affaires étrangères à 17 heures par le nouveau maître du Kremlin, M. Guennadi Ianaev, entouré de cinq membres du fameux Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS, achève de convaincre de l'insanité du scénario officiel. Pourtant, la nouvelle équipe s'y cramponne face à des journalistes impertinents qui se gaussent de ses contradictions et lui demandent si elle a pris des conseils auprès du général Pinochet!

M. Ianaev dit qu'il a été contraint de prendre la place de M. Gorbatchev, souffrant, en vertu

de l'article 127 de la Constitution, afin de sauver les réformes en cours depuis 1985 et pour éviter le chaos économique et l'éclatement de l'Union. En gros, il s'agit d'empêcher les effusions de sang interethniques, de rétablir l'ordre et de purger la rue des « éléments criminels ». Les trois tâches auxquelles le Comité d'Etat entend se consacrer sont : l'agriculture (la récolte serait compromise), le logement (700 000 familles de militaires en manquaient) et l'énergie (l'hiver arrive).

Le discours devient ensuite obscur. D'un côté, M. Ianaev couvre de fleurs M. Gorbatchev, « mon ami qui, je l'espère, reprendra place parmi nous une fois rétabli et avec lequel nous recommencerons à travailler dans la voie de la démocratisation qu'il a tracée »; de l'autre, le Comité d'Etat constate que la perestroïka a débouché sur une gigantesque pagaille économique.

M. Ianaev refuse mordicus de reconnaître qu'il a commis un coup d'Etat et que les formes légales n'ont été respectées ni pour changer de président ni pour instaurer l'état d'urgence. « Il y a des situations extrêmes où il convient de prendre des mesures immédiates », répond-il, avant de promettre que le peuple sera appelé aux urnes pour élire le nouveau président et pour dire son avis sur le traité de l'Union, peut-être par référendum. De toute façon, « le Soviet suprême entrainera nos solutions », dit-il aimablement beaucoup que M. Eltsine soit raisonnable et qu'il accepte, comme d'autres dirigeants, d'ouvrir le dialogue avec le Comité d'Etat. La grève générale lui semble dangereuse pour un pays au bord du chaos.

Ainsi la conférence de presse s'embourbe-t-elle dans des propos évasifs, qui ne donnent aucun détail sur les moyens à employer pour éviter que les Arméniens et les Azerïs ne s'étripent, pour lacer les paysans à mieux récolter le blé et pour coiffer aux forces de l'ordre une plus grande efficacité contre la criminalité. C'est promis, l'URSS remplira ses engagements internationaux, évincera l'Allemagne, respectera l'indépendance de certaines républiques et

appuiera l'entreprise privée. C'est juré, les chars quitteront Moscou aussitôt que possible s'il n'y a pas d'excès dans les rues.

Un coup d'Etat, ça ? La déposition d'un président, tout au plus, semblent penser nombre de Moscovites qui se moquent désormais de ces « putschistes » donnant l'impression de ne pas très bien savoir où ils vont. Mais ils s'inquiètent des risques de dérapage et des confrontations inévitables, par exemple avec les Etats baltes ou avec la Géorgie. Ce putsch ferait-il, malgré tout, couler le sang ? Pour parler à toute éventualité, les forces paramilitaires de M. Eltsine ont élevé dans la soirée des barricades devant le Soviet de Russie. Moscou s'endort. Moscou cauchemar.

ALAIN FAUJAS

### Une « maladie » bien suspecte

Le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé, mardi 20 août, au président du Soviet suprême soviétique d'organiser un « examen médical » du président Gorbatchev en présence de médecins de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). M. Eltsine a souligné le retour de M. Gorbatchev au pouvoir si les résultats de cette expertise le permettent.

Existe-t-il véritablement, dans le dossier médical de M. Mikhaïl Gorbatchev, des éléments de nature à accréditer la thèse officielle qui, lundi 19 août, faisait valoir que le numéro un soviétique avait été écarté du pouvoir pour des mystérieuses « raisons de santé » ? Pour le docteur Pierre Rantchick (Genève), l'un des meilleurs spécialistes de la santé des grands de ce monde (1), tout laisse à penser qu'il n'y a là qu'une grossière tentative de bluff visant sans succès aucun à masquer un coup d'Etat.

Selon plusieurs informations de source médicale, M. Gorbatchev ne souffrirait que d'hypertension artérielle et de troubles concernant le contrôle de sa glycémie. Il semblerait en particulier que sa « courbe d'hyperglycémie provoquée » (2) soit anor-

male. Ce sont là, selon le docteur Rantchick, les deux seuls éléments pathologiques qui ont pu être communiqués aux services médicaux d'urgence des pays dans lesquels l'ex-numéro un soviétique a été, ces dernières années, amené à se rendre. Encore convient-il de préciser que de telles informations sont - secrets médical et diplomatique obligent - presque toujours incomplètes.

« Rien de ce qu'on peut aujourd'hui connaître de la santé de M. Gorbatchev ne permet de penser qu'il était malade au point de ne pas être en mesure d'exercer le pouvoir », souligne le spécialiste genevois. L'hypertension artérielle est une pathologie très fréquente en Union soviétique et les troubles de nature diabétique relèvent sans doute de l'appétence classique des membres de la nomenclature pour les sucres. L'histoire montre, par ailleurs, que de très nombreuses personnalités politiques ont pu exercer leur pouvoir tout en souffrant de pathologies autrement plus graves. Pour ce qui est de l'hypertension artérielle, on peut rappeler qu'en France M. Raymond Barre a été hospitalisé au Val-de-Grâce alors qu'il présentait des chiffres de tension artérielle très élevés...

Plus généralement, le docteur Rantchick souligne les profondes différences qui opposent

l'Union soviétique aux Etats-Unis en ce qui concerne les relations entre le secret médical et l'exercice du pouvoir. « Le système américain, explique-t-il, se caractérise par une transparence de principe quant au diagnostic médical, ce qui d'ailleurs n'interdit nullement la mensonge, comme dans le cas de John Kennedy. Après la mort, en revanche, la famille représentant le corps, il y a un refus total de l'autopsie ou de la communication des résultats de l'autopsie. Dans le système soviétique, c'est exactement le contraire. Il y a toujours eu la mensonge sur la maladie, qu'il s'agisse de Lénine, Staline, Khrouchchev, Andropov ou Tchernenko. A l'inverse, dès le lendemain de leur mort, ce système a produit les meilleurs résultats d'autopsies qu'on puisse imaginer ».

JEAN-YVES NAU

(1) Rédacteur en chef de la revue suisse *Médecine et hygiène*, le docteur Pierre Rantchick est l'auteur, en collaboration avec Pierre Accoce, de l'ouvrage *Ces malades qui nous gouvernent* (Editions Stock) et de *Ces malades qui font l'histoire* (Editions Plon).

(2) La courbe d'hyperglycémie provoquée est constituée des différents taux de glycémie observés dans les heures qui suivent l'ingestion à jeun d'une quantité importante de sucre. Elle permet de détecter certains états diabétiques ou prédiabétiques, ainsi que certaines affections, notamment d'origine hépatique.

### CNN en première ligne à Moscou

Comme pendant la guerre du Golfe, où elle se transforme en « cabinet à images », la chaîne câblée américaine CNN a pris les autres télévisions de vitesse en diffusant dans l'après-midi du lundi 19 août les premières images d'altérations entre la population moscovite et des tankistes, sur la place du Manège, face au Kremlin.

« Ce que vous faites, vous le faites contre vous-mêmes », crient une femme aux soldats, jusqu'à ce que l'un d'entre eux, visiblement mal à l'aise, réplique : « On obéit, on a des ordres ». Tandis que Steve Hurt, l'envoyé spécial de la chaîne d'Atlanta dans la capitale soviétique, commentait en direct ces échanges, les autres télévisions montraient encore

les images des tanks dans les avenues, déjà diffusées dans la matinée.

Toutefois, mardi matin, CNN International diffusait surtout des images de l'agence britannique WTN. Selon un correspondant de l'agence soviétique Novosti, « le rideau de fer n'est pas encore tombé ». Le programme CNN International, en plus de sa couverture en direct de Moscou, a mobilisé un staff d'experts en kriegsmologie et lancé la télévision interactive : on appelle un numéro de téléphone incrusté à l'écran, les téléspectateurs américains peuvent dialoguer avec les experts sur les raisons et les issues de cet « URSS coup ».

Y.-M. L.

o HAUT-KARABAKH : libération de soldats soviétiques. - Dans le Haut-Karabakh, région peuplée en majorité d'Arméniens, administrativement rattachée à l'Azerbaïdjan, vingt-huit soldats

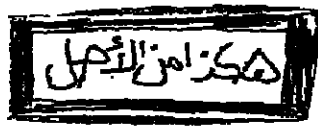
des forces spéciales du ministère soviétique de l'Intérieur pris en otage, le 13 août, par des militants arméniens ont été libérés, a annoncé l'agence Tass mardi 20 août.

### LE MONDE diplomatique

Août 1991

- **ÉLECTRONIQUE** : Les enjeux de la télévision de haute définition, par Henry Bakis.
- **TERRITOIRES OCCUPÉS** : Israël en pays conquis, par Micheline Paunet.
- **ALLEMAGNE** : Les sinistres de l'unification, par Margaret Manale. - Berlin et la « querelle de la capitale », par André Gisselbrecht.
- **MAROC** : Qui possède le pays ? par \*\*\*\*
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Quand les Allemands retournent à Königsberg, par Erlendis Calabrig.
- **CUBA** : La grogne des artistes dans l'« Ile des merveilles », par Francis Pizani. - Une économie en état comateux, par Christophe Guibetguit.
- **JAPON** : Que pensent les intellectuels ?, par Alain Jouffroy. - La mémoire retrouvée des crimes de Nankin, par Antoine Halff.
- **PORTUGAL** : L'adieu aux armes, par Vincent Jacq.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



## LE RENVERSEMENT

La situation en URSS après la première journée de l'état d'urgence

## Le Comité d'Etat : « Les gens ont respiré avec un certain soulagement »

Dans une déclaration diffusée lundi 19 août à 21 h 40 par l'agence officielle Tass, le Comité d'Etat pour l'état d'urgence dresse avec satisfaction le bilan de la première journée d'état d'urgence. Voici le texte intégral de cette déclaration :

« La première journée de l'état d'urgence dans certaines régions de l'URSS a déjà montré que les gens ont respiré avec un certain soulagement. Aucun excès d'un tout soit sérieux n'a été observé en quelque endroit du pays. Le comité a reçu de nombreux messages de soutien aux mesures prises pour faire sortir le pays d'une crise très grave. Les premières réactions étrangères aux événements qui se sont déroulés dans notre pays se caractérisent également par une certaine compréhension, parce que, pour les pays étrangers, le chaos et l'anarchie dans notre pays nucléaire sont le pire des scénarios imaginables. Il va de soi que l'instauration de l'état d'urgence provoque une méfiance et des craintes, dans notre société et à l'étranger.

« Eh bien, cela est justifié, car ces dernières années la pratique dans notre pays n'avait malheureusement et très souvent rien à voir avec les objectifs proclamés. Les espoirs du peuple ont été trahis. C'est pourquoi nous ferons tout pour que l'activité de la direction soviétique mérite confiance. La plupart des Républiques fédérées et autonomes de notre pays soutiennent les mesures prises face à une situation extrêmement grave. Les peuples comprennent que le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS n'a aucunement l'intention de porter atteinte à leurs droits constitutionnels et souverains. »

## Mise en garde à M. Boris Eltsine

« Le message que les dirigeants de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, Ivan Silaev et Rousslan Khasboulatov, ont signé au matin du 19 août a fait dissonance en ce moment critique, quand nous avons besoin d'un accord national. Il est

empreint d'un esprit de confrontation. Ce message incite directement à des actions illégales, ce qui est incompatible avec la loi sur le régime d'état d'urgence.

« Faisant preuve de patience et aspirant à une coopération constructive, le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS estime possible de se borner, cette fois, à mettre en garde contre des actions irresponsables et insensées. Les ambitions ont de nouveau pris le dessus au sein de la direction de la Russie, alors que le peuple attend qu'elle apporte à sa politique des corrections qui répondent aux intérêts majeurs des habitants de la République. »

« Nous voudrions souligner une fois de plus que le principe de la primauté de la Constitution et des lois de l'URSS a été désormais rétabli pour toujours sur l'ensemble du territoire de l'URSS. Nous assurons que, à la différence de promesses vaines et rabâchées, notre politique sera certainement étayée par la mise en œuvre de nos décisions. »

## Interdictions... et promesses

Voici les principaux extraits de la « résolution » du Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS, diffusée, lundi 19 août, par l'agence Tass :

« Afin de défendre les intérêts vitaux des peuples et des citoyens de l'URSS (...), le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS décide :

1. - De charger tous les organes du pouvoir et d'administration de l'URSS, des Républiques fédérées et autonomes (...) de garantir le strict respect du régime de l'état d'urgence (...). En cas d'incapacité à garantir l'application de ce régime, les pouvoirs des organes appropriés du pouvoir et d'administration sont suspendus et l'exercice de leurs fonctions est confié aux personnes spécialement mandatées par le Comité d'Etat pour l'état d'urgence en URSS.

2. - De dissoudre sans délai (...) les structures de pouvoir et d'administration, les formations paramilitaires qui opèrent contrairement à la Constitution et aux lois de l'URSS.

3. - De considérer comme nulles et non avenues les lois et les résolutions des organes du pouvoir et d'administration qui sont contraires à la Constitution et aux lois de l'URSS.

4. - De suspendre l'activité des partis politiques, des organisations et des mouvements de masse qui empêchent la normalisation de la situation (...).

8. - D'établir un contrôle sur les grands moyens d'information (...).

9. - De charger les organismes de pouvoir et de gestion (...) de prendre les mesures susceptibles (...) de rétablir l'ordre et de relever la discipline dans toutes les sphères sociales (...), de faire respecter strictement les plans de production, de livraisons de matières premières, de matériaux et de composants (...), de lutter énergiquement contre l'économie parallèle, d'appliquer de strictes mesures de responsabilité pénale et administrative pour tous les faits de corruption, de vol, de spéculation, de stockage frauduleux de produits, d'incurie et les autres crimes économiques (...).

« Un jardin privé pour chaque citoyen... »

11. - De charger le cabinet des ministres de l'URSS d'établir, dans un délai d'une semaine, un inventaire des produits alimentaires et des articles industriels de première nécessité disponibles (...).

De donner la priorité à l'approvisionnement des établissements scolaires et préscolaires, orphelins, écoles, établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisés, hôpitaux, ainsi que des retraités et des invalides.

De faire, dans un délai d'une semaine, des propositions sur

l'ajustement, le gel et la baisse des prix de certains produits alimentaires et industriels, en premier lieu pour enfants, des services courants et de la restauration publique, ainsi que du relèvement des salaires, des pensions, des allocations et des compensations à différentes catégories de la population (...).

12. - De prendre des mesures urgentes en vue d'organiser le stockage et la transformation des produits agricoles. D'accorder la plus grande aide possible aux agriculteurs en leur livrant machines, pièces détachées (...).

13. - De charger le cabinet des ministres de l'URSS d'élaborer, dans un délai d'une semaine, un arrêté prévoyant d'accorder en 1991-1992 à tous les citoyens qui le désirent des terrains de 0,15 hectare pour les travaux de jardinage et de potager (...).

15. - De préparer et d'informer le peuple des mesures réelles pour 1992 en vue d'améliorer (...) la construction et l'approvisionnement en logements de la population (...).

16. - D'enjoindre les organismes de pouvoir et de gestion (...) de trouver les moyens susceptibles d'améliorer nettement l'assistance médicale et l'enseignement public gratuits. »

## Que vont faire les « réformateurs » de l'armée ?

L'image du général de l'armée rouge, communiste ultra-conservateur sous sa casquette au périmètre démesuré, la poitrine bardée de décorations, n'est plus représentative du corps des officiers soviétiques : celui-ci a beaucoup évolué ces deux dernières années, ouvrant la voie à toute une catégorie de jeunes officiers ouvertement réformateurs.

Même si elle reste dominée par une hiérarchie très orthodoxe et fidèle à la ligne « dure » du Parti communiste, l'armée soviétique n'est plus monolithique ; elle n'est pas restée imperméable à la révolution qui s'est produite au sein de la société : « Lorsque le pluralisme a commencé à naître, les militaires aussi se sont mis à participer à la vie de la société », observe le lieutenant-colonel Sergueï Iouchenkov, député au Parlement russe. Il est donc logique que l'on observe au sein de l'armée les mêmes différenciations politiques que dans le civil : d'un côté, il y a une aile progressiste ; et, de l'autre, des figures

adverses comme le général Mikhaïlov (candidat ultra-conservateur à l'élection présidentielle russe, en juin dernier) ou le colonel Alkhalov (chef du groupe conservateur Soyuz).

« Il est impossible de couper l'armée de la société, renchérit un autre officier progressiste, le colonel Samuil Mikheev, chargé des problèmes sociaux des militaires à la municipalité de Moscou. L'armée est un tout, inséparable de la société. »

La glasnost aussi a produit ses effets : à mesure que la presse levait le voile sur des phénomènes aussi nébuleux que le bien-être ou la pratique très répandue dans l'armée soviétique où elle prend souvent des dimensions particulièrement cruelles et dramatiques, sur les mauvaises conditions de vie des militaires, sur le difficile retour des soldats démobilisés d'Afghanistan ou d'Europe de l'Est, l'armée a commencé à perdre son aura d'institution intouchable. Quelques associations de militaires, comme « Tchitchik » (« le bouchier »), se sont spécialisées dans la défense des soldats victimes d'injustices. Parallèlement, la question de la perestroïka à Tbilissi, Bakou ou dans les Républiques baltes, ont dégoûté un certain nombre d'officiers, furieux de voir l'armée ainsi utilisée contre la population à des fins politiques.

Un s'est donc mis, dans les milieux militaires, à évaluer la distinction, parfois un peu rapide, entre les généraux et les colonels, les premiers trop vieux, dans leur majorité, pour changer, les seconds s'illustrant au Congrès du peuple d'URSS ou au Soviet suprême de Russie sur des sujets de position en faveur des réformateurs. Plusieurs études sociologiques menées dans l'armée depuis un an montraient qu'une majorité d'officiers ne voyaient pas d'un mauvais œil une dépolitisation de l'armée, même si la majorité d'entre eux étaient restés membres du PC, par convention plus que par conviction.

Selon un sondage publié par les Nouvelles de Moscou l'an dernier, 60 à 80 % des officiers de grades intermédiaires souhaitaient que l'ar-

mée soit totalement dépolitisée. Cette tendance, en réalité, a été particulièrement sensible en Russie, et plus encore à Moscou. L'élection présidentielle russe du 12 juin a permis de mesurer à quel point les voix des militaires étaient devenues un enjeu important : outre le général Makachov, les deux principaux candidats, MM. Eltsine et Rykov, avaient chacun choisi un militaire comme candidat à la vice-présidence : le colonel Routsikov, fringant réformateur, et initiateur du mouvement Communistes pour la démocratie, pour M. Eltsine, et le général Gromov, personnage plus classique et plus rigide, aux côtés de M. Rykov. Les deux officiers avaient en commun d'avoir fait la campagne d'Afghanistan, dont ils sont revenus avec le titre de « héros de l'Union soviétique ».

## Un geste symbolique

La hiérarchie militaire jeta tout son poids dans la bataille électorale, faisant ouvertement campagne, dans les casernes ou dans les colonnes de l'organe de la défense, *Krasnaya Zvezda*, pour le tandem Rykov-Gromov. Or non seulement MM. Rykov et Gromov - sans parler du général Makachov, relégué par le style de sa campagne et son faible score au rang de figure foliole-

rique - furent battus à plate couture par l'équipe Eltsine-Routsikov, mais il apparut, à la lecture détaillée des résultats, que les régions militaires avaient voté à peu de chose près comme le reste de la Russie : pour la démocratie. M. Eltsine s'est d'ailleurs entouré de quelques généraux connus pour leurs opinions progressistes, comme le général Volkogonov, historien de Staline, ou le général Kobets, qui fait office de ministre de la défense pour la République de Russie.

C'est en partie sur cette dynamique réformatrice au sein de l'armée que compte sans doute aujourd'hui M. Boris Eltsine pour contribuer à faire échec aux putschistes. Son geste, lundi 19 août - serrer la main des conducteurs du char sur lequel il veut grimper pour s'adresser à la foule - est à cet égard symbolique. Mais il sait certainement aussi que l'armée soviétique, loin d'être gagnée par l'anarchie ambiante de ces derniers mois, est restée une force disciplinée et qu'elle n'est pas composée de bataillons d'appelés mal nourris et de jeunes officiers idéalistes. Après tout, le colonel Routsikov lui-même n'était-il pas, en juin dernier, l'hypothèse de la participation de l'armée à un coup d'Etat comme « un fantôme », totalement contraire aux traditions du pays ?

SYLVIE KAUFFMANN

## Les forces paramilitaires : plus de 500 000 hommes entraînés au combat

Outre les quelque quatre millions d'hommes, dont deux millions et demi de conscrits, qui composent l'armée soviétique, les putschistes disposent de forces paramilitaires qui, selon les experts occidentaux, regroupent environ un demi-million d'hommes : deux cent trente mille dépendant du KGB (Comité d'Etat pour la sécurité) et trois cent mille du ministère de l'Intérieur (MVD), sans compter la milice, qui fait office de police. Au sein du KGB, sont considérés comme forces offensives de combat les corps des gardes-frontières et surtout les fameux « spetsnaz », ou commandos spéciaux.

Les troupes du MVD ont été beaucoup utilisées dans les conflits ethniques, en particulier dans le Caucase, depuis trois ans. A mesure que le problème des nationalités a pris de l'ampleur, un nouveau groupe a fait son apparition dans les opérations difficiles : les OMON (détachements de la milice pour missions spéciales), troupes de choc que l'on pourrait comparer aux troupes célèbres ZOMO polonaises. Le corps des OMON a été créé fin 1987 à Leningrad, avec le soutien du conservateur Lev Zaitkov, alors premier

secrétaire du PC pour cette ville, pour lutter contre la criminalité, et fut officialisé à l'échelle de l'URSS en 1988, avec des missions plus larges. Les opérations les plus célèbres des OMON sont bien sûr les massacres de Vilnius et de Riga, en janvier 1991. On les soupçonne aussi fortement d'avoir participé aux multiples expéditions punitives contre les postes-frontières des pays baltes, où le ministère de l'Intérieur affirme à l'occasion qu'ils agissent en toute autonomie, sans attendre les ordres de Moscou.

Beaucoup d'hommes des OMON ont été recrutés parmi les anciens d'Afghanistan. Ils sont très bien équipés, armés et aguerris aux techniques antérieures occidentales. Selon certaines sources occidentales, le nombre des troupes du MVD aurait sensiblement augmenté en 1990, s'enrichissant notamment de soldats démobilisés d'Europe de l'Est et portant leur total à quelque quatre cent mille, dont environ cent trente mille affectés au maintien de l'ordre.

Un appel annonciateur du coup de force

## « Six années d'oisiveté et de verbiage »

Le 23 juillet dernier, le journal conservateur *Russie soviétique* publiait le texte d'un « appel au peuple » invitant les « Russes, citoyens de l'URSS et compatriotes » à la création d'un « mouvement populaire et patriotique » dans le but de « sauver la patrie ». L'appel, signé par des militaires comme MM. Gromov et Varenikov, par les écrivains slavophiles Iouri Bondarev et Valentin Rasputine mais aussi par MM. Starodoubtsev et Tiziakov, membres,

depuis dimanche 18 août, du Comité d'état d'urgence, appelle à la mobilisation des « représentants de toutes les professions et couches sociales, de toute confession et de toute obédience (...), à tous les partis, petits et grands, des libéraux aux monarchistes (...), aux chantres de l'idée nationale », face au « malheur sans précédent » qui frappe la « patrie » « après six années d'oisiveté et de verbiage ».

L'appel, rédigé dans un style emphatique et incendiaire, demande aux « frères » de se mobiliser contre « les souverains matois », « les grappe-sous riches et avides », « les renégats rusés », « les pharisiens », qui « mènent le pays en bateau », et qui « après s'être emparés du pouvoir, dilapident les richesses (...), se couchent devant les mécènes étrangers et vont, au-delà des mers, chercher conseils et bénédictions » alors que « la maison brûle aux quatre coins » et qu'il n'est plus question « d'éteindre l'incendie avec de l'eau mais avec nos larmes et notre sang ».

Si le Parti communiste, qui « porte toute la responsabilité des victoires et des échecs des soixante-dix dernières années », est surtout

critiqué pour sa gestion des six « tragiques » dernières années, lorsqu'il a « remis le pouvoir à des parlementaires frivoles et inexpérimentés » qui « poussaient à la discorde » et « coupent en tranches le corps fourbu du pays », l'armée, pour sa part, « n'est pas responsable d'avoir dû, en toute hâte, quitter les garnisons étrangères » et « vit des temps difficiles ». Puis l'hommage est rendu aux « ingénieurs, qui, par leur intelligence (...), ont contribué à créer une industrie puissante (...), ont permis à la patrie de voler dans l'espace ». Enfin, condamnant de manière récurrente « la soumission » du pouvoir « aux tout-puissants voisins », aux « envahisseurs » et la transformation du « peuple » en « une main-d'œuvre bon marché pour entrepreneurs étrangers », les signataires de cet appel, annonciateur du coup d'Etat du 18 août, se prononcent pour une « patrie unie et indivisible », un « Etat puissant », notions qui n'ont pas dû laisser insensibles les nostalgiques du socialisme à main de fer.

Prévu en septembre

## Le raid Paris-Moscou-Pékin est compromis

Les organisateurs du premier grand raid marathon Paris-Moscou-Pékin, dont le départ est prévu le 1<sup>er</sup> septembre, n'ont pu entrer en contact avec la capitale soviétique depuis la démission de Mikhaïl Gorbatchev. Lundi 19 août, René Metzge, directeur de l'épreuve, a donc poursuivi les préparatifs du départ sans savoir si celui-ci pourra être donné. Les dernières informations en provenance d'URSS laissent toutefois peu de chances à cette épreuve d'avoir lieu. Sur les 16 000 kilomètres entre Paris et Pékin, 6 900 devaient être parcourus en neuf étapes entre Moscou, où le départ du prologue devait être donné le 3 septembre sur la place Rouge, et la frontière sino-soviétique.

Même si les nouveaux dirigeants du Kremlin se veulent rassurants et se disent prêts à honorer les accords internationaux passés par leurs prédécesseurs, on imagine mal qu'ils laissent traverser leur pays par une caravane de plus de trois cents véhicules, escortés par des hélicoptères et des avions dont une équipe de moyens de transmissions par satellite.

L'incertitude planait aussi sur la participation des Soviétiques, aux championnats du monde d'athlétisme à Tokyo (du 24 août au

1<sup>er</sup> septembre). Quatre-vingt-quinze des cent sept athlètes engagés sont rassemblés dans un camp d'entraînement à Vladivostok (Sibirie orientale).

Déjà présent à Tokyo, l'ancien champion de saut en longueur Igor Ter Ovanessian, qui dirige la délégation soviétique, a pu, lundi, entrer en contact téléphonique avec sa fédération à Moscou. Le départ du groupe de Vladivostok était toujours prévu jeudi à destination de Nagoya. Le perchiste Sergueï Bubka qui s'entraînait avec un autre groupe à Moscou, devait directement rallier Tokyo dès le mardi 20.

Plusieurs équipes soviétiques sont actuellement à l'étranger où elles disputent ou préparent d'autres compétitions importantes. Leur participation n'a, pour l'instant, pas été remise en cause. A Athènes, l'URSS a même remporté, lundi, la première médaille d'or des championnats d'Europe de natation grâce à sa spécialiste du haut vol Elena Miroshina. Le chef de la délégation soviétique a toutefois précisé qu'il n'y aura aucune conférence de presse, même

si les compétiteurs soviétiques remportent des médailles. » Les rameurs soviétiques ont également participé, comme prévu, à la première journée des championnats du monde d'aviron qui ont débuté lundi à Vienne. A Stuttgart, M. Valeri Suslov, président de la Fédération soviétique de cyclisme et de l'Union cycliste internationale, a précisé que ses coureurs qui devraient participer aux cinq épreuves sur route des championnats du monde qui débutent mercredi ont continué à s'entraîner normalement.

## QUE SIGNIFIE ? Tafañard

Positif

## Jacques Collard et Alain Rey

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS NON CONVENTIONNEL



# DE M. MIKHAIL GORBATCHEV

Un héritage encombrant pour les putschistes

## Le riche bilan diplomatique de l'ancien numéro un soviétique

Les acquis diplomatiques de la perestroïka ont été considérables pour l'URSS comme pour la paix dans le monde. Avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe conservatrice, on peut craindre un raldissement du Kremlin qui compliquerait les négociations en cours.

Hors d'URSS, aucune menace directe ne pèse, dans l'immédiat, sur personne. En témoignage, plus que les déclarations rassurantes prodiguées au monde, lundi, par M. Guennadi Ianaev, la conviction largement répandue que les nouveaux maîtres de Moscou ont pour l'heure trop de chais à fouetter chez eux pour donner dans le revanchisme à l'étranger, ainsi que le moment même de leur intervention : les marches extérieures de l'Empire ont depuis longtemps perdu et il a fallu que la désintégration menace l'Union des Républiques elle-même pour qu'ils osent leur coup de force.

Chacun n'en sent pas moins que ces hommes, s'ils se maintiennent au pouvoir à Moscou, ne peuvent pas être pour l'Occident des « partenaires » et que, dans cette hypothèse, le « nouvel ordre international », qui n'était encore qu'en gestation, a bel et bien vécu. La même chose vaut pour les dirigeants occidentaux, dont M. Mitterrand, ont commenté l'événement évoque de très mauvais souvenirs : c'est comme si déjà on craignait de braver des interlocuteurs obtus qu'irritent plus que tout ce qu'ils appelaient, lundi, les « déclarations de l'étranger ». C'est comme si déjà on venait à ménager l'ours soviétique, réapparaissant après cinq années d'une diplomatie civilisée qui a changé la face du monde. Force est bien de s'interroger aujourd'hui sur ce qui est irréversiblement acquis, et ce qui ne l'est pas, des bouleversements survenus pendant l'ère Gorbatchev sur la scène internationale.

Il est évident, en effet, que la perestroïka, en politique étrangère, c'est d'abord l'émancipation des pays d'Europe de l'Est, leur dignité retrouvée, et un impressionnant mouvement de rejet haineux du communisme, quarante ans de communisme.

même si le moment est pour ces pays trop douloureux pour que l'on puisse parler de « triomphe » des valeurs occidentales. C'est l'abolition du rideau de fer, le mur de Berlin abattu, l'unité de l'Allemagne refaite par le chancelier Kohl dans une hâte fébrile qui lui valut bien des critiques, mais que nul aujourd'hui ne saurait plus regretter. C'est, pour ce qui touche à la sécurité de l'Europe, la dissolution du pacte de Varsovie ; ce sont les premiers véritables fruits d'une coopération paneuropéenne au sein de la CSCE, au premier rang desquels le plus important accord de désarmement conventionnel jamais conclu, c'est non seulement l'arrêt de la course folle aux armements nucléaires entre les États-Unis et l'URSS, mais le début du désarmement avec l'accord sur l'élimination des armes chimiques (FNI) conclu en 1987 par M. Ronald Reagan et celui signé le mois dernier à Moscou par M. George Bush en vertu duquel devrait être amorcé le démantèlement partiel des arsenaux nucléaires intercontinentaux (START).

### Raidissement prévisible

C'est aussi le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1988 ; c'est l'ONU restituée dans sa vocation dès lors que pouvait s'y établir un véritable « concert des nations » ; c'est le règlement de la question namibienne et le désengagement général de l'URSS ou de ses affidés en Afrique, dont la chute du régime Mengistu en Éthiopie est la plus récente conséquence ; ou encore la normalisation des relations avec la Chine et l'établissement de relations avec la Corée du Sud. C'est la sortie de dizaine de milliers de juifs d'URSS. C'est enfin, quoi qu'on pense des détracteurs de la pax americana, la libération du Koweït et, depuis ce 4 août 1990 où MM. Bush et Gorbatchev, qui n'avaient pas eu de cesse de condamner l'invasion irakienne jusqu'à l'annonce pour octobre d'une conférence de paix au Proche-Orient faite par le secrétaire d'État américain le mois dernier à Moscou, un espoir pour cette région.

C'est à l'issue de ce processus au Proche-Orient que l'on pense d'abord parmi les premières réper-

cussions internationales des événements de Moscou : il en sera sinon compromis, du moins compliqué encore un peu plus, même si le coup d'État en URSS ne suffit pas à redonner à ceux qui l'ont publiquement salué (M. Saddam Hussein, l'OLP, le colonel Kadhaï) une position de force. Mais rien en fait de ce qui fut accompli en politique étrangère par M. Mikhail Gorbatchev ne le fut facilement. On se souvient des déclarations contradictoires proferées par les dirigeants soviétiques et révélant une vive polémique interne pendant les quelques mois de 1990 où se joua le sort de l'Allemagne, avant que l'inconcevable ne devint possible : l'intégration de la RDA dans l'OTAN, la page tournée sur la seconde guerre mondiale, épisode historique jusqu'à l'aboutissement pour l'Armée rouge. Ou bien de ces quelques jours précédant l'offensive terrestre contre l'Irak où M. Gorbatchev, soumis à de fortes pressions internes, parut sur le point de flancher et d'oublier les résolutions auxquelles il avait souscrit à l'ONU avec les Occidentaux. Ou encore des manœuvres grossières pour violer l'accord de désarmement conventionnel signé en novembre 1989 à Paris, et des longues tergiversations précédant l'accord sur le désarmement stratégique, dont l'effet fut de retarder de six mois la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev, qui n'a eu lieu que fin juillet, à l'arraché, avant des « vacances » dont les deux hommes présentaient peut-être qu'elles seraient longues pour le président soviétique.

A chaque étape de l'ouverture diplomatique de Moscou, de sa coopération avec l'Occident, de ses concessions, ceux qui représentent aujourd'hui le Comité d'État de l'État d'urgence entraînaient les pieds, faisaient pression sur Gorbatchev, menaçaient même, comme en témoignent notamment MM. Chevardnadze et Jakovlev. S'ils n'ont pas eu de cesse de condamner, on peut d'attendre à un raidissement sur tous les dossiers internationaux encore en suspens, à ce que l'URSS redonne pour l'Occident une puissance adverse et éventuellement menaçante. Cette éventualité a d'ailleurs jamais été écartée : dans les communiqués de l'OTAN ou de la CEE, on appelait cela

puisque les « incertitudes » de l'URSS, en ajoutant en général immédiatement après qu'on ne voulait surtout pas « isoler » l'Union soviétique. Dans un rapport sur sa politique de sécurité, la Maison Blanche, y mettant moins de formes, expliquait il y a quelques jours au Congrès pourquoi il ne fallait pas que les États-Unis baissent la garde pour rogner sur les dépenses de défense.

M. Guennadi Ianaev affirmait, lundi, que les engagements internationaux de l'URSS seraient respectés. Mais est-il en cela plus crédible que lorsqu'il soutenait à M. Mikhail Gorbatchev un prompt rétablissement ? Et à quoi l'arrière-garde qui reprend le pouvoir à Moscou est-elle réellement tenue ?

### Les conquêtes irréversibles.

En ce qui concerne les deux plus amères pillules qu'on doit avaler les conservateurs, et en particulier les militaires soviétiques, à savoir l'unification allemande et la dissolution du pacte de Varsovie, la honte est bue et le retour au passé impensable. Juridiquement l'affaire est close dans les deux cas et l'URSS n'a d'évidence pas les moyens de se lancer dans une entreprise de reconquête. L'Armée rouge a quitté la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Il existait certes au 1<sup>er</sup> juillet 272 000 soldats soviétiques en Allemagne, qui doivent être partis en principe fin 1994, et près de 100 000 en Pologne, mais ils sont, on le sait, en piètre état et les problèmes qu'ils posent ne sont pas d'ordre militaire.

### La sécurité en Europe

L'URSS s'est servie d'eux ces derniers mois, de l'impatience de l'Europe orientale de les voir déguerpir, comme d'un moyen de chantage pour tenter d'obtenir plus de contreparties en nature de l'Allemagne et pour négocier au mieux pour elle une normalisation de ses rapports avec Varsovie. La Pologne, en première ligne, n'est pas parvenue sous Gorbatchev à s'entendre avec l'URSS sur un calendrier de retrait des troupes, et les choses ont peu de chances de s'arranger.

Le « vide sécuritaire » en Europe de l'Est.

Le problème immédiat qui se pose aux pays d'Europe de l'Est porte sur tout ce qui reste à négocier des relations de voisinage et de l'héritage, dans les domaines économique et commercial, de quarante années de tutelle. Mais même s'ils ont réagi avec sang-froid lundi au coup de force de Moscou, ces pays expriment depuis des mois devant les instances occidentales l'angoisse née chez eux du vide dans lequel les a laissés la dissolution du pacte de Varsovie. Ils attendent de l'Alliance atlantique, à défaut d'une intégration, des garanties pour leur sécurité. Le dernier Conseil atlantique réuni en juin à Copenhague, très soucieux des susceptibilités soviétiques, ne leur a guère apporté de réponse concrète : après moult discussions, les membres de l'OTAN sont parvenus à un texte qui dit que toute forme de coercition ou d'intimidation d'un État sur un autre serait pour eux « une préoccupation directe et réelle » et qui renvoie abondamment au processus de la CSCE, dont on vient de mesurer à propos de la Yougoslavie le peu d'efficacité dans certains types de crise.

La CSCE a l'avantage d'inclure l'URSS, toute l'Europe et l'Amérique du Nord dans une coopération qui porte à la fois sur les questions de sécurité et sur celles des droits de l'homme, à la double inconvénient de fonctionner selon la règle du consensus, qui permet à un seul État de bloquer toute avancée, et d'édicter des principes qui ne sont pas juridiquement contraignants. Les putschistes de Moscou les ont déjà violés, comme l'avait fait abondamment avant eux Leonid Brejnev, pourtant signataire des accords d'Helsinki en 1975. Une question qui renvoie plusieurs années en arrière va d'ailleurs très prochainement se poser aux pays membres : faut-il que se tienne comme prévu le mois prochain à Moscou la conférence de la CSCE consacrée aux droits de l'homme ?

L'Union soviétique a essayé en vain ces derniers mois d'obtenir des autres pays de l'Est ce qu'elle a obtenu de la Roumanie : un accord qui interdit à ce pays d'adhérer à une alliance ou de coopérer avec elle en cas de conflit. On voit mal comment se dissiperait demain en Union soviétique le malaise déjà

très perceptible qu'engendre le fait qu'une seule alliance militaire subsiste en Europe, ni l'irritation de voir ses anciens satellites aspirés par les institutions politiques et économiques occidentales.

Des accords non ratifiés ou non contraignants.

Le risque majeur contre lequel s'était construit le dispositif militaire de l'OTAN, celui d'une attaque-surprise massive par l'URSS d'un des pays membres en centre-Europe, est désormais exclu du fait même que l'URSS n'a plus de frontières dans cette région avec l'Occident. Toutefois le traité sur le désarmement conventionnel, qui consacre le rééquilibrage des forces en présence et interdit à l'URSS une supériorité trop écrasante sur tout autre pays dans ces catégories d'armes, signé à Paris en novembre 1989, n'a toujours pas été ratifié. Les tentatives des militaires soviétiques pour le contourner ont donné lieu à une très longue polémique avec les Occidentaux qui ne s'est réglée qu'en juin, à défaut de quoi ni M. Gorbatchev n'aurait été invité au sommet des Sept à Londres, ni M. George Bush ne se serait rendu en juillet à Moscou. L'accord START, arraché à grand-peine n'est pas non plus ratifié, et l'on peut redouter que pour les militaires qui ont freiné des quatre fers et qui inspirent désormais directement le pouvoir à Moscou, ces deux procédures ne soient pas prioritaires.

Quand bien même elles le seraient, l'URSS reste sur le continent une superpuissance militaire qui a les moyens de dissuader une intervention, chez elle ou ailleurs. C'est d'ailleurs des fondements de l'immobilisme de la guerre froide auquel Mikhail Gorbatchev avait largement renoncé. Rien ne dit que les nouveaux dirigeants soviétiques se croient tout permis. Peut-être entendent-ils le message discret qui filtre dans certains médias de l'étranger : le message de la *Realpolitik*, celui d'un Occident qui redoute plus que tout des excès de violence incontrôlables et qui, s'ils les évitent, finit peut-être par leur en savoir gré. Le temps paraît bien loin où l'Occident, avant de parler, se demandait si M. Gorbatchev était « sincère ».

CLAIRE TRÉAN

## L'échec, mais quand ?

Suite de la première page

Aujourd'hui, non seulement M. Gorbatchev a refusé de ratifier le coup de force, mais encore le Comité d'État pour l'État d'urgence est un organisme inconnu de la Constitution, autoproclamé par une « direction soviétique » encore plus fantomatique. Ce comité n'a même pas de légitimité sur le plan du Parti communiste : bien que la plupart de ses membres soient d'anciens ou nouveaux membres du bureau politique du PC, il n'est pas question dans ses proclamations de « socialisme ». Les auteurs ont visiblement voulu rabaisser plus large en faisant appel aux slogans du nationalisme russe, en exaltant la loi et l'ordre, en dénonçant la criminalité et l'immoralité. Le résultat est une idéologie primitive et fascisante, nostalgique d'un « peuple soviétique » identifié avec la Russie dominatrice de l'ordre stalinien-brejnevien, ignorant des problèmes des autres nationalités.

Dans l'immédiat, l'évolution de la situation dépend de la détermination dont feront preuve les deux principales parties en conflit. Du côté de la population, deux dynamiques sont à l'œuvre. La première est celle de la tradition : depuis des générations, les Russes subissent les caprices d'un pouvoir qui leur est étranger : il ne leur venait pas à l'esprit d'intervenir dans un conflit concernant « eux », les chefs, et pas « nous », le peuple. Mais l'on ne saurait faire abstraction de la nouvelle combativité politique produite par les changements des deux dernières années, notamment dans les villes.

Ce qui se passe depuis lundi à Moscou aux abords du Parlement russe rappelle ce que l'on avait vu à Vilnius et à Riga en janvier, lorsque la population se mobilisait pour protéger ses institutions législatives. Et c'est ne fait que confirmer le rôle décisif qui revient désormais à Boris Eltsine.

De fait, le président russe est à la fois le pivot et le test. Pour avoir été élu de manière triomphale par toute la population russe il y a un peu plus de deux mois, il était déjà plus légitime que le président de l'Union, le mal élu du parti et du Parlement. Devenu à fortiori depuis lundi la seule autorité légale à Moscou, donc bien au-delà de la Russie, il peut d'autant plus s'offrir le luxe de demander le retour de M. Gorbatchev (l'homme qu'il sommait de démissionner en février) qu'il s'agit moins de défendre une figure politique que l'État de droit, et que les gens qui ont pris sa place au Kremlin sont encore moins populaires que lui.

### Les contradictions du haut commandement

Mais Boris Eltsine est aussi un test, dans la mesure où le sort du putsch dépend de ce que l'on fera de lui : ou bien il est arrêté, mais il faudra faire de même avec nombre de ses amis, suspendre les activités du Parlement et très probablement employer la force brutale, avec toutes les conséquences que l'on peut deviner à l'intérieur comme sur le plan international. Ou bien on le laisse en semi-liberté comme jusqu'à présent, mais avec le risque qu'il se fasse entendre (et il en a encore les moyens) et réduise à peu de chose le « retour à l'ordre » espéré par les comploteurs.

La situation pourrait rappeler celle qui s'était créée à Prague dans les premières semaines de l'intervention soviétique en 1968, lorsque les « normalisateurs » ressemblaient à une population hostile et des institutions qui fonctionnaient tant bien que mal sans eux. Certes, l'intervention avait fini par réussir avec la destination forcée de Dubcek. Mais cette fois, il n'y a pas d'Union soviétique de royaume

pour intervenir à Moscou... Tout dépendra donc de la détermination des forces de répression : pas seulement du KGB, des troupes spécialisées de l'intérieur et des fameux OMON, mais aussi de l'armée, seule à même de fournir les gros bataillons nécessaires à des occupations prolongées en plusieurs endroits du pays. Or cette armée est divisée entre son haut commandement, le corps moyen des officiers et la troupe. Les deux dernières catégories, y compris la deuxième, dont les griefs sont beaucoup plus économiques que politiques, sont relativement proches de la population (lire page 4 l'article de Sylvie Kaufmann). Seule la première appuie réellement le putsch, mais le haut commandement et ses officiers généraux sont eux-mêmes pris au piège de leurs propres contradictions.

La première est qu'ils se sont faits, assez paradoxalement, les amis des défenseurs de l'ordre brejnevien, alors pourtant qu'ils n'ont pas besoin du Parti communiste pour prétendre à une légitimité. Cela tient à leurs extraordinaires privilèges et au poids du complexe militaire-industriel, fortement représenté dans la nouvelle équipe dirigeante. Or ce complexe, devenu le seul à même de faire encore en état de marche dans l'économie soviétique, est en même temps le principal obstacle à la réforme. Le moment vient où il sera aussi un obstacle à la nécessaire modernisation des forces armées.

L'autre contradiction est la tradition de docilité des mêmes chefs militaires, qui, au nom de la suprématie du parti et du « centralisme démocratique », ont laissé les choses se dégrader jusqu'au point de non-retour. L'histoire retiendra sans doute que ce putsch est survenu trop tard, pas seulement pour revenir à l'ordre ancien, mais même pour ramener un semblant de stabilité dans le pays. Et aussi cette leçon, que les pays d'Europe de l'Est avaient déjà démontrée : le communisme, décidément, n'est pas réformable. Le seul moyen d'en sortir est de bâtir sur ses ruines, avec d'autres personnes, un tout autre système.

MICHEL TATU

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires hors taxes, réalisé au cours du premier semestre 1991 par le groupe Alcatel Alsthom s'est élevé à 74,8 milliards de francs à comparer à 68,6 milliards de francs pour la période correspondante de 1990.

**Chiffre d'affaires en hausse de 9 %**

Cette progression de 9 % tient compte des modifications de structures intervenues au cours des douze derniers mois, les principales étant :  
- l'acquisition de Telettra, dont le Groupe a pris le contrôle à la fin du mois d'avril, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1991 ;  
- l'acquisition de Nife par Saft, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1991 ;  
- la cession du contrôle de Ceac au groupe Fiat en juin, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1991 ;  
- la mise en équivalence de Framatome et de CGE Distribution à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1990, alors que Framatome était précédemment consolidée par intégration proportionnelle à 40 % et CGE Distribution intégrée globalement.  
A structures comparables, la progression de l'activité est de l'ordre de 6 %.

La répartition par secteur d'activité du chiffre d'affaires des premiers semestres 1991 et 1990 est la suivante :

(en millions de francs)	1991	1990
Télécommunications, communication	50.600 (1)	45.267
Entreprise, câbles	12.805	10.961
Energie et transport	7.543	7.028
Ingénierie électrique	1.656	2.570
Accumulateurs	3.105	4.073
Activités diverses	1.939	1.249
Cessions entre secteurs		
<b>TOTAL</b>	<b>74.770</b>	<b>68.550</b>

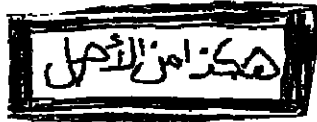
(1) Dont Télécommunications publiques : 42 %, Radio, espace, câbles : 9 %, Communication d'entreprise : 15 %, Câbles : 24 %, Autres : 6 %.

Les prises de commandes du premier semestre 1991 ont atteint 81,1 milliards de francs et sont supérieures de 8 % au chiffre d'affaires de la même période. Elles marquent une augmentation de 3 % par rapport aux commandes qui avaient été enregistrées au cours du premier semestre 1990 pour un montant de 78,7 milliards de francs. A structures comparables, la progression est de 1 %.

A fin juin 1991, le carnet de commandes était de 139 milliards de francs, en augmentation de 8 % à structures comparables par rapport au carnet du 31 décembre 1990.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :  
• MINITEL : 3616 Code CLIFF  
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561





## LE RENVERSEMENT

### Les réactions

Le secrétaire général des Nations unies s'est déclaré, lundi 19 août à Lisbonne, « préoccupé » par la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Il a émis l'espoir qu'elle ne dégénérerait pas en guerre civile. « Tout ce que nous espérons », a dit M. Javier Pérez de Cuellar, c'est que le changement de gouvernement ne porte pas tort au peuple soviétique. (...) J'espère que l'URSS respectera la souveraineté et l'indépendance des pays de l'Est. » Après avoir exprimé sa « grande satisfaction » à la suite des assurances données par les nouveaux maîtres du Kremlin sur le respect de leurs engagements internationaux, il a exclu dans l'immédiat la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a toutefois souligné qu'il était prêt, si la situation l'exigeait, à interrompre « une des rares vacances que j'ai prises ces dix dernières années ».

● A MADRID, un communiqué publié à l'issue d'une réunion d'urgence des principaux ministres a qualifié la destitution de M. Gorbatchev de « véritable coup d'Etat en violation du système constitutionnel ». Le chef du gouvernement, qui est resté de vacances et a tenté à plusieurs reprises, lundi, d'entrer en contact avec M. Gorbatchev, a déclaré qu'il est difficile d'expliquer que, pour continuer un processus mené par Gorbatchev, Gorbatchev doit partir. M. Felipe Gonzalez a par ailleurs annoncé son

intention de geler un crédit de 1,5 milliard de dollars à l'URSS et de reconsidérer un traité d'amitié et de coopération signé il y a seulement six semaines à Moscou.

● A ROME, le président Francesco Cossiga a exprimé sa « vive préoccupation » et fait état des « grands mérites » de M. Gorbatchev. Le chef de la diplomatie, M. Gianni De Michelis, a indiqué que les Douze présenteraient mardi à La Haye - lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE - « une demande formelle de garantie de la sécurité de M. Gorbatchev, demandant aussi qu'il ait la possibilité de parler à son peuple ». Les Douze « utiliseront tous les moyens d'influence politique pour réduire les risques d'aggravation de la situation ». C'est un coup très dur pour les espoirs du monde, a-t-il ajouté. Quant au secrétaire du PDS (Parti démocratique de gauche, ex-communiste), M. Achille Occhetto, il a qualifié d'« extrêmement grave » le « coup de main des forces conservatrices ».

● A BRUXELLES, le ministre belge des affaires étrangères Mark Eyskens a jugé « très inquiétantes » les premières déclarations de la nouvelle direction soviétique. « Il y a une grande consternation, je crois une grande inquiétude »,

tant en Europe occidentale qu'orientale, a-t-il dit. « C'est donc la grande déstabilisation ».

● A STRASBOURG, M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a exprimé sa « vive préoccupation » après l'instauration de l'état d'urgence en URSS et s'inquiète des « conséquences dramatiques pour l'URSS elle-même » que pourrait avoir « toute tentative pour arrêter la démocratie ».

● A BERNE, le gouvernement helvétique a pris connaissance « avec consternation » de l'éviction de M. Gorbatchev. Il a, lundi, « condamné ce coup d'Etat qui risque de remettre en question des années de construction fructueuse des relations avec l'URSS sous le signe de la perestroïka ». Reçu pour la première fois officiellement à Berne, le dalaï-lama, qui vient d'accomplir un voyage en URSS, s'est déclaré « choqué et préoccupé ».

● A ANKARA, pays de l'OTAN ayant une frontière commune avec l'URSS, le gouvernement a réagi très prudemment. « Le président Ozal suit de très près l'évolution de la situation », a indiqué un de ses conseillers. Toutefois, un responsable du ministère des affaires étrangères a déclaré, sous couvert de l'anonymat, que « si nous retombons dans le passé, ce sera très mauvais pour la sécurité de la Turquie ».

● Dans le reste de l'Europe, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Broek, a souhaité la réunion du comité de crise de hauts fonctionnaires des trente-cinq membres de la CSCE. Le président du Parlement européen, M. Enrique Baron, a convoqué lundi d'urgence le conseil élargi du Parlement pour examiner cet « événement très grave qui pourrait avoir des conséquences tragiques ». Quant au Danemark, il entend proposer à la CEE le gel de la coopération économique et de l'assistance financière à l'URSS tant que la situation ne sera pas clarifiée dans ce pays.

● A TOKYO, le gouvernement japonais a invité lundi l'URSS à poursuivre sa politique de perestroïka. Le premier ministre Toshiki Kaifu a qualifié l'évolution de la situation à Moscou d'« anormale ». « J'ai de sérieuses inquiétudes sur la situation en URSS et je suivrai les développements de très près », a-t-il indiqué à la Diète.

● A HANOI enfin, le gouvernement du régime communiste vietnamien suit avec « grand intérêt » la situation en URSS et souhaite « poursuivre la politique d'amitié et de coopération traditionnelle avec Moscou », a-t-on appris de source officielle. - (AFP, Reuters.)

## Washington : fermeté et prudence

Sous le choc d'événements qui les ont totalement surpris mais leur paraissent, lundi 19 août, encore susceptibles d'évolution, les Etats-Unis ont adressé un double message aux auteurs du coup d'Etat à Moscou : ce fut à la fois une mise en garde quant à l'avenir des relations entre les deux pays mais aussi, plus discrètement, l'assurance que Washington ne cherche pas à faire monter la tension entre les Deux Grands.

### WASHINGTON

de notre correspondant

L'avisement tient en une phrase : pas question de faire comme si l'on n'était rien passé à Moscou et, pour l'heure, de traiter avec le Comité de l'état d'urgence comme avec le gouvernement légitime de M. Mikhaïl Gorbatchev. L'énormité de ce qui est en jeu - la poursuite de la détente, le désarmement, la gestion des conflits régionaux - et l'ampleur du soutien qui a été accordé par le président Bush à la perestroïka et à la personne même de M. Gorbatchev font qu'il est impensable de qualifier ce qui se passe en URSS de problème de politique intérieure soviétique. En somme, l'URSS de l'après-18 août ne sera pas traitée comme la Chine de l'après-Tiananmen - quand la répression sanglante du printemps de Pékin n'entraîne point de sanction pour les dirigeants chinois.

L'avertissement a été distillé avec précaution et hésitation. De Kennedypoint, sa résidence de vacances du Maine, le président Bush avait d'abord qualifié l'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev d'événement « troublant », « pouvant avoir de graves conséquences » pour l'avenir des relations américano-soviétiques. La formule était pour le moins timide. Puis le président a regagné Washington pour s'entretenir avec ses principaux collaborateurs et, au téléphone, avec plusieurs responsables étrangers - M. Hans-Dietrich Genscher, John Major et François Mitterrand, notamment. Le ton s'est alors durci. En fin d'après-midi, la Maison Blanche disait ne pas vouloir faire quoi que ce soit qui puisse « légitimer » le régime issu du coup d'Etat.

Elle déclarait soutenir l'appel du président russe, M. Boris Eltsine, pour « un retour au pouvoir du gouvernement légalement élu » de M. Gorbatchev. La Maison Blanche dénonçait à l'avance l'emploi de la force contre les pays baltes ou contre le gouvernement élu de toute autre République. La suspension de l'aide économique, financière et technique à l'URSS était confirmée et le département d'Etat conseillait aux ressortissants américains d'éviter de se rendre dans ce pays.

### Ratifications compromises

En somme, à l'heure où l'armée soviétique semble diviser le gouvernement américain entre faire pression sur les auteurs du coup d'Etat. Mais ses hésitations de la journée de lundi reflètent une marge de manœuvre limitée : il s'agit de ne pas donner l'impression qu'on abandonne les démocrates soviétiques sans, pour autant, paraître appeler à la guerre civile en URSS. Dès la matinée, M. Bush, convoquant une

conférence de presse dans sa villa de Kennedypoint, avait prévenu : « On ne va pas faire comme si l'on n'était rien passé. On ne va pas continuer comme avant. Notre réaction sera guidée par des principes et, par exemple, il n'y aura pas d'aide ou d'assistance pour ce groupe de gens soutenu par l'armée qui s'est emparé des affaires du pays ».

Les réactions de la part du Congrès ont été encore plus dures et elles ne sont pas sans importance puisqu'il revient au Sénat de ratifier les traités conclus par le gouvernement. Le démocrate Sam Nunn, président de la commission des forces armées du Sénat, disait catégoriquement que les nouveaux maîtres de l'URSS n'avaient « aucune légitimité pour gouverner et ne méritent ni la soutien ni la reconnaissance des Etats-Unis ».

Autant dire que c'est l'ensemble des accords récemment conclus entre les Deux Grands qui est menacé si le nouveau pouvoir soviétique devait l'emporter et renouer avec réformes démocratiques amorcées par M. Mikhaïl Gorbatchev. La ratification de l'accord START, sur la réduction de 30 % des arsenaux stratégiques des deux pays, est mal partie. Les réarmements voudront des garanties, et on sait qu'une partie de la hiérarchie militaire soviétique, celle-là même qui est derrière le coup d'Etat, est hostile à nombre de clauses du traité. Signé depuis trois ans, un important accord commercial attend lui aussi la ratification du Sénat et paraît tout aussi mal en point. Il devait permettre à l'URSS d'acheter une partie de la haute technologie américaine, de disposer de crédits des Etats-Unis pour ce faire et, enfin, de bénéficier de facilités commerciales en se voyant attribuer la clause de la nation la plus favorisée.

Certes, les putschistes soviétiques ont voulu rassurer. A se penchant l'ambassadeur d'URSS à Washington, M. Viktor Komlekov, a été reçu lundi à la mi-journée par M. Lawrence Eagleburger, le numéro deux du département d'Etat. Il lui a remis le message adressé par le nouveau régime aux principaux pays occidentaux et qui garantissait que l'URSS s'acquittera de toutes ses obligations internationales et entend poursuivre les réformes en cours. C'est le seul contact que les Etats-Unis ont pu avoir avec les auteurs du coup d'Etat. Les autorités américaines ont indiqué qu'elles ne savaient pas où était le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, ni s'il était encore en fonctions.

Les durs du parti, de l'armée et du KGB qui ont chassé M. Gorbatchev du pouvoir auront fort à faire pour convaincre les Etats-Unis de leurs bonnes intentions. A Washington, on se souvient des tirades du premier ministre, M. Valentin Pavlov, et du chef du KGB, M. Vladimir Kriouchkov, qui estimaient l'idée même de coopération économique avec l'Occident à un complot capitaliste contre l'économie soviétique. On se souvient des réticences du ministre de la défense, M. Dimitri Iazov, lors des négociations sur le désarmement. Enfin, on ignore pas qu'une partie du complexe militaro-industriel soviétique est opposé à un désengagement au Proche-Orient qui le priverait de volumineuses ventes d'armes et de milliers de postes de coopération militaire.

Si M. Bush n'envisage pas « de retour de la guerre froide en Europe », de nombreux acteurs de la détente intervenus avec M. Gorbatchev pourraient cependant être

remis en question. Le président a tenu des propos sans illusions sur les auteurs du coup d'Etat : « C'est un groupe de durs, de très durs », a-t-il dit. L'opinion dominante à Washington est que le président de ce Comité de l'état d'urgence, M. Guennadi Ianaev, n'exerce qu'un rôle de façade, l'essentiel du pouvoir serait assuré par le chef du KGB, par le ministre de la défense et celui de l'intérieur.

Il y a moins de trois semaines, c'est M. Ianaev, alors vice-président, qui avait accueilli M. George Bush à Moscou, à l'occasion du sommet américano-soviétique. « Mon impression », a indiqué lundi le président américain, est que Ianaev, en sa position, n'aurait pas dû accepter de recevoir M. George Bush. « Ses paroles ne valent pas la peine d'être prises en compte », a-t-il dit. « On voit les durs derrière lui », et d'ajouter : « J'ai dit et redit que nous ne voulions pas d'un coup d'Etat formé par le KGB et, apparemment, c'est ce qui est en cours ».

Les Etats-Unis insistent sur la fluidité de la situation. Dans ce registre, le président américain est allé assez loin, appuyant presque ouvertement les appels à la grève générale et à la désobéissance civile lancés par le président de Russie, M. Boris Eltsine. « Il est important de se souvenir qu'un coup d'Etat peut échouer », a souligné M. George Bush. « Ses auteurs peuvent d'abord s'emparer du pouvoir puis se heurter à la volonté du peuple. » Il a rappelé que M. Eltsine avait été élu « par une fraction électorale de la plus grande des Républiques » d'URSS, et d'ajouter : « Je pense que ce qu'il fait exprime la volonté de cette fraction de la population de voir la poursuite et le renforcement des réformes démocratiques. J'espère que le peuple va tenir compte de son appel. » Cet ensemble de réactions a été accompagné par des signaux plus directs destinés à faire savoir que les Etats-Unis n'entendent pas faire monter la tension avec l'URSS et qu'ils étaient conscients des risques de dérapage. M. Bush a pris soin de dire à la presse que le téléphone rouge, reliant la Maison Blanche au Kremlin, n'avait pas été utilisé parce qu'il devait rester l'instrument des situations d'urgence militaire entre les deux plus grandes puissances nucléaires de la planète. « Nous n'allons pas provoquer un état de surexcitation dans la population américaine ou dans le monde », a lancé le président. Le Pentagone et le département d'Etat ont assuré qu'aucun mouvement de « troupes soviétiques » de grande ampleur n'avait été détecté en dehors du déploiement des blindés à Moscou.

Le dosage complexe de la réaction américaine n'empêche pas l'administration Bush de se voir déjà demander des comptes par la presse et par une partie du Congrès : les uns reprochent aux services de sécurité, à la CIA notamment, de n'avoir pas plus prévu le coup d'Etat à Moscou que l'invasion du Koweït par l'Irak, il y a un an. D'autres se demandent si les Etats-Unis, et l'ensemble des Occidentaux, ne portent pas une part de responsabilité en ayant « érigé » leur aide économique à l'URSS, alors que M. Gorbatchev avait mis en garde contre un retour de la réaction faute d'assistance suffisante de la part de l'Occident. A l'opposé, dans la droite publique, des voix se font entendre pour reprocher à Bush d'avoir beaucoup trop « investi » sur la seule personne de M. Mikhaïl Gorbatchev.

ALAIN FRACHON

## La Havane : la crainte du chaos

Après avoir considéré avec la plus grande défiance les réformes engagées par Mikhaïl Gorbatchev en URSS, le gouvernement de M. Fidel Castro a assisté à sa chute sans mot dire. Principal souci à La Havane : le sort qui sera réservé à l'aide soviétique à Cuba, déjà fortement diminuée.

### LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Prudence à La Havane, où les dirigeants communistes cubains n'ont pas réagi officiellement au limogeage du président Gorbatchev. Interrogés par les nombreux journalistes venus couvrir les onzièmes Jeux panaméricains, qui ont pris fin dimanche, les officiels cubains se bornent à répéter que les autorités suivent attentivement le déroulement des événements en Union soviétique, qui, en dépit de difficultés récentes, demeure de loin le premier partenaire commercial de Cuba.

La presse cubaine a fait état, sans commentaire, du renversement de M. Gorbatchev. A l'ouverture du journal télévisé du soir, le correspondant de l'agence cubaine Prensa latina à Moscou, a soigneusement relaté les événements, tandis que Granma, le quotidien du Parti communiste cubain, publiait, au bas de sa première page, le communiqué officiel de l'agence Tass annonçant la nomination de M. Guennadi Ianaev à la présidence de l'URSS. Le gros titre de la « une » de Granma était consacré à la victoire de Cuba, qui a obtenu dix médailles d'or de plus que les Etats-Unis durant les Jeux panaméricains.

Dans la rue, les partisans du régime ne cachent pas leur satisfaction. « C'est la ligne communiste dure qui l'emporte, le retour

au capitalisme n'apportait que le chômage et l'exploitation », soutient un neuro-chirurgien âgé de soixante-deux ans qui se présente comme « un communiste combattant ». Un jeune homme qui propose d'échanger des pesos contre des dollars estime, en revanche, que « Fidel Castro devrait connaître le même sort que Gorbatchev ». Une femme qui fait la queue devant une épicerie résume l'état d'esprit du plus grand nombre : « Pourvu que ces bouleversements ne rendent pas la situation encore plus difficile à Cuba », soupire-t-elle.

« Ce que nous redoutons le plus, dans nos relations avec l'URSS, c'est le chaos. Nous avons besoin de stabilité et de règles du jeu claires », souligne un responsable cubain. On affirme à La Havane que les graves difficultés d'approvisionnement dont souffre l'économie cubaine sont dues en grande partie au retard des livraisons soviétiques. Seul le pétrole, désormais facturé en devises et au prix du marché, a été livré au rythme convenu. Mais les produits alimentaires et industriels prévus par l'accord soviéto-cubain de décembre 1990 n'ont commencé à arriver qu'en juin.

Sur le plan politique, cependant, La Havane s'est félicitée de l'attitude du président Gorbatchev qui, lors des récents sommets de Londres et de Moscou, n'a pas cédé aux pressions des Etats-Unis qui faisaient dépendre l'assistance occidentale de la suspension de l'aide soviétique à Cuba. L'un des membres du nouveau Comité d'Etat pour l'état d'urgence, le premier ministre Valentin Pavlov, a souligné au lendemain du sommet de Moscou qu'« il n'y avait aucune raison de remettre en question les relations d'amitié et de coopération [avec Cuba], un ami depuis de longues années... ».

JEAN-MICHEL CAROIT

## Pékin : satisfaction discrète mêlée d'inquiétude

La Chine s'est abstenue de se réjouir de la chute de M. Gorbatchev, qu'elle tenait pourtant secrètement pour un « traître » au socialisme. « Nous espérons et nous croyons que le peuple soviétique surmontera ses difficultés, résoudra par lui-même ses propres problèmes, maintiendra la stabilité politique et réalisera son développement économique », s'est contenté de déclarer le ministre des affaires étrangères mardi 20 août. Le communiqué ajoute que les relations sino-soviétiques « continueront de connaître une croissance dépourvue d'entraves ».

### PÉKIN

de notre correspondant

Comme l'Occident, la Chine a été surprise par les événements de Moscou. Les hommes qui ont pris le pouvoir au Kremlin sont ceux-là mêmes avec lesquels le régime marxiste orthodoxe de Pékin a voté à s'entendre le mieux.

Mais, une nouvelle fois, elle est prise à contre-pied, elle qui avait secrètement mis, en 1989-90, sur la chute prochaine de M. Gorbatchev, et qui avait dû réviser ses plans et se résoudre à s'entendre

avec lui. Elle qui, voici deux mois, se préparait, selon un document interne au PC chinois, à voir l'URSS « devenir capitaliste » à l'automne prochain, craignait depuis juillet de s'être encore laissé prendre de vitesse par l'histoire. La voix contrainte d'assister, chez son voisin du Nord, à une crise dont l'issue relève de ce dont les dirigeants chinois ont plus que tout horreur : l'incertitude.

Pékin s'est retranché derrière la formule rituelle de la « non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays » pour éviter de commenter directement les événements de Moscou. Le communiqué publié dès mardi matin, soit avec une relative célérité, place « les changements intervenus en URSS » sur le plan des relations d'Etat à Etat, et s'abstient de toute référence idéologique. Il met au contraire l'accent sur le nécessaire « respect des choix du peuple de tous les pays » quant à la manière dont ils doivent être gouvernés. C'est, pour Pékin, une façon de laisser la porte ouverte à un éventuel retournement de situation.

Cette réaction et la manière dont les Chinois ont été informés reflètent en effet davantage l'inquiétude de Pékin devant les risques de troubles graves en URSS, et plus particulièrement en Asie centrale, que la satisfaction secrète que certains dirigeants peuvent éprouver à voir partir celui en qui

ils voyaient le « fossyeur du communisme ». Le Quotidien du peuple a, tout comme la télévision, annoncé l'instauration de l'état d'urgence et l'éviction de M. Gorbatchev.

A l'exception du China Daily, destiné aux étrangers, les médias se sont abstenus de mentionner l'appel de M. Eltsine à la grève générale. Comme lors des crises ayant abattu les régimes communistes d'Europe de l'Est, la presse chinoise privilégie l'information officielle.

### Des chars, comme à Pékin en 1989

A la surprise s'ajoutent, pour accroître la confusion, les difficultés d'adaptation face à toute situation mouvante qu'éprouvent les dirigeants chinois, paralysés par leur propre crise de succession. Quoi qu'il en soit, du réformateur du Kremlin, c'est en effet sous son pouvoir que les deux grands empires communistes avaient réussi à normaliser leurs relations, sur une base purement pragmatique dont la pierre angulaire était la pacification de leur immense frontière commune.

C'est cet acquis que le gouvernement chinois veut à tout prix préserver, et qui avait dicté sa position face à M. Gorbatchev, si mal vues qu'aurait été, à Pékin, ses initiatives de politique intérieure.

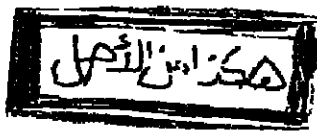
Tout va donc dépendre de la capacité de la nouvelle direction moscovite à s'assurer le contrôle des marches orientales et méridionales de l'empire.

La Chine, qui sort tout juste du coma politique et diplomatique causé par la crise du printemps de Pékin, sait qu'elle doit aussi tenir compte des effets néfastes qu'aurait sur son image en Occident une satisfaction trop appuyée devant l'enterrement de la perestroïka. Elle serait toutefois extrêmement embarrassée de devoir prendre position au cas où une détérioration de la situation dans les Etats baltes entraînerait une action internationale pour faire rentrer les nouveaux maîtres du Kremlin.

Enfin, comme lors de la guerre du Golfe, le régime craint l'effet que peut avoir la crise soviétique sur une population prête à saisir tout prétexte pour s'agiter à nouveau. Des Chinois n'ont pas caché, à l'écoute des radios étrangères, leurs sentiments favorables aux appels de M. Eltsine à la résistance populaire. Sans doute est-ce pourquoi les médias se sont abstenus, dans un premier temps, de montrer les images des chars alignés dans les rues de Moscou, une image qui rappelle aux Pékinois les scènes douloureuses de leur propre crise d'il y a deux ans.

FRANCIS DERON





## DE M. MIKHAIL GORBATCHEV

dans le monde

### Le processus de paix au Proche-Orient pourrait être remis en cause

NICOSIE

de notre correspondant  
au Proche-Orient

Joie en Irak, en Libye ainsi que chez les Palestiniens, inquiétude et attente dans la plupart des capitales arabes, « intérêt et sensibilité » en Iran : la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev a suscité, au Proche-Orient, des réactions proportionnelles aux espoirs ou déceptions suscitées par la politique étrangère de l'ancienne direction soviétique.

C'est bien évidemment à Bagdad que les réactions officielles ont été les plus rapides et les plus favorables. L'Irak, totalement isolé sur le plan diplomatique jusqu'à l'annonce de ce changement dans lequel il voit un moyen d'échapper à l'hégémonie américaine et de briser le carcan qui l'étouffe. « Il est normal que l'Irak se félicite à l'instar des autres Etats et peuples qui ont été affectés par la politique de l'ancien régime soviétique », affirmait ainsi, dès lundi midi, un porte-parole officiel à l'issue d'une réunion des plus hautes instances du régime. « Ce changement contribuera au rétablissement de l'équilibre international », poursuivait ce porte-parole, alors que, dans une édition spéciale remarquée, le journal gouvernemental *El-Jourhouriya* titrait : « Rira bien qui rira le dernier. L'axe Gorbatchev-Bush est tombé ».

La réaction de Bagdad est d'autant moins inattendue que lors de la visite, au début du mois d'août, d'une délégation parlementaire soviétique conduite par un membre conservateur du Soviet suprême, celle-ci avait condamné la politique des Etats-Unis et affirmé sa « détermination à agir avec l'aide du Soviet suprême pour lever l'embargo ». Signataire d'un traité d'amitié avec l'URSS, l'Irak critiquait de plus en plus l'attitude de ce pays, accusé récemment de « renoncer à ses principes pour une poignée de dollars » et espère sans doute désormais échapper, grâce à Moscou, à la politique jugée pro-américaine de l'ONU.

De son côté, le colonel Kadhafi a félicité M. Gueynadi Lamev pour son « acte historique courageux ». « Nous appuyons votre action de

toutes nos forces, car une Union soviétique unie qui se dresserait comme une dixième puissance est un facteur vital pour le paix dans le monde, désormais menacé par le fait qu'il n'existe plus qu'une seule puissance barbare », écrit dans son message le leader libyen, dans une claire allusion aux Etats-Unis.

Pour des raisons presque similaires, les Palestiniens se sont réjouis lundi de la chute du numéro 1 soviétique, comptant, avec sans doute quelques illusions, sur un retour en force de l'Union soviétique pour contrecarrer les projets de paix américains qui les excluent quasiment. Plus prudemment, l'OLP s'est contentée d'espérer, dans une déclaration de M. Yasser Abed Rabo, membre du comité exécutif et proche de M. Yasser Arafat, que « cette mesure aidera à résoudre le problème de l'émigration des juifs soviétiques qui affecte la recherche d'une solution juste au Moyen-Orient et la question palestinienne ». Il ne fait pas de doute que les dirigeants palestiniens déploient « la politique d'abandon de Moscou » et son « sursuisme » à l'égard de Washington et s'inquiètent notamment de son rapprochement avec Israël. Toutes les démarches entreprises de longue date par la centrale palestinienne ainsi que par certaines capitales arabes pour freiner l'arrivée des émigrés juifs soviétiques en Israël étaient en outre restées lettre morte. La grande question, pour les dirigeants palestiniens, comme pour les autres acteurs régionaux, reste bien sûr la perspective de la conférence de paix prévue en octobre mais que ce changement pourrait bien remettre en cause.

Même si l'on peut penser que le Proche-Orient ne sera pas l'immédiate priorité des nouveaux dirigeants soviétiques, qui pourraient même lâcher du lest sur ce sujet pour tenter de s'attirer les bonnes grâces de l'Occident, et des Etats-Unis en particulier, il n'est pas exclu que ce bouleversement à Moscou, est une occasion rêvée pour tous de chercher à gagner du temps. Israël, comme la Syrie, plus contrainte que sincèrement désireux de se rendre à cette conférence, pourraient bien profiter de l'occasion pour mesurer la nouvelle donne ainsi créée. De même les Palestiniens réfléchiront-ils à deux fois avant de se prononcer sur un processus qui leur est tellement défavorable. De plus, on voit mal aujourd'hui les Etats-Unis

accepter de s'asseoir à la même table que les nouveaux dirigeants de Moscou pour coparrainer cette conférence dont ils sont les artisans.

Réuni avec le roi Hussein de Jordanie dans sa résidence d'été de Lattaquié, le président El Assad de Syrie n'a fait aucun commentaire sur ce changement, et les médias officiels syriens se sont contentés de couvrir - largement - l'événement sans réaction. Si ce n'est pas un secret que les rapports entre M.M. Gorbatchev et El Assad n'étaient pas des meilleurs et que l'évolution de la Syrie est largement imputable à la péroraison, le président syrien est trop prudent pour se précipiter à réagir. Il ne remettra pas en cause l'amélioration de ses relations avec Washington sans savoir ce qu'il peut attendre de la nouvelle direction soviétique. Liés par un traité de coopération et d'amitié, Moscou et Damas ont toujours su préserver leurs relations, malgré leurs divergences. Tout porte à croire qu'il en sera de même cette fois encore.

Principal allié des Etats-Unis dans le monde arabe, l'Egypte s'est contentée d'estimer « encourageantes pour la région » les assurances données par le nouveau pouvoir sur le respect des engagements internationaux de l'URSS, avant que le ministre des affaires étrangères, M. Amr Moussa, n'exprime l'espoir que l'Union soviétique « poursuivra le rôle mondial qu'elle [avait] commencé à tenir dans le cadre des changements positifs enregistrés ces dernières années ».

#### Inquiétude dans le Golfe

Dans les pays du Golfe qui avaient noué, ou renoué, leurs relations avec Moscou sous l'ère Gorbatchev, c'est plutôt l'inquiétude qui domine. Chacun sait que si à Moscou, de sa position dans la guerre du Golfe, il a permis à l'intervention américaine de bénéficier de la couverture de l'ONU. La joie ressentie en Irak augmente les craintes des monarchies pétrolières. Longtemps hésitante à franchir le pas de la reprise des relations diplomatiques, l'Arabie saoudite avait profité du dernier conflit pour le faire - dans la mesure du possible, où les troupes soviétiques s'étaient retirées d'Afghanistan et également en raison de la plus grande liberté accordée par Moscou à ses citoyens

musulmans, dont près de mille cinq cents sont venus cette année à l'invitation du roi Fahd effectuer le pèlerinage à La Mecque.

En Iran, le Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance dirigeante du régime, s'est réuni pour étudier la situation et les « conséquences de ces développements sur le plan des relations internationales et régionales ». Avec 1 800 kilomètres de frontière commune avec l'Union soviétique, l'Iran peut d'autant moins se désintéresser de ce qui se passe chez son voisin que les relations s'étaient beaucoup améliorées ces dernières années. Le président Hachemi Rafsandjani, qui est en quelque sorte confronté au même problème que M. Gorbatchev - la nécessité d'ouvrir son pays à l'ouest pour obtenir des crédits, qu'il a mis en veilleuse des objectifs révolutionnaires au grand dam des « durs » qui n'ont pas dit leur dernier mot - ne peut que méditer sur les événements qui se déroulent à Moscou. A l'occasion de la visite en Iran du président de la République soviétique d'Azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, le journal gouvernemental *Tehran Times* soulignait que la perestroïka avait permis aux républiques musulmanes d'URSS de retrouver leur identité. Lors des affrontements entre Azeris et Arméniens, en janvier 1990, l'Iran avait certes soutenu les Azeris mais en s'abstenant de mettre de l'huile sur le feu et, s'il se réjouissait de la nouvelle liberté accordée aux musulmans soviétiques, c'était avec prudence.

Les dirigeants iraniens ne menaçaient d'ailleurs pas leur soutien à M. Gorbatchev. Samedi encore, le chef de la diplomatie iranienne déclarait : « Nous soutenons les efforts du président Gorbatchev pour établir la démocratie ». Malgré les désaccords sur le processus de paix au Proche-Orient, le président Rafsandjani affirmait dimanche en réponse au message de M. Gorbatchev transmis par M. Moutalibov : « La politique de M. Gorbatchev bénéficie aux peuples de la région ».

An Proche-Orient comme ailleurs, les dirigeants vont sans doute attendre d'en savoir plus sur la nouvelle politique adoptée à Moscou pour se prononcer clairement, même si, déjà, le processus de paix en cours risque d'être la première victime de l'événement de Moscou.

FRANÇOISE CHIPAUX

### Jérusalem : la crainte d'un retour en arrière

JÉRUSALEM

correspondance

Un grand bond en arrière est-il possible ? C'est la question que l'on se pose à Jérusalem avec d'autant plus d'anxiété et de frustration que le lent processus déclenché par M. Gorbatchev pour le réchauffement des liens entre Israël et l'URSS était en passe de parvenir à son point culminant : le rétablissement des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, comme prélude à une conférence de paix au Proche-Orient.

Selon des informations récentes en provenance de Moscou, ce rétablissement des relations devait être annoncé en septembre. L'occasion d'une visite en Israël du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh. Tout cela est-il remis en question ? A Jérusalem, comme partout, on attend, on se concentre... Le ministre des affaires étrangères, David Lévy, a émis l'espoir qu'il n'y aurait pas de retour « au climat de la guerre froide ». Mais c'est un espoir teinté de forte crainte. L'Etat hébreu avait gagné sur de nombreux tableaux au cours de l'ère gorbatchévienne. Il risque donc à présent de perdre beaucoup, en premier lieu concernant la libre émigration des juifs soviétiques.

« C'est, à ce stade, notre souci primordial », a déclaré le vice-ministre des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu, qui s'est empressé d'ajouter : « J'espère que les nouveaux dirigeants soviétiques n'oublieront pas que l'émigration juive a toujours été considérée par l'Occident comme une sorte de baromètre ». Depuis que les portes de l'URSS ont été ouvertes, il y a deux ans à la sortie des juifs, on a assisté en Israël à un afflux de plus de 300 000 immigrants. Certes, aucun signe n'indique jusqu'à présent que les nouveaux maîtres du Kremlin s'apprêtent à réformer les barrières. Mais une telle mesure ne peut être exclue. L'organisme qui, en Israël, est chargé du dossier de l'immigration juive, l'Agence juive, a créé une cellule de crise. Son président, M. Simcha Dinitz, cite le chiffre de 60 000 juifs munis de tous les documents leur permettant de quitter immédiatement l'URSS pour Israël. L'hypothèse est qu'ils vont hâter leur départ. La compa-

gnie El Al se déclare en mesure d'établir un véritable pont aérien via Budapest ou Varsovie pour transporter tous les jours entre 15 000 et 20 000 juifs soviétiques.

Les autorités israéliennes se préparent donc à un nouveau rush alors que, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, on avait constaté une baisse sensible de l'émigration des juifs soviétiques (*Le Monde* du 5 juillet).

#### Bouleversement diplomatique ?

L'autre grande interrogation pour Israël est le bouleversement éventuel de l'échiquier diplomatique au Proche-Orient. M. Lévy l'a évoqué lundi, après avoir signé avec son homologue albanais l'accord sur l'établissement de relations diplomatiques entre Tirana et Jérusalem : « Certes, Israël a accepté le parrainage du processus de paix par les deux grandes puissances... C'est aujourd'hui un test pour les pays de la région, ils doivent savoir que la paix est leur intérêt. Elle déterminera notre avenir et le leur. Il ne doit y avoir ni pause ni obstacle... »

Ce qui se dissimule derrière les propos de M. Lévy, ce sont effectivement toutes les incertitudes et toutes les interrogations qui surgissent à propos de la poursuite du processus de paix. Personne ne doute que le scénario, en tout cas le calendrier - risque d'être fortement perturbé par les secousses en URSS. M. Netanyahu a clairement réaffirmé la condition posée par l'Etat hébreu : « Sans rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem, Israël n'acceptera pas de participer à une conférence de paix coprésidée par l'URSS ».

Les Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ont ouvertement manifesté leur satisfaction. Une personnalité de Naplouse, M. Sair Kanaan, qualifie la politique menée ces dernières années par M. Gorbatchev de « catastrophe pour l'URSS et pour les autres ». Partout, dans la presse de Jérusalem et, dans les rues d'Hébron ou de Gaza, on se fait l'écho des mêmes espoirs : l'URSS va retrouver son rôle de grande puissance et neutraliser l'influence américaine au Proche-Orient ; l'émigration des juifs soviétiques va cesser ; les implantations israéliennes ne pourront plus se développer...

HENRI BAINVOL

Sur la place des Héros à Budapest

### Jean-Paul II rend hommage à M. Gorbatchev

Le voyage du pape en Hongrie s'est achevé, mardi 20 août, par une célébration sur la place des Héros, à Budapest. Lundi, le pape était à Szombathely, près de la frontière autrichienne, et, devant trente mille jeunes réunis au Népstadion de Budapest, il a lancé un appel à la « reconstruction morale et spirituelle » de la Hongrie. Les événements en Union soviétique ont pesé sur la fin de ce voyage de Jean-Paul II.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

C'est lundi matin, à la nunciature apostolique de Budapest, que Jean-Paul II a appris la chute de M. Gorbatchev.

Jean-Paul II a demandé à ses collaborateurs directs, notamment Mgr Angelo Sodano, secrétaire d'Etat qui l'accompagnait en Hongrie, et il a donné des instructions pour que Mgr Francesco Cossentino, représentant du Saint-Siège en Union soviétique, se rende immédiatement à Moscou.

Au cours d'une messe célébrée mardi sur la place historique des Héros au centre de Budapest, devant 250 000 personnes enthousiastes et de nombreux membres du gouvernement, Jean-Paul II a évoqué la situation en URSS : « La prière se fait plus intense pour demander à Dieu que soient épargnées à ce grand pays de nouvelles tragédies », a déclaré le pape. Je souhaite que les efforts accomplis pour redonner la voix et la dignité à une société entière ne soient pas maintenant mis en péril ».

« Je me souviens avec gratitude, a-t-il ajouté, des rencontres que j'ai eues avec le président Gorbatchev les deux fois qu'il a voulu me rendre visite. De lui, j'ai apprécié en particulier la volonté sincère qui le guidait et la haute inspiration qui l'animait pour la promotion des droits de l'homme et de sa dignité, et aussi son engagement pour le bien de son pays et de la communauté internationale. Puisse le processus qu'il a inauguré ne pas connaître à présent un déclin ».

Les deux hommes, qui, chacun dans son registre, ont joué un rôle déterminant dans le retour à la liberté des pays de l'Est, avaient notamment promis à se connaître et à s'apprécier le 1<sup>er</sup> décembre 1989, au cours d'une rencontre en tête à tête que M. Gorbatchev avait alors qualifiée d'« extraordinaire ». C'était la première fois que le chef de l'Eglise catholique rencontrait le numéro un d'une puissance marxiste, aliée, qui, depuis soixante-dix ans, était distinguée par de féroces répressions antireligieuses.

Cet entretien avait débouché sur un échange de représentants à Moscou et au Vatican (dans l'attente de relations diplomatiques complètes), sur la légalisation de l'Eglise grecocatholique ukrainienne, supprimée en 1946 par Staline, sur la promesse d'une nouvelle législation religieuse plus libérale en URSS.

En échange, M. Gorbatchev attendait du pape qu'il modère les aspirations à l'indépendance des Républiques soviétiques comme la Lituanie ou l'Ukraine, ou les nationalistes. En juin dernier, en Pologne, à la frontière de la Lituanie et de l'Ukraine, le pape avait en effet mis en garde ces pays contre tout « nationalisme exacerbé ».

HENRI TINCO

### S'opposer

Suite de la première page

ON était surpris que dans ce pays où le complet et l'assassinat avaient si souvent précédé les changements profonds aient pu s'amorcer sans que les conservateurs tentent un coup d'Etat. Sans doute est-ce l'habileté tactique de Mikhaïl Gorbatchev qui lui a permis de durer tout en le rendant de plus en plus vulnérable.

Les événements du 19 août ne doivent donc point nous étonner. Il y a longtemps déjà que la situation en URSS pouvait déboucher sur plusieurs futures (la démocratie, l'anarchie, la réaction autoritaire) et même d'un avenir combinant une succession de ces trois scénarios. Le coup d'Etat récent n'en représente pas moins un élément nouveau, un élément qui, pour nous, Occidentaux, soulève deux questions :

- Comment se présentent maintenant les évolutions possibles de l'URSS et de la situation internationale ?

- Quelles attitudes les Etats-Unis et les pays de la Communauté doivent-ils adopter face au nouveau pouvoir soviétique ?

A quels scénarios réent les putschistes ? Il est assez facile de l'imaginer. Comme ils sont probablement divisés, deux visions coexistent quant à leurs souhaits pour l'Union soviétique. La première est sans doute de faire renouer de ses cordons l'URSS brejnévienne en rétablissant le rôle du parti, en

ramenant à l'obéissance les Républiques, en reconstruisant l'économie planifiée. Un scénario illusoire, car il se heurte à trois difficultés : l'opposition du peuple russe (plus que d'émanciper, le pouvoir a tout à craindre de la résistance passive), l'hostilité des nationalités périphériques (il faudra écraser dans le sang les Républiques baltes et caucasiennes), la désorganisation de l'économie (et, là, les ordres, les patrouilles et la peur ne suffisent pas : réformer l'économie soviétique est peut-être impossible mais la rétablir dans son statu quo ante ne l'est pas moins). Cette variante a donc toute chance de déboucher sur le chaos économique et la crise des échanges extérieurs.

Une seconde variante s'incarne dans le fol espoir d'une solution à la chilienne : un régime autoritaire imposant et gérant le passage à l'économie de marché. C'est oublier qu'à Santiago le général Pinochet avait le soutien des entrepreneurs et des capitalistes alors qu'à Moscou les apparatchiks ne veulent pas du marché. L'hypothèse n'est donc pas réaliste. D'où cette conjecture : l'échec des conservateurs est hautement probable, car ils n'ont aucune réponse aux graves problèmes du pays, mais ces hommes n'en seront que plus dangereux à l'extérieur.

Sur la scène internationale, les projets de la nouvelle équipe pourraient bien revêtir deux formes successives : la forme douce et avouée du respect des engagements internationaux dans le cadre d'une politique étrangère plus musclée, puis la forme cassante et brutale d'une tentative de rétablissement de la puissance de l'Union. Il ne faut pas oublier que la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont été évacuées, tel n'est pas encore le cas de la Pologne. On mesure aujourd'hui à quel point le chancelier Kohl a eu raison d'accélérer le processus de l'unification. Enfin, dernier élément du tableau, l'Europe occidentale, France et Royaume-Uni exceptés, reste bien démunie en cas de chantage nucléaire de Moscou.

Face à cette nouvelle donne, que doivent faire les pays d'Occident, et plus particulièrement ceux de l'Europe de l'Ouest ? Proclamer leur attachement à la démocratie et à l'économie sociale de marché, rappeler leur volonté de favoriser l'éclosion de ces deux institutions en Union soviétique, est indispensable, et paradoxalement l'effet peut en être plus dissolvant aujourd'hui qu'il y a dix ans. Mais cela ne suffit pas. Ni pour une stratégie de long terme ni pour une politique à court terme.

A long terme, l'essentiel est de ne pas oublier que le monde reste plein de périls et que, jusqu'à nouvel ordre, la frontière de l'Europe n'est pas la frontière de l'Oural mais sur la frontière orientale de la Pologne. D'où la triple nécessité de construire une Communauté forte intégrant

la dimension sécuritaire, de maintenir une OTAN vigoureuse, d'englober dans une confédération excluant l'URSS les autres démocraties européennes. Cette stratégie n'empêche nullement d'accroître le rôle de la CSCE si l'évolution de l'URSS permet un rapprochement.

A court terme, l'objectif ne peut être que double. Protéger l'acquis et contribuer à l'échec de la restauration conservatrice. Protéger l'acquis : en réaffirmant la solidarité avec l'Allemagne pour que son territoire soit évacué dans les délais prévus. En épaulant la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne pour qu'elles affermissent leur démocratie et développent leur économie. En gérant avec détermination une crise yougoslave encore plus explosive qu'hier.

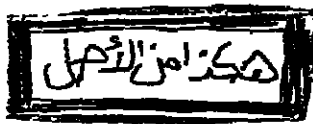
Mais il faut aller au-delà de ces actions défensives. Car, en limitant les échanges commerciaux, en réduisant les financements, en gelant toutes les formes d'aide (y compris les livraisons alimentaires), en refusant les crédits que la nouvelle direction sera contrainte de demander demain, l'Occident peut mener la vie dure aux conservateurs soviétiques et accroître les chances de réussite de ceux qui, à l'intérieur des frontières de l'Union, vont travailler à leur chute. Une chute par succession de compromis comme pour le général Jaruzelski ou par jet de l'éponge comme pour les colonels grecs.

JACQUES LESOURNE

La Havane : la crainte de

discrete mêlée d'inquié





## LE RENVERSEMENT

## Les réactions dans le monde

# Bonn : le chancelier Kohl demande à l'URSS de s'en tenir à ses engagements

BONN

de notre correspondant

« Mon Dieu, qu'est-ce qui arrive maintenant ? » s'interroge, mardi 20 août, le quotidien populaire *Bild Zeitung*, résumant ainsi l'appréhension suscitée en Allemagne par le coup d'Etat de Moscou. Non que l'on pense sérieusement que la chute de Mikhaïl Gorbatchev puisse remettre en question la réunification, mais on ne peut s'empêcher de penser aux 272 000 hommes de troupe soviétiques encore stationnés dans l'ancienne Allemagne de l'Est.

Le gouvernement et l'opposition se sont immédiatement entendus, lundi, pour condamner leur attitude, exiger le respect par les Soviétiques de leurs engagements et souhaiter une étroite liaison entre Européens et Américains. Le chancelier a rendu publique une déclaration soignée, formulée, ferme mais prudente. Le gouvernement allemand estime que la situation suscite « la plus grande inquiétude ». « Avec mes interlocuteurs (français, britannique et américain), a dit le chancelier, je suis tombé d'accord sur les points suivants : nous demandons à la direction soviétique de s'en tenir strictement à tous les traités et accords internationaux ; nous demandons à la direction soviétique de respecter les droits de l'homme et des citoyens conformément aux engagements pris par l'Union soviétique dans l'acte final de la CSCE et dans la charte de Paris pour une nouvelle Europe ; nous attendons que la politique de l'équilibre pacifique, particulièrement du désarmement et du contrôle des armements, soit poursuivie. Nous soulignons que l'Union soviétique ne peut compter sur de nouvelles aides occidentales que si elle remplit ces préconditions et poursuit la politique de démocratisation et de réformes. »

## S'en tenir aux accords signés

Pour ce qui est du respect des engagements de l'URSS, Bonn entend en priorité bien sûr celui du calendrier prévu (fin 1994) pour le retrait des troupes soviétiques de l'ancienne RDA. Le gouvernement a enregistré avec satisfaction l'affirmation qu'il en serait bien ainsi. Aussi bien l'ambassadeur soviétique à Bonn que le commandement des forces soviétiques stationnées à l'est de l'Allemagne l'ont expressément fait savoir. Reçu par le ministre à la chancellerie, M. Seifert, l'ambassadeur, a remis un message des nouveaux dirigeants. Ceux-ci assurent vouloir s'en tenir aux traités signés, ils y soulignent que les engagements de l'URSS sont une affaire purement intérieure et demandent à Bonn d'y réagir avec retenue.

Le chancelier et plus encore son ministre des affaires étrangères,

M. Hans-Dietrich Genscher, ont insisté au cours de leur conférence de presse sur le fait que l'Allemagne s'en tiendrait, elle aussi, strictement aux accords signés. Si les aides dont il a été discuté au sommet des pays industrialisés en présence du président Gorbatchev sont évidemment désormais en suspens, en revanche, les engagements pris antérieurement, notamment pour le financement du retrait des troupes soviétiques, seront respectés. Le ministre des finances, M. Theo Waigel, a souligné qu'il s'agissait d'accords contractuels qu'il n'y avait aucune raison de remettre en cause.

Le chancelier a rendu un hommage marqué au président Gorbatchev, dont il a toujours été un des plus ardents soutiens. Il a exigé et obtenu des garanties sur son sort. Un second message lui a été transmis dans la journée par l'ambassadeur à ce propos. Le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'ordre avait été donné à l'ambassadeur allemand à Moscou de chercher à prendre contact avec les principaux leaders démocratiques soviétiques, dont Boris Eltsine. Mais on s'est gardé à Bonn de formuler une condamnation définitive des auteurs du coup d'Etat.

HENRI DE BRESSON

# Yougoslavie : silence des Serbes, inquiétude des Croates

Réunie d'urgence, lundi 19 août à Belgrade, afin d'examiner les « éventuelles conséquences » des événements survenus en Union soviétique, la présidence collégiale de la Yougoslavie a déclaré « suivre avec la plus grande attention » l'évolution de la situation, en précisant que de la stabilité en URSS « dépend » celle « du monde et spécialement de l'Europe ».

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Le laconisme du communiqué rendu public à l'issue de la réunion de la présidence était prévisible : la position commune ne pouvait guère aller au-delà de cet engagement à suivre l'évolution de la situation, étant donné les divergences entre représentants serbes et croates.

Une seule des deux Républiques en conflit, celle qui a le plus à perdre au changement à Moscou, a réagi lundi au langage de M. Gorbatchev : le Conseil d'Etat croate, convoqué par le président de la République, M. Franjo Tudjman, a évoqué « l'existence d'un réel danger de coordination entre les mêmes éléments yougoslaves et soviétiques » visant à « reproduire en Yougoslavie le scénario soviétique ». « Afin

d'amortir les effets négatifs des changements survenus en URSS et de les mettre à profit pour consolider sa position internationale et l'appui de la communauté internationale à sa démocratie et sa souveraineté », la Croatie a décidé de renforcer son activité diplomatique.

De leur côté, les autorités serbes sont restées étrangement silencieuses. Mardi matin, l'on attendait toujours une quelconque réaction, officielle ou officieuse, de leur part. A Ljubljana, le ministre des affaires étrangères de la République de Slovénie s'est dit persuadé que « les événements en Union soviétique affecteront inévitablement les pays d'Europe orientale et centrale aux démocraties émergentes ». « La situation en Yougoslavie, l'aggravation des forces démocratiques et leur souhait permanent d'une restauration du totalitarisme confortent la Slovénie dans sa volonté d'accélérer le processus de dissociation et de renouer la reconnaissance internationale des droits possibles », a indiqué le ministre slovène.

L'ancien compagnon de route de Tito, M. Milovan Djilas, évoque, dans le quotidien *Borba*, les « conséquences négatives » des événements soviétiques sur la Yougoslavie, « si tant est que la situation puisse être encore plus négative ». « Cela donnera du courage aux gens qui sont très déprimés mais pensent se reconstruire », estime M. Djilas, selon lequel « cela » sont présents « partout, et

essentiellement dans l'armée ». Pour l'ancien dauphin du maréchal Tito, les relations à l'intérieur de la Yougoslavie « vont se tendre encore plus ». Il craint un regain d'« unitarisme » et un « retour aux méthodes antidémocratiques, néo-staliniennes et néo-fascistes ».

Les Yougoslaves ont évidemment en tête une éventuelle prise de pouvoir par l'armée fédérale, laquelle ne peut que se sentir renforcée par les changements en Union soviétique. Encore faudrait-il que l'armée dispose des moyens matériels et humains nécessaires à une prise de contrôle du pays, ce qui n'est peut-être plus le cas. Toutefois, est-il que ce scénario, redouté par les Croates, ferait sans doute l'affaire des Serbes.

## Nouveaux combats

La collision entre l'armée et les forces serbes qui se battent en Croatie ne fait d'ailleurs plus de doute. Depuis la publication dans *Borba*, lundi, d'un entretien avec le ministre de l'Intérieur du pseudo-gouvernement local de Krajina - région de Croatie qui a proclamé son autonomie - M. Milan Martić.

Selon M. Martić, les forces croates « profitent » du cessez-le-feu « pour se rassembler et se réarmer ». Et d'ajouter : « Nous faisons de même, de manière à disposer maintenant d'une artillerie, d'une aviation et de l'ar-

mée, qui est de notre côté, à quoi bon le cacher ? ». M. Martić a également annoncé la prochaine prise de contrôle par les insurgés serbes de nouveaux territoires croates, dans le sud de Zagreb et sur la côte adriatique, en mentionnant notamment le port de Zadar.

Malgré le cessez-le-feu entré en vigueur le 7 août, le « front » sur lequel s'affrontent Serbes et Croates progresse vers l'est, en direction de Zagreb. Des combats ont eu lieu dans la nuit de lundi à mardi à Palanci (ouest de la Slavonie) qui durent encore mardi matin.

Dans un bilan rendu public lundi, le ministre de l'Intérieur croate a fait état d'au moins cinquante-cinq morts - dix membres de la police et de la garde nationale croate, seize civils, au moins vingt-cinq insurgés serbes et quatre soldats de l'armée fédérale - douze jours d'« état de siège » depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Chaque des parties accuse l'autre de rompre la trêve, le compromis politique sur lequel les autorités yougoslaves sont censées se mettre d'accord, risque d'être difficile à trouver. Sans doute en aura-t-on encore la preuve à l'occasion de la réunion de la présidence collégiale et des présidents des Républiques, réunion qui, après maintes tergiversations, devait finalement bien avoir lieu à Belgrade, à partir de mardi matin.

MARIE-PIERRE SUBTIL

# L'OTAN met Moscou en garde contre « toute atteinte à la poursuite de la démocratisation »

BRUXELLES

de notre correspondant

Les pays membres de l'OTAN se réuniront mercredi 21 août à Bruxelles pour examiner ce qu'un communiqué, publié lundi 19 août à l'issue d'une réunion des ambassadeurs, qualifie de « faits très inquiétants ». Ce communiqué met en garde la nouvelle équipe soviétique contre « toute atteinte à la poursuite de la démocratisation » et l'invite à se conformer aux « obligations » de l'URSS en matière de droits de l'homme. Le secrétaire général de l'organisation, M. Manfred Wörner, a interrompu ses vacances pour regagner Bruxelles, lundi soir.

Il y a trois semaines, M. Wörner saluait la signature de l'accord sur la réduction des armements stratégiques par les présidents des Etats-Unis et de l'URSS comme un événement qui « jette les fondements de la stabilité stratégique pour le vingtième siècle ». Cela allait au-delà des propos de circonstance, car, en M. Gorbatchev, l'OTAN espérait tenir un interlocuteur apte à poursui-

vre le processus de détente dont elle avait pris spectaculairement acte à son sommet de Londres, en invitant, le 6 juillet 1990, le numéro un soviétique à venir s'exprimer devant elle à Bruxelles, pour sceller une « ère nouvelle ».

M. Gorbatchev avait accepté l'invitation mais sans donner de date. La perspective de ce voyage était toujours présente dans l'esprit des responsables de l'OTAN, mais le temps mis par le numéro un soviétique à honorer sa promesse était en soi une indication de ses difficultés intérieures. La démission de M. Chevardnadze, dont la visite à l'OTAN en décembre 1989 avait amorcé la coopération entre l'Alliance et Moscou, n'avait fait que renforcer les appréhensions de M. Wörner quant à la suite des événements.

Le souci de l'OTAN était de « ne pas isoler » l'URSS de Gorbatchev dans une Europe de l'Est en plein rejet du communisme. Les dirigeants des anciens pays satellites sont venus nombreux ces derniers mois à Bruxelles. Le président de la Tchétchénie, M. Doudaïev, y déclarait en mars : « Nous savons bien que nous ne pouvons pas devenir un membre régulier de l'OTAN. Mais, simultanément, nous estimons que l'alliance de pays unis par l'idéal de la liberté et de la démocratie ne devrait pas éternellement se fermer aux pays voisins qui tendent vers le même objectif ». Cela, d'autant plus que, affirmait préliminairement M. Doudaïev, « certains aspects de l'évolution en Union soviétique nous ont surpris et nous inquiètent. Il semble que les forces conservatrices se mobi-

lisent dans le dessein de renverser la route de l'histoire et de restaurer « contre la volonté des citoyens et des nations » le système totalitaire et autoritaire ».

Devant d'aussi pressants appels, le choix de l'OTAN n'était pas simple. Il fallait tempérer les ardeurs sans insulter l'avenir. Il fallait surtout ne rien faire ou dire qui puisse être exploité par les gens contre M. Gorbatchev. Dans l'hypothèse du pire, une des questions à trancher par l'OTAN aurait trait au comportement à adopter face aux appels au secours des républiques d'Europe centrale et orientale - notamment de la Pologne, où restent stationnés 45 000 soldats soviétiques - sans parler des Républiques baltes.

En fait, tout empiré qu'elle était dans son rôle, l'OTAN a la future identité européenne de défense,

l'OTAN n'a jamais baissé la garde. Elle s'adaptait à la situation nouvelle consacrée par la dissolution de l'organisation militaire du pacte de Varsovie, le 31 mars dernier, mais sans promettre aux membres de substantielles réductions de dépenses pour la défense. Le débat sur la force de « réaction rapide », les divergences entre Paris et Washington à la réunion des ministres des affaires étrangères du 6 juin à Copenhague ont occupé le devant de la scène. Pour leur part, les ministres de la défense, réunis quelques jours plus tôt à Bruxelles, se référaient notamment aux « similitudes et parallèles » découlant d'une « évolution politique difficile » : « conserver les moyens d'une dissuasion crédible et d'une défense collective efficace ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

# Budapest : « Nous serions prêts, cette fois, à riposter à une agression »

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Il a fallu attendre le journal télévisé de lundi soir pour avoir une réaction officielle hongroise à la destitution de M. Gorbatchev. M. József Antall, premier ministre, qui avait reçu à plusieurs reprises dans la journée son ministre des affaires étrangères, M. Géza Jeszenszky, a indiqué qu'une réunion du conseil de sécurité intérieur avait eu lieu dans la journée et que lui-même avait joint au téléphone les chefs de gouvernement des pays voisins socialistes ainsi que le chancelier Kohl. « La Hongrie est une République indépendante et souveraine », a

affirmé le premier ministre, soulignant l'attachement de son pays à la Communauté européenne. Après avoir rendu hommage à l'action de M. Gorbatchev dans les pays de l'Est, il s'est félicité d'avoir reçu de la présidence du pacte de Varsovie. Les autres leaders de la coalition au pouvoir et ceux de l'opposition ont exprimé à la télévision des positions fort voisines.

## Le départ du dernier soldat soviétique

A Budapest, l'homme de la rue regrette M. Gorbatchev, mais, dans une ville qui garde la trace de la répression des chers soviétiques de 1956, on ne craint pas sérieusement

un retour en arrière. Le 30 juin, les cloches avaient sonné dans le pays pour fêter le départ du dernier soldat soviétique. « Maintenant, nous connaissons la véritable histoire de 1956, dit une étudiante. Nous serions prêts cette fois à riposter à une agression. » « Les Allemands seraient là pour nous aider », ajoute plus crûment un enseignant.

Une animation inhabituelle règne près du Centre culturel soviétique de la rue Semmelweis, pas loin des grands magasins du cinquième arrondissement. Des touristes venus de Russie ou d'Ukraine viennent aux nouvelles. Les tonnes d'été contrastent avec leurs mines affligées. « C'est un gang qui a renversé Gorbatchev. Un bolchevisme, un

militaire, un fasciste, combien de démocrates ? » hurle un jeune homme exhibant sa carte de membre du mouvement Russe démocratique. « Le peuple ne se laissera pas faire. On n'est plus au temps de Staline, ajoute une voisine. Tant qu'il restera en Union soviétique, au Parlement, on gardera l'œil sur lui ».

A la chambre de commerce soviéto-hongroise, les discussions sont plus réservées. « La situation était catastrophique. Il fallait que quelque chose change », dit nerveusement un jeune cadre soviétique qui fait de l'import-export à Budapest depuis trois ans. Le coup de force pourtant est advenu : « On aurait pu faire cela plus progressivement ».

H. T.

# Stockholm : dix mille réfugiés baltes attendus

STOCKHOLM

de notre correspondant

Comme tous les lundis depuis le mois de mars, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, le 19 août, sur une place du centre de Stockholm pour manifester leur soutien aux pays baltes voisins. D'abord surprise, la classe politique suédoise a exprimé un soutien unanime aux revendications de souveraineté et d'indépendance des trois Républiques dont plusieurs délégations politiques de haut niveau se trouvaient dans la capitale suédoise pour assister à une conférence sur la paix.

Le premier ministre d'Estonie, M. Edgar Savisaar, qui devait d'ailleurs regagner sa capitale, Tallin, lundi dans l'après-midi, a qualifié la destitution de M. Gorbatchev de « pur coup d'Etat, œuvre de l'élite technocratique du parti ». S'adressant directement au gouvernement suédois, dont il espère qu'il ne se comportera pas comme l'avait fait le gouvernement de 1940, en reconnaissant l'incorporation des Etats baltes à l'Union soviétique, M. Savisaar a déclaré : « L'heure n'est plus à l'hésitation et il faut agir vite ». Rappelant aux Suédois leur prise de position nette lors du coup d'Etat au Chili en 1973, il a ajouté : « La menace fasciste est maintenant beaucoup plus proche de nous comme de vous ».

Dans une première réaction officielle, le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, qui a momentanément interrompu sa campagne électorale, a jugé le coup d'Etat « profondément inquiétant ». Il ne constitue cependant pas, à son avis,

une « menace militaire immédiate contre la Suède » et le niveau d'alerte des forces armées suédoises n'a donc, pour l'instant, pas été relevé. Le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, a de son côté, insisté sur l'importance du processus CSCE, indiquant que lors de la rencontre, mardi 20 août, à Skagen, au Danemark, des chefs de la diplomatie des pays nordiques, il demanderait la convocation d'une réunion de la CSCE pour étudier la situation en URSS. Le gouvernement suédois a, par ailleurs, proposé de nouveau aux représentants politiques baltes qui le souhaitent de venir à Stockholm pour y poursuivre leur activité politique. L'Office national de l'immigration est, quant à lui, en état d'alerte et s'apprête à accueillir « sans problème dans un premier temps » quelque dix mille réfugiés baltes.

## Le communiqué finlandais

Plus prudent, le gouvernement finlandais, après une réunion d'urgence en présence du président, M. Mauno Koivisto, a publié un bref communiqué indiquant que « la Finlande déplore que la proclamation de l'état d'urgence ait interrompu le processus de démocratisation ». Le gouvernement (...) espère que les pays voisins retourneront le plus rapidement possible à des conditions normales ». La surveillance des frontières a néanmoins été renforcée. Dans la matinée de lundi, les Soviétiques avaient fermé le poste frontière de Vartiuss, sur la frontière est de la Finlande, sans donner d'explication.

FRANÇOISE NIETO

DE M. MIKHAIL  
L'acte qui vient d'être  
réellement un acte de

librairie  
lib



سكس اس الثملي

# LE RENVERSEMENT DE M. MIKHAIL GORBATCHEV

## L'entretien télévisé du président de la République et l'attitude des communistes français

### «L'acte qui vient d'être accompli à Moscou pourrait devenir rapidement un acte de guerre froide», déclare M. Mitterrand

Interrogé, lundi 19 août, par quatre journalistes de TF 1, Antenne 2, FR 3 et la Cinq, M. François Mitterrand a notamment déclaré : «Le coup a réussi dans sa première phase, nous le constatons, puisque Mikhaïl Gorbatchev est écarté du pouvoir et sans doute aujourd'hui sous surveillance de la police, et donc pratiquement arrêté. Il existe des menaces qui pèsent sur la liberté de M. Eltsine. Donc, le coup a réussi. (...) C'est un changement à contre-courant. Songez que cela fait bientôt six ans, en tout cas cinq ans de perestroïka, que les Soviétiques, tous les peuples de l'Union soviétique, et particulièrement les Russes, sont habitués à un début de démocratie. Ils parlent, ils discutent, ils vont dans la rue, ils peuvent s'exprimer dans la presse. (...) On ne peut pas revenir en arrière, on peut mettre des crans d'arrêt, mais tout cela s'arrête. Je crois que le changement intervenu brutalement en Union soviétique peut s'interrompre, mais je ne pense pas qu'il puisse aller le mouvement de démocratisation. (...)

**Le rôle du traité de l'Union**  
«Je ne crois absolument pas qu'il y aura, qu'il peut y avoir, de mesures de répression, de force, de violence. J'espère que non. (...) Il faut avoir confiance dans le mouvement lancé en 1985, surtout 1986. Il continuera. On ne pourra pas, comme cela, renverser un mouvement populaire qui laisse penser qu'il y a peu de temps que si Mikhaïl Gorbatchev devait être débordé, ce serait de l'autre côté. (...) Interrogé sur les garanties, demandées par l'Elysée, sur la liberté et la vie de M. Gorbatchev et Eltsine, M. Mitterrand a répondu : «J'ai été alerté spécialement, d'abord sur le sort de M. Gorbatchev dont on sait aujourd'hui qu'il est arrêté, et sur celui de M. Eltsine, que l'on disait au siège des Soviétiques à Moscou, entouré et cerné par les forces militaires. (...) Il est très important que les dirigeants soviétiques actuels, s'ils veulent tenir certains de leurs engagements, (...) nous donnent des garanties sur le sujet. C'est un sujet très très important puisqu'il s'agit de la vie et de la liberté de ces hautes personnalités qui symbolisent le mouvement. (...)

M. Mitterrand a ajouté que «bien entendu» il condamne le coup d'Etat et s'est dit qu'il n'a pas pu lui poser cette question. Il a précisé qu'il ne connaissait pas M. Ianaev. «Je l'ai sans doute rencontré, mais je ne le connais pas. Puis il a déclaré : «On peut penser que les forces dirigeantes et

l'armée se trouvent du côté des nouveaux gouvernants, des nouveaux dirigeants. J'ai reçu précisément à ce sujet, et à d'autres sujets, la dernière lettre de M. Gorbatchev, dans laquelle il me parle (...) de son dernier entretien avec le président Bush. C'est une lettre qui date d'une dizaine de jours : «Je n'ai pas caché les difficultés et les dangers existants, surtout à l'égard de la situation internationale, du retrait des troupes soviétiques des pays d'Europe centrale, d'Allemagne de l'Est, s'ils veulent faire la démonstration qu'ils vont dans ce sens-là, il ne faut pas qu'ils perdent de temps. (...)

**Le respect des accords d'Helsinki**  
«La première question à poser c'est : qu'en sera-t-il des réformes démocratiques ? Ce n'est pas une ingérence dans la politique intérieure de l'Union soviétique, c'est l'application des accords internationaux d'Helsinki et de Paris. (...) Dans l'hypothèse où la nouvelle direction ne respecterait pas les accords d'Helsinki, cela voudrait dire, tout naturellement, que toute aide de la Communauté ou des pays occidentaux qui ne soient pas liés à d'authentiques réformes

devrait cesser. M. Mitterrand a précisé qu'il lui paraît «prématuré de parler de sanctions. Si les nouveaux dirigeants veulent persévérer, comme M. Gorbatchev l'avait fait, dans la poursuite des réformes vers la démocratie et un assainissement et un apaisement de la situation internationale sur plusieurs terrains, notamment sur les plans du désarmement, du retrait des troupes soviétiques des pays d'Europe centrale, d'Allemagne de l'Est, s'ils veulent faire la démonstration qu'ils vont dans ce sens-là, il ne faut pas qu'ils perdent de temps. (...)

**La sécurité des Français**  
Interrogé sur l'éventualité d'un retour à la menace militaire de la part des Soviétiques, M. Mitterrand a déclaré : «Nous n'avons jamais écarté de notre esprit la possibilité d'un retour de cette menace. Donc nous n'avons jamais dégringolé et nous n'avons pas l'intention de dégringoler notre défense, surtout dans son essentiel, c'est-à-dire sa force de dissuasion stratégique et nucléaire. Pourquoi l'Union soviétique deviendrait-elle dangereuse ? C'est qu'elle dispose d'une force considérable de caractère nucléaire. Les Etats-Unis aussi, la Grande-Bretagne aussi, la France aussi, et nous n'avons absolument pas à altérer le potentiel militaire qui représente notre force de dissuasion nucléaire. C'est ça l'essentiel. (...)

**Les promesses non tenues de la perestroïka**  
En fin de compte, il sera indiqué que «les conditions d'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables». Rejoignant les mesures de force ou de restriction des libertés, tout en soulignant que les solutions sont l'affaire des peuples d'Union soviétique, la déclaration affirme que «ce qui se passe en Union soviétique constitue un développement nouveau et critique de la grave crise sociale, économique, politique, institutionnelle que connaît ce pays. (...)

**Les promesses non tenues de la perestroïka**  
En fin de compte, il sera indiqué que «les conditions d'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables». Rejoignant les mesures de force ou de restriction des libertés, tout en soulignant que les solutions sont l'affaire des peuples d'Union soviétique, la déclaration affirme que «ce qui se passe en Union soviétique constitue un développement nouveau et critique de la grave crise sociale, économique, politique, institutionnelle que connaît ce pays. (...)

### MM. Fiterman et Herzog expriment des réserves sur la position du PCF

Au terme d'une réunion d'environ deux heures de son bureau politique, lundi après-midi 19 août, la direction du Parti communiste a publié une déclaration indiquant que «les conditions d'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables», mais critiquant implicitement la perestroïka. MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog ont exprimé des réserves au cours de la discussion. L'ancien ministre n'a pas, en définitive, approuvé ce texte. (...)

Il n'était pas envisageable, lundi matin, de «réveiller les dirigeants» - selon le mot d'un permanent - de la place du Colonel-Fabien, siège du PCF à Paris - pour obtenir une réaction officielle de la direction communiste au coup de force de Moscou. S'entourant des formes collégiales, la direction du parti ne s'est réunie en bureau politique que dans l'après-midi. Commencée après 15 heures, la séance s'est achevée avant 18 heures. Sur les vingt-trois membres du «BP», quelques-uns sont absents, dont MM. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et Jean-Paul Magnon, responsable de l'activité du parti chez les jeunes, tous deux membres du secrétariat du comité central. MM. Antoine Casanova, responsable des intellectuels, et Guy Herminier, opposant refondateur. (...)

La direction du PCF invite les militants à se reporter aux analyses du dernier congrès, les vingt-cinq et vingt-six décembre 1990, qui soulignaient, notamment, «l'absence de partis communistes attractifs, modernes, créateurs, jouant réellement leur rôle d'avant-garde progressiste du peuple» dans les pays d'Europe de l'Est. Pour le reste, «les heures difficiles que connaissent l'Union soviétique et ses peuples, assure le groupe dirigeant, ne sauraient nous détourner de notre but : la lutte pour la transformation socialiste de la France. (...)

Depuis 1985, tout va plus mal. «Au lieu d'être rattrapé, poursuit le texte, le retard en tout domaine que l'Union soviétique avait pris sur les grands pays capitalistes s'est accentué, et les pressions de ces derniers sur son économie et sur sa politique extérieure se sont faites plus pressantes et plus impératives. (...) Peut-on dresser plus clairement le constat d'échec de la perestroïka qui, «telle qu'elle s'est développée, n'a pas surmonté les obstacles qui se sont dressés sur son chemin» ? Ce jugement n'empêche pas les amis de M. Marchais d'ajouter : «Cela ne nous conduit pas pour autant à considérer qu'il y aurait d'autre moyen pour réformer le socialisme en Union soviétique que celui de sa démocratisation radicale et de sa modernisation. (...)

## Les opposants aux réductions des dépenses militaires sont confortés

Outre son analyse du coup d'Etat, de ses conséquences et des limites que les Occidentaux peuvent tenter d'imposer aux nouveaux dirigeants soviétiques, M. Mitterrand a livré, lundi soir à la télévision, un autre message, à usage interne cette fois, il s'agissait, exercice obligé, d'apaiser les craintes de ceux des Français qui pourraient inquiéter un retour à la guerre froide ou les menaces engendrées par le risque du chaos à l'Est. (...)

Ces critiques émanent essentiellement du RPR et de son chef, M. Jacques Chirac (lire également page 22 les réactions en France). Le président du RPR estime que la France devrait consacrer 4,5 % de son PIB à sa défense, au lieu de 3,37 % actuellement, afin qu'elle soit dotée d'un outil militaire crédible. Il est également hostile à l'absence des missiles stratégiques S-45 qui devaient remplacer les S-3 du plateau d'Albion, initiative que M. Létard, ancien président du Parti républicain, a, en revanche, approuvée. M. Chirac a donc réaffirmé, lundi, qu'il «fait cesser d'imputer les coûts militaires et souligne combien

critiques sur la politique de défense de la France. D'autant que le projet de loi de programmation militaire doit être débattu, à la fin de cette année, au Parlement. (...) Ces critiques émanent essentiellement du RPR et de son chef, M. Jacques Chirac (lire également page 22 les réactions en France). Le président du RPR estime que la France devrait consacrer 4,5 % de son PIB à sa défense, au lieu de 3,37 % actuellement, afin qu'elle soit dotée d'un outil militaire crédible. Il est également hostile à l'absence des missiles stratégiques S-45 qui devaient remplacer les S-3 du plateau d'Albion, initiative que M. Létard, ancien président du Parti républicain, a, en revanche, approuvée. M. Chirac a donc réaffirmé, lundi, qu'il «fait cesser d'imputer les coûts militaires et souligne combien

plu qu'il prévoit, en outre, certaines modernisations nécessaires à la sécurité de la France. (...) Je crois qu'il vaut mieux prendre soin de ne pas nous trouver affaiblis sur un continent qui n'est pas un modèle de tranquillité. (...) Ce qui vient de se passer en Union soviétique conforte, de ce point de vue, les thèses de ceux qui, tel M. Chirac, face au gouvernement, réclament un effort budgétaire en faveur de la défense. M. Mitterrand ou MM. Joxe et Chevènement ne les avaient pas entendus : face aux socialistes, ils ont manifesté une extrême prudence dans les conclusions qu'ils tiraient, en matière militaire, des bouleversements qui se sont produits à l'Est depuis deux ans. (...)

### Orthodoxie

par Olivier Biffaud


UNE fois de plus, le Parti communiste va devoir négocier un virage difficile, une de ces courbes qui, de façon sigée depuis dix ans, laissent régulièrement sur le bas-côté électoral et militant des dizaines de milliers de sympathisants et d'adhérents. En condamnant sans fioritures le coup d'Etat de Moscou, et non pas, cyniquement, les «conditions» de la destitution de Mikhaïl Gorbatchev, en apportant un soutien clair à l'ancien président de l'Union soviétique, qui n'apparaît nulle part dans la déclaration du bureau politique, en soulignant sans barguigner les apports politiques de la perestroïka, au lieu d'en faire une démolition en règle tout en prétendant la soutenir, M. Georges Marchais et son équipe auraient pu convaincre, enfin, selon une expression qu'affectionne le secrétaire général, que «les communistes ont changé». (...)

s'aligner sur la position normalisatrice du bureau politique. Thorézien et stalinien de la direction communiste pouvaient se montrer satisfaits de la fin d'une expérience qu'il jugeait sévèrement. (...) Aujourd'hui, au contraire, une majorité de l'électorat communiste, une proportion importante des élus et une partie non négligeable de l'appareil permanent misaient sur le gorbatchévisme, contre le nouveau dirigeant qui n'y croyait pas. Même si, employant une métaphore, il répète volontiers que «le soleil ne se lève pas à l'Est», M. Charles Fiterman ne peut ignorer les répercussions du coup de forces des «putschistes» de Moscou, mot utilisé par M. Théodore Vial-Massat, député communiste, sur le courant contestataire dont il est un des animateurs. Gravement, un autre député oppositional, M. Robert Montargent, se demande si «le socialisme au pouvoir peut se réformer». A-t-il plus de chance quand il n'est pas au pouvoir ?, seront tentés de lui rétorquer les communistes rénovateurs et reconstructeurs, dont bon nombre n'espèrent plus aucun changement venant de l'intérieur du parti. (...)

De toute évidence, les refondateurs, conduits par trois anciens ministres communistes, vont devoir se déterminer plus rapidement que prévu face à une direction qui, une fois encore, a choisi l'orthodoxie normalisatrice. (...)

Valorisez votre diplôme Bac + 2 en intégrant une Grande Ecole de Commerce

Lincoln International Business School

 **libs**

Ecole Supérieure de Commerce

CONCOURS D'ENTREE 20 septembre

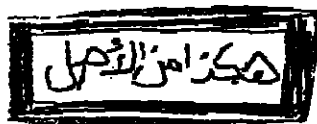
Admission parallèle après prépa ou bac + 2

65 rue du Théâtre 75015 Paris - 45 77 11 61

La veille du coup d'Etat de Moscou, M. Joxe avait continué, à demi-mot, cette polémique, en affirmant, devant des militants socialistes chez lesquels la tradition pacifiste reste encore fortement ancrée : «Ne croyez pas, quand je parle du budget de la défense, que je suis devenu un maniaque des dépenses militaires, un fanatique des tanks, des sous-marins et des fusées, un obsédé des satellites et des radars. (...) On peut, on doit, on va réduire les dépenses militaires, mais on doit le faire en bon ordre, avec un programme précis, selon un

Une délégation de la commission de la défense de l'Assemblée nationale en voyage en URSS. - Une délégation de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, conduite par M. Jean-Michel Boucheron (député socialiste d'Ille-et-Vilaine) et comprenant quatre autres députés (MM. Jean-Guy Branger, app. UDF, Charente-Maritime, Jean-François Delahais, PS, Isère, Jean Kiffer, app. RPR, Moselle, et Daniel Reiner, PS, Meurthe-et-Moselle), s'est rendue en URSS, lundi 19 août, malgré le dénuement des rencontres avec des industriels soviétiques de l'armement, des visites de bases militaires et d'entreprises soviétiques.





# LE RENVERSEMENT DE M. MIKHAIL GORBATCHEV

Les interrogations des milieux économiques

## Fallait-il aider l'Union soviétique ?

Un soutien occidental massif n'aurait pas suffi à assurer le succès de la politique de réformes

Les uns après les autres, les grands pays industrialisés ont annoncé leur intention d'interrompre leur aide financière à l'Union soviétique. En fait, depuis deux ans, gouvernements, banquiers et économistes de l'Ouest s'interrogeaient sur le point de savoir s'il était opportun de soutenir ce pays. Malgré des centaines d'écrits, des dizaines de colloques, et plusieurs rencontres au sommet, les Occidentaux n'avaient pu trouver de réponse unanime. Faute de quoi, ils se sont contentés de jurer, adoptant çà et là quelques mesures ponctuelles. La suspension des aides annoncée avec fracas portera sur des montants symboliques. Mais la rupture des contacts économiques entre les pays industriels et l'URSS obscurcit l'horizon soviétique.

Les Occidentaux auraient-ils dû apporter un soutien financier plus massif à M. Gorbatchev, afin de l'aider à accélérer les réformes économiques, et rendre la perestroïka irréversible ? Aujourd'hui encore, MM. Kohl et Mitterrand répondraient certainement par l'affirmative. A-t-on au contraire bien fait de conditionner tout soutien à de véritables réformes, en se persuadant que financer l'URSS reviendrait à verser de l'eau dans le désert ? MM. Major ou Kalfu en sont vraisemblablement convaincus.

Autant l'indécision est critiquable, autant, dans le cas de l'aide à l'URSS, on pourrait débattre sans fin. Les Occidentaux peuvent se considérer en posant que leur inaction était peut-être la preuve de leur incapacité à agir sur le cours des événements.

Les pays industrialisés, alarmés par la dégradation rapide de la conjoncture économique soviétique et les difficultés rencontrées par M. Gorbatchev dans la mise en œuvre de la libéralisation, ont donc soutenu Moscou du bout des lèvres. A chaque occasion, ils se sont contentés d'apporter un soutien verbal ou symbolique, évitant tout véritable engagement financier ou même formel.

Ainsi, lors du sommet des pays industrialisés réuni à Houston, en juillet 1990, le thème de l'aide à l'URSS figurait, déjà en bonne place sur l'ordre du jour. Pourtant, les Sept se bornèrent à commander une étude approfondie de l'économie soviétique, à quatre organismes internationaux. Un an plus tard, à Londres, ils acceptèrent de recevoir M. Gorbatchev. Non pas pendant le sommet, mais après sa clôture officielle, au cours d'une réunion spéciale. Malgré leur sympathie pour le président Gorbatchev, les « grands » refusaient en outre de considérer le leader soviétique

comme l'un des leurs. Ils évitèrent de s'engager dans un véritable plan de soutien. Les Sept accordèrent seulement un statut de « membre associé » au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Dernière étape, à la fin du mois dernier, M. Bush annonça l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée, mesure qui n'a pas encore été votée par le Congrès. Après deux décennies de guerre froide, les Américains acceptaient enfin de reconnaître le pays comme un partenaire économique « normal ».

### Des crédits en chute libre

Entre-temps, l'URSS avait été admise à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Mais les Américains avaient tenu à s'entourer de garde-fous et exigé une limitation considérable des possibilités d'emprunt de l'URSS auprès de la nouvelle banque. D'ailleurs, à lire les statuts de la BERD, on peut penser que le retour à un régime dictatorial rendra tout crédit impossible.

A la CEE, l'attitude avait été assez similaire. Quelques crédits avaient été débloqués, mais la Commission avait jugé l'Union soviétique inapte à une intégration au programme « PHARE » d'aide à l'Est. Au fil des mois, la différence de traitement entre les pays d'Europe de l'Est, considérée comme de véritables démocraties nouvelles, et l'URSS, enlisée dans ses conflits politiques, était devenue patente.

Imaginons que, dès 1987, l'année où l'URSS s'est véritablement ouverte aux capitaux étrangers, les pays industrialisés aient opté en faveur d'un soutien massif. La production aurait sans doute pu être augmentée dans un certain nombre de secteurs, notamment celui de l'énergie. Un flux commercial plus dense aurait amélioré le marché de l'alimentation et des biens de consommation. Mais comment aurait-on pu lutter contre la désorganisation du système de transports, la corruption des cadres, l'inactivité des ouvriers ? Seules de véritables réformes de structures, gérées de tels résultats : redistribution du pouvoir au sein des entreprises, nouvelle politique sociale, encouragement de la propriété privée. Or le Parti communiste continue à conserver le pouvoir d'influencer dans un sens différent l'attitude des collectivités locales et le monde de l'entreprise.

Il y a quelques mois, un diplomate soviétique à Moscou tentait d'en dépit de la rumeur courante,

les jeunes cadres ambitieux continuaient, pour la plupart, même si c'était sans conviction, à passer par le parti pour faire carrière. Le directeur d'un kolkhoze racontait pour sa part que, grâce au système des baux de longue durée, il réussissait à faire fonctionner son exploitation comme une entreprise privée. Mais que, par crainte des représailles, il dissimulait ses activités auprès des responsables de la région.

Comment, malgré toute l'aide occidentale, les bases d'un nouveau système économique auraient-elles pu être jetées dans de telles conditions ? On pourrait affirmer que l'argent a le pouvoir de changer bien des choses dans un pays en manque de liquidités. Le Fonds monétaire international l'a expérimenté à de nombreuses reprises récemment, parfois avec succès, au Mexique par exemple.

Ce serait pourtant ignorer la réalité de l'URSS, immense puissance

stratégique et militaire, et qui est loin, malgré son récent appauvrissement, d'être comparable à un pays en développement.

### Le souvenir des emprunts russes

Il est facile d'imposer des réformes à un Etat complètement dénué, ou tenu en main par un pouvoir peu contesté. Il est impossible de le faire dans un régime en voie de dérèglement rapide, qui ne maîtrise plus ni sa vie politique, ni sa société, ni son économie. L'exemple iranien prouve qu'une présence économique importante de l'Occident ne peut baner le cours de l'Histoire. En outre, personne n'a oublié les conséquences désastreuses du financement de l'industrialisation de la Russie au début du siècle. Soixante-dix ans plus tard, des associations continuent de réclamer

le remboursement des emprunts russes. Aujourd'hui, si Moscou décide de ne plus honorer ses engagements financiers extérieurs, plusieurs grandes banques devront passer leurs plaies, mais l'événement passera à peu près inaperçu des populations. Cela n'est pas sans importance.

Imaginons, à l'inverse, que l'Occident ait décidé d'ignorer les réformes en cours. Les entreprises auraient tout de même été sollicitées par l'Union soviétique, et les banques auraient probablement accueilli leurs prêts de la même manière. L'augmentation de l'endettement a d'ailleurs été régulière pendant les quatre premières années de la perestroïka (la dette extérieure a augmenté de 10 % à 20 % par an), avant l'émergence du débat sur l'aide à l'URSS. Les marchés « solvables » n'étaient plus si nombreux dans le monde, les entreprises occi-

dentes n'auraient probablement pas tourné le dos à un Etat qui possédait d'immenses ressources et qui, jusqu'à l'an dernier, avait toujours réglé ses créances rubis sur l'ongle.

La différence entre un soutien du bout des lèvres et une absence totale d'aide réside en fait dans la pénétration des idées occidentales en URSS. Pénétration bénéfique, mais également génératrice de cliques entre ceux qui ont profité de la perestroïka et les autres. Les premiers ont pu voyager à l'étranger, travailler avec des entreprises occidentales, bénéficier de programmes de formation, monter des entreprises privées. Certains d'entre eux se sont laissés guider par les valeurs du capitalisme, d'où le développement d'un immense marché noir sur des bases, il est vrai, déjà solides. L'argent a beaucoup circulé, ces dernières années, en URSS, et une fraction de la population s'est considérablement enrichie, soit légalement, soit illégalement. L'influence occidentale, généralement bonne, parfois mauvaise, a été considérable dans ce domaine.

Pour la plus grande partie des Soviétiques, la vie quotidienne est devenue plus dure, et d'autant plus difficile à supporter que l'image de la vie en Occident transparaît dans le pays plus clairement qu'à aucun moment depuis la Révolution. Peut-être ces images avaient-elles été capées au début des années 60, à l'époque, l'éclat avait été plus rapide, et surtout, les différences de niveau de vie de part et d'autre du rideau de fer étaient bien moins criantes. Dans cette immense masse des oubliés de la perestroïka, le nouveau gouvernement pourrait trouver un soutien important, à n'importe quel moment. Une des premières mesures annoncées par M. Jansev, lundi 19 août, a été la diminution du prix des produits de base.

Il ne sert à rien de se lamenter en se disant qu'une aide financière à M. Gorbatchev aurait permis d'éviter le pire. La réforme d'une économie aussi large et structurée ne peut être opérée que de l'intérieur. Cinq années d'images de l'Occident, de débuts balbutiants de l'économie de marché ont posé des jalons dans un pays qui, jusqu'alors, n'a pratiquement jamais connu la propriété de la terre et l'économie de marché. Dans les pays d'Europe de l'Est, la rupture a été engagée. Les conditions internes d'une aide efficace sont remplies. Plus que jamais, les pays industrialisés ont aujourd'hui intérêt à concentrer leurs soutiens sur les ex-satellites de l'URSS.

FRANÇOISE LAZARE

## Une multitude d'actions ponctuelles

Les Occidentaux n'ont pas, au cours des six années de la perestroïka, mis en place de véritable programme commun d'assistance financière au géant soviétique. Les gouvernements se sont contentés d'accorder des crédits bilatéraux, tandis que les banques ont réalisé de nombreux prêts commerciaux jusqu'en 1990, avant de prendre peur. L'année 1991 devait marquer le début de l'intégration de l'URSS aux programmes d'aide des organisations internationales (CEE, Banque mondiale, BERD).

Le total des crédits reçus par l'URSS depuis le début de l'année, recensés par la firme américaine Solomon Brothers, est pourtant impressionnant : 18,7 milliards de dollars ont été promis à Moscou en moins d'un an. On n'est pas si loin des 20 à 30 milliards de dollars par an réclamés par les économistes MM. Grigorij Iavinski et Graham Allison. Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que l'aide est en fait limitée. A l'exclusion des 3 milliards de dollars du crédit allemand destiné à financer le retrait des troupes soviétiques de l'ancienne RDA, et d'un soutien du Koweït et de l'Arabie saoudite à la balance des paiements, pour 4 milliards de dollars (non encore approu-

vés définitivement, la majeure partie des financements a pris la forme de crédits à l'exportation.

La France avait octroyé, en octobre dernier, 5 milliards de francs au président Gorbatchev, en visite à Paris. Cette somme était destinée, d'une part, à l'achat d'équipements français par l'URSS, et, d'autre part, au remboursement des arriérés de paiement accumulés par des entreprises soviétiques auprès de leurs partenaires français (1,5 milliard de dollars environ). De même, les deux crédits américains – puis 1,5 milliard de dollars – devaient être consacrés à la garantie de crédits pour l'achat de produits agricoles aux Etats-Unis.

En fait, l'assistance technique, qui devait être le cœur du soutien occidental – faute de consensus sur un programme financier d'ensemble, – a été très limitée : la CEE s'était engagée sur un montant de 500 millions d'euros (300 millions de dollars), en plus d'une aide alimentaire de 250 millions d'euros qui devait commencer à arriver sur le territoire soviétique en juillet.

Le groupe des Sept réuni à Londres en juillet avait défini cinq secteurs prioritaires : énergie, transports, distribution,

nucléaire, conversion de l'industrie militaire. La Banque mondiale s'apprêtait à mettre sur pied un fonds de 30 millions de dollars. Selon un responsable de l'organisme de Washington, les discussions à ce sujet ont déjà été suspendues. De même, le gouvernement britannique a annoncé le gel de son *know how fund* (50 millions de livres sterling), un programme qui a prouvé son efficacité dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, notamment en Pologne.

Les conséquences de la suspension des aides ne seront donc pas dramatiques à court terme. Mais à plus longue échéance, si des relations économiques normales ne sont pas rétablies, l'URSS se trouvera confrontée à deux problèmes graves : trouver de nouveaux canaux de financement de son commerce extérieur, faute de quoi de nombreux produits de première nécessité, alimentaires notamment, pourraient manquer au pays ; réussir à moderniser l'appareil de production. L'obsolescence de celui-ci dans le plus grand des secteurs est en partie responsable de la chute de 8 % de la production industrielle enregistrée depuis le début de l'année et de l'effondrement de l'extraction pétrolière.

## Des effets incertains sur la reprise mondiale

L'expérience de libéralisation menée par les pays de l'Est ne semble pas devoir être remise en cause

La catastrophe que l'on redoutait depuis des mois sans croire qu'elle arriverait jamais, telle ment les conséquences en paraissaient lourdes, cette catastrophe vient-elle de se produire ? Le monde vit ce qui vient de se passer à Moscou comme un événement d'une importance considérable. Les signaux émis en période de drame par les économies des grands pays industrialisés sont à peu près tous réunis : hausse du dollar (la monnaie refuge des grandes occasions), baisse brutale des marchés boursiers, renchérissement des prix du pétrole, l'Allemagne, en première ligne, voit sa monnaie s'affaiblir, son marché financier s'effondrer et ses taux d'intérêt à long terme augmenter.

La reprise économique que le monde attendait risquerait d'en être retardée. Dans un climat déjà morose, les chefs d'entreprise pourraient différer davantage leurs investissements. La progression de ceux-ci n'était pas considérable et, partout en Europe, portait plus sur des gains de productivité que sur la recherche de capacités supplémentaires. Si les événements de Moscou donnent l'impression d'ouvrir une nouvelle période de tensions internationales, si la situation en URSS tarde à se normaliser, des projets d'équipement seront reportés comme durant les mois de la crise du Golfe. Il est possible aussi que les consommateurs hésitent à tirer sur leur épargne pour accroître des dépenses de consommation que des gains de pouvoir d'achat en général nettement ralentis ne sont plus suffisants pour stimuler.

La baisse des valeurs boursières provoque, de son côté, des effets d'appauvrissement, dont le choc de 1987 a cependant montré qu'ils

étaient presque impossibles à mesurer. Tout compte fait, la reprise économique qui devait commencer à s'amorcer à la fin de l'année pour s'accroître au printemps 1992 pourrait en être différée. Hypothèse d'autant moins réjouissante que l'Allemagne est dès maintenant la voie du ralentissement – sauf dans les domaines de la construction et des services – après le boom de consommation et d'investissement qu'elle vient de connaître. Sa production industrielle pourrait plafonner en fin d'année.

De tels risques apparaissent sérieux. M. Gorbatchev, par son action, ses déclarations, son attitude, faisait maintenant tellement partie de l'univers psychologique des Occidentaux que son « retrait », s'il se confirme, va créer un choc considérable sur les esprits. En soi, son effacement est déjà un facteur de trouble et d'incertitude, à un moment où le monde s'interroge sur les raisons et les possibilités d'une reprise économique que ne justifient vraiment ni les progrès des salaires, ni les profits des entreprises, ni un environnement mondial plus massue que vraiment déprimé.

Le monde n'est plus en crise depuis dix ans mais n'a pas complètement dépassé la phase basse d'un cycle conjoncturel en train de s'échouer. Il la dépassera d'autant plus difficilement que la récession, cette fois, n'aura frappé sévèrement que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis connaissant un cycle descendant de durée habituelle (dix mois au lieu de onze en moyenne pour les huit récessions de l'après-guerre) mais de bien plus faible ampleur : le PNB américain n'aura reculé que

de 1,1 % contre plus de 2 % en moyenne lors des cycles antérieurs. L'expérience prouve qu'à de faibles récessions succèdent généralement d'incertains reprises.

On aurait tort pourtant de penser que le coup d'Etat qui vient de se produire va forcément ébranler le monde.

### Des raisons d'espérer

Pour plusieurs raisons. La première est qu'il n'est peut-être qu'un coup sans lendemain. La seconde est que l'action de M. Gorbatchev, si importante soit-elle sur le plan des libertés et de la démocratie, a été jusqu'à présent un échec retentissant sur le plan économique. A tel point que les pays occidentaux se gardaient bien depuis de longs mois d'y investir leurs capitaux. Le retour à un semblant d'ordre intérieur – s'il se produisait – arrangerait donc plutôt les choses. Cela est vrai non pas seulement pour les entrepreneurs étrangers et soviétiques – il y en a tout de même quelques-uns – mais aussi pour les consommateurs qui, exaspérés par le manque de nourriture, les hausses de prix et les queues, n'appréciaient pas du tout les réformes de M. Gorbatchev.

Les troubles causés par l'économie mondiale seraient d'autant moins profonds si les nouveaux dirigeants, faisant main de fer à l'intérieur, montraient patte de velours à l'extérieur, c'est-à-dire poursuivaient vis-à-vis de l'Occident l'essentiel des politiques menées par l'homme de la perestroïka, notamment l'apparence, ou la volonté d'appartenir, aux grands organismes

mondiaux et à leurs règles : FMI, Banque mondiale, OCDE... Les premières déclarations de la nouvelle équipe au pouvoir vont un peu dans ce sens puisqu'il a été dit que les réformes entreprises seraient poursuivies. Hypothèse d'autant plus vraisemblable que les successeurs de M. Gorbatchev, s'ils réussissent à se maintenir au pouvoir, auront bien trop à faire avec les immenses problèmes intérieurs qu'il va leur falloir résoudre, pour risquer de se mettre à dos les pays occidentaux pourvoyeurs d'assistance technique et financière, de capitaux et d'investissements.

De ce point de vue, l'expérience de libéralisation économique menée par tous les pays de l'Est ex-communistes ne semble pas pouvoir être remise en cause. Or, c'est sur ce sujet, et sur lui seulement, qu'existerait, semble-t-il, des risques d'une véritable déstabilisation mondiale, prolongeant les difficultés actuelles, ou plutôt les transférant des Etats-Unis à l'Europe et à l'Allemagne en particulier.

En réunifiant l'Allemagne très rapidement et à la surprise de tous, M. Kohl a probablement plus fait pour la tranquillité du monde et pour sa prospérité économique que bien des plans de relance. Des plans qui risquent d'apparaître superflus, mesurés à l'aune des immenses difficultés soviétiques.

Les économies occidentales vont au cours des années à venir dépendre d'une façon ou d'une autre de la modernisation et des réussites des pays de l'Est anciennement communistes. L'URSS apparaît, elle, beaucoup plus lointaine. Non pas politiquement mais économiquement.

ALAIN VERNHOLE

## Vent de panique à Francfort

Un véritable vent de panique a saisi la Bourse de Francfort, lundi 19 août, après l'annonce de la chute de M. Mikhail Gorbatchev. L'indice DAX des principales valeurs a accusé un recul de 9,4 %, soit la plus forte baisse en Europe à l'exception de la Bourse de Madrid. Le rendement sur le Bund, les emprunts d'Etat qui servent à financer la réunification, ont également fait un bond à 8,84 % tandis que le deutchmark perdait 6 pfennigs contre le dollar, chutant à 1,82 DM.

### FRANCFORT

correspondance

Les raisons de cette chute spectaculaire, la plus importante depuis le mini-crash boursier d'octobre 1989, sont essentiellement d'ordre politique. L'Allemagne est, certes, des pays occidentaux, celui qui est le plus lié à l'URSS. Les relations bilatérales ne sont cependant que peu, sur le plan des échanges commerciaux, l'URSS n'arrive ainsi qu'au troisième rang parmi les partenaires de la République fédérale et n'entre que pour 1,6 % dans ses échanges extérieurs, soit à peu près autant que la Danemark et beaucoup moins que la Suisse.

Malgré tous les appels au calme, les investisseurs étrangers et institutionnels ont cédé à la peur parce que, avec la menace d'une guerre civile en URSS, l'Allemagne se retrouve à nouveau en première ligne comme aux pires temps de la guerre froide, estimait-on lundi à Francfort.

La présence de 273 000 hommes de troupe soviétiques sur le territoire de l'ancienne RDA, sans compter quelque 180 000 dépendants, n'arrange rien. Et malgré toutes les assu-

rances de Moscou que les troupes se produiraient selon le calendrier prévu, la confiance est ébranlée.

De tous les pays occidentaux, l'Allemagne est également le plus grand pourvoyeur de fonds de l'Union soviétique. Depuis 1989, le gouvernement de Bonn a octroyé près de 60 milliards de DM d'aide publique à l'URSS, dont un prêt de 13,5 milliards de DM pour financer le retrait des troupes soviétiques et la construction de nouveaux logements.

Le chancelier Helmut Kohl a clairement précisé, pour sa part, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à Bonn, lundi, que toute aide économique de l'Allemagne serait assujettie au respect des droits de l'homme en URSS. De son côté, le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a indiqué qu'un transfert de fonds ou de savoir-faire allemand en direction de l'Union soviétique « ne pourrait pas servir à financer une idéologie autoritaire ».

« En comparaison avec la crise du Golfe, qui s'est aussitôt fait sentir sur le prix du baril de brut, les conséquences de la chute de M. Gorbatchev pour l'économie mondiale de l'Allemagne sont négligeables », a estimé M. Ernst Moritz Lipp, porte-parole de la Dresdner Bank, deuxième banque commerciale ouest-allemande, qui rentre d'une tournée de trois semaines en URSS. La plupart des crédits privés consentis à des compagnies ouest-allemandes sont en effet garantis par l'Etat fédéral et les banques allemandes sont déjà couvertes à hauteur de 60 % en cas de non-paiement. Pour M. Lipp comme pour la plupart des banques allemandes, le danger est donc, à court terme, essentiellement politique. On craint en particulier qu'une détérioration de la situation à l'Est ne provoque une marée de réfugiés soviétiques en Allemagne.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON



## soviétique ?

100-443887-100

100-443887-100

1. Mr. J. Edgar Hoover  
 2. Director  
 3. Federal Bureau of Investigation  
 4. Washington, D. C.  
 5. Dear Sir:  
 6. I am writing you to inform you  
 7. that I have been advised by  
 8. the State Department that  
 9. you are to be in charge of  
 10. the investigation of the  
 11. case of the  
 12. disappearance of  
 13. the  
 14. of the  
 15. of the  
 16. of the  
 17. of the  
 18. of the  
 19. of the  
 20. of the  
 21. of the  
 22. of the  
 23. of the  
 24. of the  
 25. of the  
 26. of the  
 27. of the  
 28. of the  
 29. of the  
 30. of the  
 31. of the  
 32. of the  
 33. of the  
 34. of the  
 35. of the  
 36. of the  
 37. of the  
 38. of the  
 39. of the  
 40. of the  
 41. of the  
 42. of the  
 43. of the  
 44. of the  
 45. of the  
 46. of the  
 47. of the  
 48. of the  
 49. of the  
 50. of the  
 51. of the  
 52. of the  
 53. of the  
 54. of the  
 55. of the  
 56. of the  
 57. of the  
 58. of the  
 59. of the  
 60. of the  
 61. of the  
 62. of the  
 63. of the  
 64. of the  
 65. of the  
 66. of the  
 67. of the  
 68. of the  
 69. of the  
 70. of the  
 71. of the  
 72. of the  
 73. of the  
 74. of the  
 75. of the  
 76. of the  
 77. of the  
 78. of the  
 79. of the  
 80. of the  
 81. of the  
 82. of the  
 83. of the  
 84. of the  
 85. of the  
 86. of the  
 87. of the  
 88. of the  
 89. of the  
 90. of the  
 91. of the  
 92. of the  
 93. of the  
 94. of the  
 95. of the  
 96. of the  
 97. of the  
 98. of the  
 99. of the  
 100. of the  
 101. of the  
 102. of the  
 103. of the  
 104. of the  
 105. of the  
 106. of the  
 107. of the  
 108. of the  
 109. of the  
 110. of the  
 111. of the  
 112. of the  
 113. of the  
 114. of the  
 115. of the  
 116. of the  
 117. of the  
 118. of the  
 119. of the  
 120. of the  
 121. of the  
 122. of the  
 123. of the  
 124. of the  
 125. of the  
 126. of the  
 127. of the  
 128. of the  
 129. of the  
 130. of the  
 131. of the  
 132. of the  
 133. of the  
 134. of the  
 135. of the  
 136. of the  
 137. of the  
 138. of the  
 139. of the  
 140. of the  
 141. of the  
 142. of the  
 143. of the  
 144. of the  
 145. of the  
 146. of the  
 147. of the  
 148. of the  
 149. of the  
 150. of the  
 151. of the  
 152. of the  
 153. of the  
 154. of the  
 155. of the  
 156. of the  
 157. of the  
 158. of the  
 159. of the  
 160. of the  
 161. of the  
 162. of the  
 163. of the  
 164. of the  
 165. of the  
 166. of the  
 167. of the  
 168. of the  
 169. of the  
 170. of the  
 171. of the  
 172. of the  
 173. of the  
 174. of the  
 175. of the  
 176. of the  
 177. of the  
 178. of the  
 179. of the  
 180. of the  
 181. of the  
 182. of the  
 183. of the  
 184. of the  
 185. of the  
 186. of the  
 187. of the  
 188. of the  
 189. of the  
 190. of the  
 191. of the  
 192. of the  
 193. of the  
 194. of the  
 195. of the  
 196. of the  
 197. of the  
 198. of the  
 199. of the  
 200. of the  
 201. of the  
 202. of the  
 203. of the  
 204. of the  
 205. of the  
 206. of the  
 207. of the  
 208. of the  
 209. of the  
 210. of the  
 211. of the  
 212. of the  
 213. of the  
 214. of the  
 215. of the  
 216. of the  
 217. of the  
 218. of the  
 219. of the  
 220. of the  
 221. of the  
 222. of the  
 223. of the  
 224. of the  
 225. of the  
 226. of the  
 227. of the  
 228. of the  
 229. of the  
 230. of the  
 231. of the  
 232. of the  
 233. of the  
 234. of the  
 235. of the  
 236. of the  
 237. of the  
 238. of the  
 239. of the  
 240. of the  
 241. of the  
 242. of the  
 243. of the  
 244. of the  
 245. of the  
 246. of

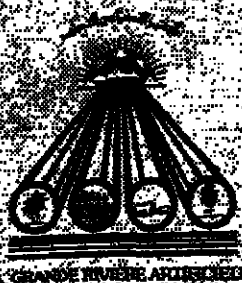
# Vent de panique à Fra

[illegible]

# ONDEURS DU DESERT ENCE DE LA VIE

LE GRAND RIVIERE ARTIFICIELLE  
LE PLUS GRAND PROJET PACIFIQUE DU MONDE  
POSE DE LA 1<sup>RE</sup> PIERRE: 28.8.1984  
INAUGURATION DE LA 1<sup>RE</sup> PHASE: 28.8.1991

Le 20.8.1999, le monde entier a vu, à l'occasion de l'inauguration de la première phase d'un plus grand projet d'agriculture jamais réalisé. L'objectif de LA GRANDE RIVIERE ARTIFICIELLE est de transporter 6.000.000 m<sup>3</sup> d'eau douce par jour du désert subsaharien aux plaines côtières de la Libye. Cette date historique est le résultat de 7 années de travail dur et consensuelle milliers de personnes. Cette première phase transportera 2.000.000 m<sup>3</sup> d'eau douce par jour à travers 2.000 km de conduites de 4 m de diamètre. Dans un territoire aux faibles ressources hydrique, cette grande œuvre va assurer le développement et la prospérité comme le reste du monde.





## Des visiteurs au pouvoir d'achat limité

## Il y a cinquante ans

## La pénurie d'infirmières

ort de l'ancien premier ministre du chah

.....

## Trafics d'argent et greffes d'organes



## SCIENCES • MEDECINE

# Des plans tirés sur Mars

La vie serait possible sur la planète rouge, à condition d'y mettre le prix et d'attendre quelques milliers d'années. Deux chercheurs de la NASA l'affirment dans la revue Nature

**D**ÉPUIS la découverte de Mars par Galilée en 1610, depuis, surtout, la « vision » de l'italien Giovanni Schiaparelli, qui affirmait en 1862 que les « canaux » martiens se transformaient au cours des saisons, la planète rouge n'a cessé de narguer les scientifiques. Et les missions spatiales Mariner et Viking, qui fournirent dans les années 60 et 70 des données sans précédent sur l'atmosphère martienne, n'ont fait qu'accroître leur perplexité.

Voici en effet une planète dont l'atmosphère contenait autrefois, comme celle de la Terre, d'importantes quantités d'azote et de vapeur d'eau, et qui se retrouve aujourd'hui constituée à plus de 95 % de gaz carbonique.

### Effet de serre

Une planète où l'eau liquide fut sans doute présente en abondance pendant le premier milliard d'années de son existence, dont la température était donc suffisamment élevée pour prévenir une glaciation générale, et où règne aujourd'hui un désert glacial (en moyenne - 60°C). Une planète, en somme, où toutes les conditions physico-chimiques semblent avoir été réunies dans un lointain passé pour favoriser l'émergence de la vie, et qui ne paraît plus aujourd'hui qu'un astre désespérément mort.

De temps à autre, les chercheurs tentent de rebâtir le rêve. Christopher McKay et Owen

Toon, spécialistes d'exploration planétaire au centre de recherche Ames de la NASA (Californie), et James Kasting (département de géosciences de l'université de Pennsylvanie), viennent ainsi de se pencher avec le plus grand sérieux sur l'art et la manière... de faire pousser des fleurs sur la planète Mars. Le projet a de quoi séduire et paraît sans doute vraisemblable, puisque la revue Nature, d'ordinaire peu sujette à la fantaisie, lui consacre la couverture d'un récent numéro (daté du 8 août).

Qu'est-il arrivé sur la planète rouge après sa formation, il y a de cela 4,5 à 4 milliards d'années ? Très vite, sans doute, les histoires de la Terre et de Mars ont divergé. Tandis que la première entretenait un effet de serre suffisant pour que la vie s'y épanouisse, la seconde, plus légère et plus éloignée du Soleil, laissait progressivement son atmosphère lui échapper. La pression y est aujourd'hui d'environ 6 millibars, loin, très loin de nos 1 013 millibars terrestres.

Quelques bars de plus et Mars pourrait donc renaitre à la vie, affirment Christopher McKay et Owen Toon. Scientifiquement, leur scénario semble impeccable : pour que le processus s'inverse, il suffirait de réchauffer la surface martienne d'une vingtaine de degrés. En libérant les gaz vitaux emprisonnés dans les roches et les calottes polaires, ce réchauffement entraînerait à son tour l'enrichissement progressif de l'atmosphère martienne. L'effet de serre



Une planète qui ne paraît plus aujourd'hui qu'un astre désespérément mort (mission Viking 1975)

ainsi créé contribuerait ensuite de lui-même à élever la température au sol et à libérer l'eau retenue

dans les glaces, jusqu'à reconstruire, dans un laps de temps compris entre 100 et 100 000 ans.

les conditions suffisantes à la survie d'espèces végétales terrestres. En admettant que les budgets de la recherche spatiale permettent un jour à l'espèce humaine d'en fouler le sol, comment celle-ci procéderait-elle pour réchauffer la planète Mars ? Faudrait-il installer à ses pôles des miroirs géants ? Répandre de la suie sur ses réserves de glace, pour en provoquer la fonte ? Les chercheurs de la NASA y ont pensé. Mais les calottes polaires atteignent 500 km de diamètre au nord, 1 000 km au sud. L'entreprise, ont-ils fini par conclure, serait trop considérable.

### Espérances exagérées

Et de suggérer une solution infiniment plus réaliste : pour ranimer l'atmosphère martienne, il suffirait d'y larguer massivement certaines substances susceptibles de favoriser un effet de serre. Par exemple des chlorofluorocarbones (CFC), ces gaz de synthèse devenus tristement célèbres pour

détruire, sur Terre, la couche d'ozone atmosphérique qui nous protège du rayonnement ultraviolet émis par le Soleil.

On objectera, à juste titre, que notre connaissance de la géologie martienne ne permet pas de certifier que l'eau et l'azote sont encore assez abondants pour permettre aux plantes d'y prendre racine. On soulignera, avec raison, que la proposition des chercheurs américains arrive un an après que soixante-dix pays ont convenu, lors de la conférence de Londres sur la protection de la couche d'ozone (le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 juillet 1990), d'éliminer complètement d'ici à l'an 2000 la production et la consommation de CFC.

Mais, après tout, qu'importe ? « Tout ce qui s'est fait dans le monde s'est fait au nom d'espérances exagérées », disait Jules Verne. La recherche moderne parvient parfois encore à le rejoindre, et c'est là l'essentiel.

CATHERINE VINCENT

## Eradiquer la dracunculose

Plus connue sous le nom commun de parasite qui provoque la dracunculose ou fièvre de Médine — la dracunculose est, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'unique affection parasitaire pour laquelle on peut envisager une prochaine éradication. Sans qu'on puisse avec précision fixer cette échéance, plusieurs éléments chiffrés indiquent que de notables progrès ont été obtenus dans la lutte contre ce parasite : aujourd'hui on estime à moins de trois millions le nombre total des cas alors qu'il devait y en avoir entre cinq et dix millions au milieu des années 80.

Dracunculus medinensis est un ver rond, de grande taille, pouvant atteindre un mètre, qui, lors de son cycle pathogène, migre au sein du tissu conjonctif humain pour ensuite émerger à travers la peau — notamment au niveau des articulations ou de la plante des pieds — provoquant à cet endroit de douloureux ulcères.

L'élimination du ver entraîne une période d'incubité de plusieurs semaines qui atteint plusieurs mois lorsque, comme c'est très fréquemment le cas, le malade est conjointement infecté par plusieurs parasites.

### L'Inde et le Pakistan

Cette affection spectaculaire est due à l'absorption de Cyclops, mollusque de très petite taille vecteur du parasite, présent dans certaines eaux de boisson. La lutte contre la dracunculose consiste à promouvoir la consommation d'eau saine et à bloquer la transmission parasite en prévenant le contact entre les ulcères des malades et les eaux qui servent à la boisson. Des opérations ponctuelles de lutte chimique contre les mollusques peuvent également être mises en œuvre.

La dracunculose frappe, par l'essentiel, les populations rurales et pastorales. Elle sévit en Afrique dans une région qui englobe principalement la Mauritanie, le Sénégal, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le nord du Cameroun, le Tchad, le Soudan et le Mali. « Grâce à des programmes d'éradication remarquablement conduits, l'Inde et le Pakistan, les deux seuls pays du continent asiatique encore touchés par la dracunculose, sont en voie d'éradiquer cette endémie », estimaient l'an dernier les spécialistes de l'OMS.

De fait, les derniers chiffres rendus publics par l'Inde témoignent de cette évolution positive, les cas notifiés passant de plus de 23 000 en 1988 à moins de 5 000 l'an dernier. Au Pakistan (180 cas l'an dernier) on est dans la phase finale de l'éradication de la maladie. En Afrique, les progrès sont surtout

sensibles au Nigeria et au Ghana où, après une flambée parasitaire en 1988 et 1989, les chiffres de l'an dernier, bien qu'élevés (respectivement 394 000 et 117 000 cas) permettent de nourrir de sérieuses espérances.

Les fonds humanitaires de lutte contre la dracunculose sont, en Afrique, associés à ceux de l'US Aid au Ghana et en Ouganda. Pour sa part, l'UNICEF investit en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, en Mauritanie, au Bénin et au Burkina-Faso.

Évoquée il y a deux ans à Lagos par M. Jimmy Carter, l'éradication de la dracunculose sera-t-elle réalisée en 1995 comme le prévoyait l'ancien président des États-Unis qui lançait alors, dans le cadre de l'organisation humanitaire Club 2000, une collecte de fonds destinée à la lutte contre cette affection ? Rien n'est moins sûr.

JEAN-YVES NAU

### POINT DE VUE

## Trafics d'argent et greffes d'organes

par les professeurs Jean Escat et Didier Houssin

**L**A transplantation d'organes a une utilité bien établie, mais les greffes sont rares et des malades attendent longtemps, parfois au risque d'en mourir, la transplantation dont ils ont besoin. Une rumeur, récemment rendue publique par voie de presse, dit que des trafics d'argent seraient intervenus, en France, dans l'attribution de certains de ces greffons (le Monde du 4 juillet). Cette accusation pose un grave problème. Il doit être résolu.

Au-delà de son efficacité thérapeutique et de ses aspects techniques, la transplantation a une dimension bien particulière qui symbolise le progrès de notre civilisation. Le don d'organe est, en effet, un acte exceptionnel de générosité et de solidarité, et qu'il doive intervenir dans la tragédie d'une mort brutale le grandit encore. La France a inscrit cette générosité et cette solidarité dans sa loi ; c'est un acquis formidable de notre morale collective. Mais ce progrès ne va pas de soi, il fut et demeure le fruit de difficiles efforts, les forces de l'individualisme le menacent ; attention : il reste fragile.

Une transplantation est soumise à de multiples contraintes : elle mobilise plusieurs équipes de chirurgiens, d'anesthésistes-réanimateurs, d'infirmières, de biologistes, etc. ; ils doivent être prêts à chaque instant, de jour comme de nuit, souvent en plus de leur travail de routine et au détriment de leur vie privée, à se rendre disponibles pour de très longues heures ; ils doivent agir vite, car la qualité du greffon ne souffre aucun retard ; parfois, les organes doivent être transportés puis greffés à des centaines, voire des milliers de kilomètres du prélèvement.

L'organisation institutionnelle actuelle est incapable de garantir que toutes ces conditions soient

toujours remplies et que toutes les étapes qui mènent de l'annonce d'une mort cérébrale à la transplantation soient toujours franchies ; les « bonnes raisons » d'interrompre leur enchaînement, au prix de la perte d'un greffon et d'une chance pour un malade ne manquent pas. Pour que la transplantation ait lieu malgré tous les obstacles, il faut que les acteurs soient animés d'enthousiasme et d'ardeur, désintéressés, prêts à des fatigues démesurées. Ces qualités réclament comme un « supplément d'âme » qui ne peut naître et perdurer que dans un climat irréprochable. La dimension morale de la transplantation est nécessaire à sa réalisation.

Or, dans le climat de méfiance que crée la rumeur de malversation, la générosité publique risque de s'altérer et le nécessaire élan moral des transplantateurs de se briser. Le nombre des transplantations pourrait alors diminuer et les délais d'attente s'allonger.

Pour que la transplantation continue à sauver les vies qu'elle peut sauver, il faut que la confiance revienne. Si rien ne fonde les rumeurs, qu'on le proclame et que les soupçons soient levés ! S'il y a eu des actions répréhensibles, que des sanctions soient prises, avec rigueur et sans passe-droit, conformément à la loi, à la réglementation et à la déontologie médicale ! C'est aux responsables politico-administratifs compétents du ministère de la Santé, comme l'a demandé Franco-Transplant, ou du ministère des finances, d'enquêter et d'instruire pour que la lumière soit bientôt faite.

La transplantation a besoin de la vérité.

► Le docteur Jean Escat est professeur de chirurgie digestive au CHU de Rangueil (Toulouse). Le docteur Didier Houssin est professeur de chirurgie digestive au CHU de Cochin Port-Royal (Paris).

des entreprises en seine saint-denis



**"Quand je serai grande, j'inventerai des médicaments pour guérir les gens."**



**POUR UN DEPARTEMENT DE TOUS LES PROJETS**

**Seine Saint-Denis**  
Conseil Général

## SCIENCES • MÉDECINE

## Des trous pour protéger l'avant-port de Dieppe

Dans le courant de cet été et au début de l'automne, neuf caissons à trous vont prolonger de 225 mètres la digue ouest du port de Dieppe pour mieux protéger l'avant-port des houles venant du large

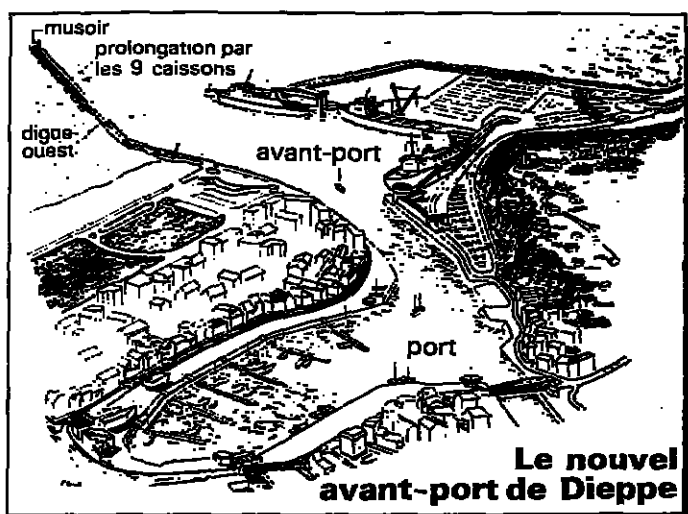
À forme 7 dans le port du Havre a de bien étranges caractéristiques. Avant la guerre, c'est elle qui recevait le Normandie lorsque le paquebot avait besoin de passer en cale sèche. Avec ses 313,75 mètres de long, le Normandie remplissait toute la forme et son étrave fine et élancée débordait le bout de la cale sèche et dominait de ses quelque 31 mètres les rares personnes admises à contempler ce spectacle inoubliable. Actuellement, rien n'émerge au-dessus des rebords de la forme. À l'un de ses bouts, un petit cargo a l'air un peu ridicule de se faire réparer au fond d'un si grand volume. À l'autre bout — après un espace vide — deux « boîtes », bizarres avec leurs parois de béton armé et vibré percées de grands trous circulaires de 90 centimètres de diamètre, sont en construction. Sept autres « boîtes », terminées celles-là, flottent un peu plus loin dans un bassin du port.

Au total, ce sont donc neuf caissons qu'a construits ou que finit de construire la CITRA et qui, à la fin d'octobre, devraient prolonger de 225 mètres la digue ouest du port de Dieppe. Telles qu'elles sont actuellement, les deux digues, en effet, protègent mal l'avant-port de Dieppe des houles venues du large, de l'ouest le plus souvent : certains jours, ces houles y ont 3 ou 4 mètres de haut et empêchent tout ferry d'accoster. Il est donc impossible d'augmenter le trafic Dieppe-Newhaven étant donné les dimensions relativement modestes du port proprement dit. D'où l'idée de cette prolongation de la digue ouest, celle qui peut avoir un effet d'atténuation de la houle.

Chaque caisson a une longueur et une largeur de 25 mètres et une hauteur de 16 mètres. Chacune des parois tournées vers l'extérieur de la prolongation de la digue est, comme nous l'avons dit plus haut, percée de grands trous ronds. Les parois faisant face au large comportent 9 rangées de 16 trous ; celles regardant vers le port, 8 rangées de 16 trous, soit 272 trous pour chaque caisson (1).

Ce n'est pas pour faire de jolis effets de lumière que ces trous ont été ménagés dans les parois de béton gris. Il s'agit d'un procédé d'amortissement de la houle imaginé par l'ingénieur Gérard Jarlan et utilisé, notamment, pour plusieurs des plates-formes de béton de la mer du Nord. Mais, en outre, la mise au point du procédé a nécessité de nombreux calculs aussi bien par des modèles mathématiques que par des expériences dans un bassin d'essai de la SOGREAH. Mais l'efficacité des trous peut facilement être comprise. La houle « déferle » sur la paroi à trous. L'énergie de celle-ci est en partie réfléchi par cette paroi et en partie « avalée » par les trous puis dissipée par les tourbillons qui se forment dans la chambre intérieure du caisson avant que l'eau qui est entrée par les trous ressorte par les mêmes trous.

En fait, chaque caisson n'est pas



Le nouvel avant-port de Dieppe

une grande boîte vide. Il est divisé en 8 compartiments par des cloisons internes : une cloison pleine dans le sens de la longueur, trois cloisons où s'ouvrent 21 grandes baies de 2 mètres sur 3 dans le sens de la largeur. Ce qui facilite et brise tout à la fois la circulation de l'eau et donc favorise la formation des tourbillons dissipateurs de l'énergie de la houle.

Chaque caisson est fait de 6 000 tonnes de béton et de 290 tonnes de ferraille. Les parois, faisant face au large sont épaisses de 90 centimètres et celles regardant vers le port 85 centimètres. Le fond (ou radier) est épais de 75 centimètres.

## Une plate-forme composite

La mise en place des neuf caissons nécessite d'importants travaux pour aménager, entre 5 ou 6 mètres et 8,50 mètres au-dessous du 0 des cotes marines (le 0 est le niveau de la marée la plus basse connue sur ce bout de côte), une sorte de plate-forme plane et résistante qui constituera le sous-sol de la nouvelle digue. Cette plate-forme est aménagée sur le fond de sable et de galets aplani par dragage et flanquée de deux fossés longitudinaux. Sur elle, on posera d'abord un tapis de tôle synthétique ou sont fixés des fascines de roseaux, puis deux couches de cailloux (les premiers de moins de 1 à 80 millimètres de diamètre, les seconds de 20 à 80 millimètres de diamètre) d'une épaisseur totale de 60 centimètres et dont le sommet, bien plat, sera situé à 3,75 mètres au-dessous du 0 des cotes marines.

Lorsque des prévisions météorologiques spécialement établies pour l'opération donneront la quasi-certitude de trois jours de temps calme, la société de remorquage des Abeilles amènera les caissons un par un en flottaison. Positionnés avec la plus grande précision pendant une marée haute, ils seront coulés à marée basse grâce à l'eau qu'y laisseront entrer quatre vannes. Inutile de dire que, pendant le remorquage entre Le Havre et Dieppe et pendant les opérations de mise en place, les rangées inférieures de trous seront bouchées par de solides obturateurs qui seront enlevés lorsque les caissons reposeront sur leur plate-forme support.

Pour assurer la stabilité de la nouvelle digue, on coulera dans les neuf caissons, après leur pose, 31 000 tonnes de béton de lest. Dans le même temps seront déversés au pied des caissons (dans les fossés) des ensembles de cailloux en blocs de 100 à 250 kilos puis de 3 à 5 tonnes (2), qui empêcheront les vagues d'affaiblir la base de l'ouvrage.

Entre deux caissons consécutifs sera laissé un espace de 0 à 10 centimètres dans le bas duquel seront déversés des sables et des graviers. Viendront enfin les travaux de finition : coulage d'une dalle de couverture percée de trous permettant à l'eau apportée par la houle d'entrer et surtout de sortir ; coulage enfin, sur chaque caisson, de trois parapets et d'un mur déflecteur qui feront de la nouvelle digue une promenade accessible aux amateurs de paysages marins.

Si tout se passe bien, et surtout si les conditions météorologiques sont favorables, la mise en place de la nouvelle digue par les sociétés Draflumar et Tinel devrait être faite en deux mois et achevée à la fin du mois d'octobre. Le coût de l'ouvrage était estimé en 1989 à 85 millions de francs ; participent à son financement plusieurs ministères, le département de la Seine-Maritime, la ville

et la chambre de commerce de Dieppe, etc. La maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère des transports et la maîtrise d'œuvre par la direction départementale de l'équipement.

YVONNE REBEYROL

(1) Le caisson du musoir, c'est-à-dire celui qui constituera la nouvelle extrémité de la digue, a 32 trous supplémentaires situés sur sa face qui est tournée vers le large ; à l'autre bout, le premier caisson en a 16 sur sa face qui regarde l'extrémité de l'ancienne digue ; hors ces extrémités, les caissons « normaux », ceux qui sont posés à la suite les uns des autres, ont des faces pleines sur leurs côtés qui font face au caisson suivant ou précédent. Au total, les 225 mètres de la nouvelle digue seront percés de 2 496 trous.

(2) Les enrochements de l'extrémité du musoir seront entièrement constitués de blocs de 3 à 5 tonnes.

## Thaïlande : le sida via la prostitution

Sur 55 millions d'habitants, la Thaïlande pourrait compter 6,7 millions de séropositifs dans une dizaine d'années. Comment lutter contre le fléau ?

BANGKOK

de notre correspondant

« L ne faut pas prendre ces projections à la légère. Elles sont le fruit d'études sérieuses », insiste Jean Barry, un Canadien professeur de psychologie à l'université Chulalongkorn, en nous recevant dans les locaux de la première « clinique anonyme » de tests du virus HIV. Aménagé par la Croix-Rouge thaïlandaise dans le centre de Bangkok, face au campus universitaire, cette clinique s'est ouverte début août sous la direction du docteur Praphan Phanpak, directeur du département d'immunologie de la célèbre université. Le test habituel, avec résultats dans un délai de trois jours, coûte 80 bahts, soit un peu moins de 20 F. Le test avec résultats dans les deux heures qui suivent coûte 200 bahts.

Le docteur Praphan explique : « Nous devons compter déjà entre deux cent mille et trois cent mille séropositifs. L'expérience montre que ce chiffre double tous les douze mois. On se retrouve avec 1,5 million de séropositifs en 1995 est tout à fait plausible. » Mais, poursuit-il, l'essentiel n'est pas de savoir s'il y a déjà deux cent mille ou cinq cent mille séropositifs en Thaïlande. L'essentiel est que toutes les couches de la société, toutes les catégories de gens sont menacées, hétérosexuels, femmes, homosexuels... Il n'y a plus de groupes spécifiques à risque. » Et d'ajouter : « La réponse est l'éducation. L'éducation, celle des victimes, ne s'est pas encore produite. Il y a encore des gens qui meurent du sida sans le savoir. »

## La fille du roi

Une fois par mois sont publiés les derniers chiffres connus, donc minimalistes, mais que la presse reprend désormais assez régulièrement. Une chaîne de télévision a récemment diffusé un entretien des *love hotels*, des maisons de passe — est devenu la préoccupation majeure de ceux qui tentent d'enrayer l'épidémie.

à deux ans, alertant ainsi pour la première fois le grand public, la fille du roi était intervenue, sur le petit écran, pour mettre en garde contre les dangers du sida. Depuis, la Thaïlande a commencé à sortir, mais bien tardivement, d'une dangereuse torpeur. « La prise de conscience s'effectue, notamment au niveau gouvernemental, mais c'est une autre chose de changer radicalement les habitudes », résume le docteur Praphan. Entre-temps, le virus s'est répandu de manière alarmante.

Les enquêtes les plus récentes en Thaïlande, dans certains districts du Nord, la région apparemment la plus touchée, sans doute en raison de la diffusion de la drogue, le taux de séropositivité chez les jeunes conscrits atteint parfois jusqu'à 17 % ou 18 %. Sur les 32 417 porteurs du virus officiellement recensés fin juillet, une bonne moitié sont des drogués. Les homosexuels ne représentent que 0,6 % du total. Fait nouveau, le groupe des hétérosexuels, hommes et femmes, forme 36 % du total. Le nombre connu des séropositifs infectés a progressé de la façon suivante : 3 en 1988, 36 en 1989, 216 en 1990 et 94 pendant les six premiers mois de 1991. Dans la seule province de Chiang-Mai, le nombre rapporté des porteurs avait augmenté de 70 % au 10 juillet par rapport à l'année dernière.

La drogue et le tourisme ont sans doute été, au départ, les principaux vecteurs du virus, mais ce stade est maintenant largement dépassé. La prostitution liée au tourisme occidental et japonais ne représente que 10 % d'un commerce auquel s'adonnent, selon les évaluations les plus sérieuses, environ un million de personnes, dont une centaine de milliers d'enfants. La clientèle étrangère est, en outre, généralement avertie des risques, très réels, qu'elle prend. Changer les habitudes fortement ancrées des Thaïlandais eux-mêmes — fréquentation régulière des maisons closes, des *love hotels*, des maisons de passe — est devenu la préoccupation majeure de ceux qui tentent d'enrayer l'épidémie.

## « Docteur Condom »

La Croix-Rouge thaïlandaise vient de publier un annuaire auprès de 2 801 personnes (1 126 hommes et 1 675 femmes ; 899 citadins et 1 902 ruraux) âgées de quinze à quarante-neuf ans. 17,2 % des hommes mariés ou en ménage (contre 2 % des femmes dans une situation identique) ont rapporté avoir des relations sexuelles avec d'autres partenaires. Sur ce pourcentage, 77,2 % « paient » ou « sont payés » ; 34,2 % ont eu plus de cinq partenaires dans les douze mois écoulés et 7,3 % plus de vingt partenaires. 33,1 % des hommes qui paient (ou reçoivent de l'argent) l'occasion de relations sexuelles disent ne pas utiliser de préservatifs (52,4 % ont déclaré avoir renoncé à leur usage). 18,3 % des hommes et 0,7 % des femmes ont déclaré ne pas avoir encore d'expérience sexuelle.

« Nous calculons que moins de la moitié des hommes ont recours aux préservatifs », estime le docteur Praphan. Pourtant, d'énormes efforts ont été entrepris pour distribuer et vanter l'utilité des préservatifs, y

compris dans les maisons closes et les bars. M. Mechai avait lui-même, il y a deux ans, mené campagne dans les bars, ce qui lui a valu le surnom de « Docteur Condom ».

Mais, dans un pays où la prostitution est pourtant illégale depuis plus de trente ans, la tradition de maisons closes est fermement établie, même dans les bords les plus reculés, où la passe coûte l'équivalent de 15 F à 25 F. Tout le monde ferme les yeux, y compris la police locale, parce qu'elle y trouve, sans doute, son compte. Le commerce du sexe est particulièrement répandu sur les frontières. Dans le Sud, fuyant les tabous de l'islam dans leur propre pays, les Malais vont passer leurs week-ends dans les *luna-parks* qui sont devenues Hat-Yai ou Song-Khia. Dans le Nord, aux abords du Triangle d'or, l'un des grands centres producteurs de drogue, notamment du côté birman de la frontière, il existe un important trafic de jeunes prostituées que la police thaïlandaise s'efforce, surtout récemment, de démanteler.

## Légaliser la prostitution ?

Une bonne partie des prostituées viennent des régions les plus déshéritées du Nord et du Nord-Est, qui n'ont pas encore bénéficié de la forte expansion économique du pays. Elles « descendent » donc sur la grande métropole de Bangkok (plus de huit millions d'habitants), où une minorité consistante d'entre elles échouent dans des bars, des massages-parloirs ou, même, des maisons closes. Certaines ont été vendues par leurs parents, mais c'est l'exception. La plupart envoient régulièrement de l'argent à leurs familles. Au bout de quelques années, elles regagnent leurs villages et fondent un foyer. Mais, ces derniers temps, quelques-unes reviennent malades et meurent d'une pneumonie ou d'une autre grave affection. Elles avouent rarement avoir le sida.

Que faire ? « Instruire, éduquer, apprendre aux gens les précautions qu'il faut prendre et pourquoi il faut le faire. Ici, c'est la seule attitude réaliste. Arrêter la prostitution ? Ce n'est pas réaliste. Le problème, c'est que les gens n'y croient pas encore, sauf dans les couches sociales les plus instruites. Ils n'entendent pas encore parler de mort mais seulement de séropositivité », estime le docteur Praphan, avant d'ajouter : « Les gens ont cru pendant longtemps que c'était une maladie d'étrangers. Ils commencent seulement à se rendre compte que ce n'est plus le cas. Il faut éduquer les prostituées : elles savent souvent, dans les bars et les salons de massage, qu'il faut utiliser les préservatifs. Mais elles n'ont pas remporté un client qui refuse d'en porter un. Et, pour beaucoup trop d'hommes encore, il n'y a pas de plaisir avec un préservatif. »

Pour le docteur Praphan, il faut également recourir à « une approche légale intégrée ». « D'abord, dit-il, le lobby touristique n'est plus un problème : il peut comprendre que son intérêt à long terme est de nous aider. Ensuite, il nous faut la collaboration de tous les services : santé, police, etc., ce qui a déjà été fait dans certaines provinces avec succès. En outre, on pourrait, par exemple, légaliser la prostitution. Prendre des mesures punitives n'est pas satisfaisant sur le plan démographique et ne sert à rien. La prostitution est interdite, et regardez ce qui se passe... » M. Mechai semble du même avis et s'est élevé avec énergie, début août, contre un projet de loi qui stipulerait que tout malade du sida devrait demeurer à la disposition des autorités à tout moment. « Une telle disposition, a-t-il commenté, viole les droits individuels et ressemble à l'une des lois hitlériennes. »

Enfin, les organismes en charge de la lutte contre le sida demandent davantage de moyens et, surtout, un minimum de gaspillage. « À quoi cela sert-il qu'une prostituée puisse produire devant son client un certificat comme quoi elle n'était toujours pas contaminée l'avant-veille ? » demande le docteur Praphan quand on lui rapporte les affirmations de patrons de bar selon lesquelles « toutes leurs filles, régulièrement contrôlées, sont propres ». Une jeune prostituée, séropositive et jeune mère, a sa propre réponse à la question : « Comme je sais que je suis contaminée, non seulement je continue, mais je prends autant de clients que je peux afin de mettre de l'argent de côté pour l'éducation de mon enfant. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc MONDPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-72-72, Société Générale de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

## Le Monde

TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Commission paritaire des journaux et publications au 57 437  
ISSN : 0395-2077  
Imprimé en France  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-25-33

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Echoué

Le premier des neuf caissons destinés au prolongement de la digue ouest du port de Dieppe est échoué en bordure de plage depuis le 11 août. Il est devenu une curiosité pour les touristes. Alors que le caisson était remorqué par une « abeille » de haute mer depuis le port du Havre, où il a été construit par la société CITRA, le dispositif d'ancrage s'est brisé par un vent de force 8 à 10 nœuds. Le bloc de béton alvéolé s'est mis alors à dériver. Les responsables du chantier maritime ont ainsi préféré l'échouer. Ils attendent maintenant les marées de « morte eau », prévues fin août, pour effectuer sa mise en place.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



# CULTURE

## CINÉMA

### La précision du cœur

Avec une splendide économie de moyens  
Satyajit Ray révèle la faillite d'une génération

LES BRANCHES DE L'ARBRE  
de Satyajit Ray

L'arbre est un banian, l'emblème des brahmanes. Son nom est Ananda, vieillard riche en fortune et en respect de ses concitoyens. Il a quatre branches, quatre fils : l'aîné est un patron prospère et bonhomme, le second est devenu « idiot » depuis un accident, le troisième est un affreux play-boy, le quatrième a quitté son emploi respectable pour se faire comédien. L'arbre a aussi ses racines, un grand-père gâteux, fantôme sauvage dans la grande maison si polie. Le jour de ses soixante-dix ans, Ananda est victime d'une attaque cardiaque. Toute sa famille accourt à son chevet.

Les Branches de l'arbre est l'histoire de cette veillée. Un quasi-huis clos en famille, qui est également une métaphore sociale, et une fable morale. Metteur en scène, Satyajit Ray est aussi, comme pour tous ses films, l'auteur de la musique, et c'est en fait la même chose. Il y a beaucoup de la science du compositeur dans la façon dont il filme en plans longs — qui ne sont pas des plans-séquences — organisant les masses et les rites suivant une ligne narrative et la brisant, laissant affleurer un trouble, un mystère parfois, dans la plus quotidienne des situations.

Le cinéaste bengali a le même âge que son personnage central et, ce n'est pas un secret, il n'est pas en meilleure santé. Le dispositif apparemment simple du film — quelques personnages dans un intérieur — est aussi le fruit des limites physiques de son auteur. Il en allait déjà ainsi, mais avec un moindre résultat, dans son précédent film, *Ganashastri*.

Les membres d'une famille discutent entre salon et cuisine, voilà qui fleurit le *Sinéma*, et le format en 1/33 du film (celui des écrans télé) ne fait qu'augmenter le risque d'un tel voisinage. Rigueur balayée avec une aisance magistrale, celle d'un virtuose du langage cinématographique. Sur l'écran de Ray tout bouge et respire, tout est nuancé et profond.

La position et l'évolution (physiques mais aussi morales et intellectuelles) des personnages, la position et les déplacements de la caméra paraissent réglés comme une chorégraphie, en cercles

concentriques. Au centre, immobile sur son lit (très peu montré mais omniprésent dans les esprits et les conversations), se trouve le père malade, incarnation de principes moraux. Autour sont les quatre frères, chacun bougeant sur son rythme propre. En retrait et pourtant essentiel, le chœur est composé par les épouses du premier et du troisième frère, et par le fils de l'aîné, tandis que le grand-père sénile joue les éléments perturbateurs dans cette mise en place si parfaite.

Sans la délicatesse et la complexité des comédiens, tous irréprochables, cette construction pourrait devenir schématisée. Mais l'incarnation par Soumitra Chatterjee (dont c'est le quatorzième rôle chez Satyajit Ray) du frère frappé d'imbécillité est en elle-même une splendeur. Tour à tour prostré ou vociférant, chantonnant le *Concerto pour violon* de Beethoven ou énonçant des prophéties trop véridiques, il exhale une douceur et une violence bouleversantes.

#### Soubresauts des révélations

Coincidence — mais en est-ce vraiment une ? — quelques mois seulement séparent la sortie des Branches de l'arbre de celle d'un autre très beau film d'un grand cinéaste de la même génération, *Rhapsodie en août*, d'Akira Kurosawa. Si les moyens narratifs diffèrent, le sujet est semblable dans ces deux œuvres, qui pourraient être le testament de leur auteur respectif. Deux « grands-pères » du cinéma moderne constatent la même faillite morale des adultes, leurs propres enfants.

Mais alors que Kurosawa se concentrait sur les grands-parents et les petits-enfants, Ray s'attache à la génération intermédiaire, laisse se dévoiler les tribulations de l'idéal moral incarné par leur père, jusqu'à l'échec.

Tel l'électrocardiogramme installé près du lit du malade, le père aîné, le cadet « fou » et l'enfant enregistrent les soubresauts de ces révélations. Souvent et modérément, la caméra de Satyajit Ray à son tour semble instrument de précision, détectant ces sismes d'un petit groupe qui sont aussi ceux d'une époque, et c'est d'une très poignante beauté.

JEAN-MICHEL FRODON

Sortie nationale le 21 août.

## ARTS

### Morale et dégénérescence

Chicago présente l'exposition nazie de Munich (1937)

sur « l'art dégénéré » au moment où la censure provoque des polémiques aux États-Unis

#### CHICAGO

##### correspondance

« Nous sommes actuellement dans une exposition qui contient seulement une fraction de ce qui a été acheté avec les économies durement gagnées du peuple allemand et présentée comme art par un grand nombre de musées à travers toute l'Allemagne. Tout autour de vous, vous voyez les monstrueuses progénitures de l'aliénation mentale, de l'impudence, de l'ineptie et de l'absolue dégénérescence. » Du haut de leurs murs, des œuvres de Kandinsky, Klee, Chagall, Ernst, Kokoschka, Nolde, Beckmann, contemplant Adolphe Ziegler, président de la commission des arts visuels du III<sup>e</sup> Reich, qui inaugura l'exposition « Entartete Kunst » — art dégénéré ou décadent — à Munich, le 19 juillet 1937.

Le nazisme est en pleine ascension. En même temps qu'il s'attache à éliminer certaines catégories d'hommes, le national-socialisme a dans son collimateur les formes d'expression artistique qu'il considère comme indignes d'exister. Pour Hitler, l'art avait d'abord sa solution finale.

Au hi-parade de la dégénérescence : les expressionnistes, les futuristes, Dada, les constructivistes et la Nouvelle Objectivité. 650 pièces représentant ces divers courants et venant de 32 musées seront rassemblées en un désordre chaotique méticuleusement orchestré dans neuf salles de l'Institut d'archéologie de Munich (avant la fin de l'année 1937, 16 000 œuvres seront retirées des musées allemands).

Une exposition est aujourd'hui présentée sous le même titre par l'Art Institute de Chicago. Ce n'est pas une tentative de reconstruction de la manifestation originale. L'entreprise n'était pas réalisable : plus de la moitié des tableaux ou des sculptures ont été détruites ou perdus. L'opération relève plus de la réhabilitation collective d'œuvres considérées par Emil Nolde comme défectueuses.

Mais avant de les voir, le public est invité à découvrir l'étendue, la puissance d'une censure qui toucha tous les créateurs, qu'ils soient cinéastes, écrivains, poètes ou compositeurs (il y a eu un « Entartete Musik », en 1938). Films mutilés, livres brûlés, musiques interdites sont donc présentés aux visiteurs.

Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des rouages et des



Détail du mur Dada

conséquences de la propagande hitlérienne que l'on découvre l'art « entarté ». Si l'ordre des salles et les regroupements thématiques ont été respectés dans la mesure du possible, les œuvres sont exposées dans un cadre neutre, avec une bonne lumière, la signification de chacune d'elles n'est ni détournée, ni modifiée artificiellement.

Ici le foisonnement de couleurs — symptôme pour les nazis de la décomposition des esprits — apparaît comme la manifestation d'une créativité renouvelée. En fait de « dégénérescence », jamais l'invention ne fut plus débordante, plus riche, que pendant cette brève période. Et la plupart des artistes qui figurent ici sont aujourd'hui

considérés comme des précurseurs, voire des classiques. Mais on mesure, à parcourir ces salles, à quel point est incertaine la façon dont l'art est perçu, ressenti. En observant la maquette de l'exposition de Munich qui s'étend sur plusieurs mètres de long, on est frappé par la puissance d'une mise en scène habile et, par voie de conséquence, de la fragilité des œuvres, de la facilité avec laquelle elles peuvent être détournées.

Le public, largement conditionné, découvre alors des tableaux agités, les uns à côté des autres, superposés sur plusieurs niveaux, parfois placés très haut — voire au-dessus des portes — ou à quelques centimètres du sol — souvent sans

leur cadre et toujours mal éclairés. Titres erronés et attributions incorrectes (notamment à des artistes juifs, fort peu représentés) étaient également de mise.

Le « mur dada », ou du moins ce qui fut présenté comme tel, est ainsi droit à une attention toute particulière. Sur toute sa superficie fut reproduite de manière très simplifiée, le tableau de Kandinsky la Tache noire. L'ajonction « Prenez le dada au sérieux, ça ne vaut pas la peine », tirée de l'affiche de la première exposition du mouvement, courait en haut du mur. Sur la reproduction du tableau de Kandinsky étaient fixées trois œuvres de Kurt Schwitters et de Paul Klee, deux pages de couverture de la revue *Der Dada* ainsi que des citations concernant Schwitters.

#### « Nature vue par un esprit malade »

Qu'importe si Kandinsky et Klee n'avaient eu que fort peu de relations avec le mouvement dada. Une maquette complétée par de larges inscriptions : « Payé par les taxes des travailleurs allemands », « Nature vue par un esprit malade », « Fureur devient méthode », « Fiermi allemand, vue juive ». Entre deux séries de tableaux, et en guise de fil conducteur, les « verdicts » d'Hitler ou de Goebbels étaient offerts aux visiteurs.

L'exposition vient à point nommé pour le public américain. Plusieurs controverses et procès pour obscénité ont, ces derniers mois, fait la une de l'actualité muséale et mobilisé l'opinion publique. Après la rétrospective de Robert Mapplethorpe à Cincinnati écourtée, l'exposition consacrée à la Conquête de l'Ouest vue par la peinture américaine provoque une vive polémique entre un sénateur républicain et la direction du National Museum of American Art de Washington.

Une seconde affaire a éclaté dans le même établissement. La directrice du musée a demandé que soit retirée de l'exposition consacrée au photographe Edward Maysbridge une œuvre de Sol LeWitt, sous prétexte qu'elle ressemblait à la flamme d'une image dégradante. L'œuvre incriminée consistait en une boîte noire munie de fentes au travers desquelles le spectateur peut voir avancer un nu féminin.

PIERRE-YVES GRAVIER

Art Institute de Chicago, jusqu'au 8 septembre.

## Palmarès du Festival de Locarno

Le jury du 44<sup>e</sup> Festival international du film de Locarno, qui s'est tenu du 7 au 17 août, a décerné le Léopard d'or, doté de 30 000 francs suisses (120 000 francs français), au film américain *Johnny Suede*, de Tom DiCillo — la vie d'un quartier pauvre de New-York — et le Léopard d'argent de 15 000 francs suisses (60 000 francs français) à *Obiko-Rai* (Nusse-Paradis), du réalisateur soviétique Nikolai Dostal, également récompensé par le jury œcuménique. Le troisième prix, un Léopard de bronze — 3 000 francs suisses (12 000 francs français) — a été remis au réalisateur canadien Darrell Wasik pour son film *Il* (comme héroïne), qui a également obtenu le Premier Prix du jury des jeunes. D'autres Léopards de bronze ont été attribués à *Chet*, de Rachid Bouchareb, et au *Collier perdu de la colombe*, du Tunisien Nacer Kemir. La production suisse *Anna Goldschmidt* de Gertrud Pinkus, a obtenu une mention du jury œcuménique. Le jury international de la presse spécialisée a, pour sa part, attribué son Premier Prix à la seconde production américaine présentée à Locarno, *Poison*, de Todd Haynes.

Un prix suisse pour le cinéma. — Un prix du cinéma doté de 260 000 francs suisses (environ 1 million de francs français) doit être décerné à partir de 1992 par l'Office fédéral de la culture suisse, en marge du Festival international de Locarno. Plusieurs prix seront attribués, au siège de la Cinéma-thèque de Lausanne, à un long métrage, à un film d'animation et à des personnalités du cinéma helvétique.

Un écran géant pour courts-métrages. — Une sélection de courts-métrages signés d'auteurs prestigieux sera projetée gratuitement, mardi 20 août à partir de 22 heures, sur un écran géant installé à Paris en face de l'église Saint-Eustache. Cette « Nuit du court-métrage » est organisée par Europe 2.

## THÉÂTRE

### La saison 1991-1992

#### Théâtre de la Ville

C'est la danse qui ouvre la saison au Théâtre de la Ville, avec pour le Festival d'Automne, du 10 au 21 septembre, *Merce Cunningham*, du 24 au 28, Lucinda Childs. Puis du 1<sup>er</sup> au 5 octobre, Mathilde Monnier (*Face Nord*), du 8 au 12, Michèle Anne de Mey (*Châli*), du 15 au 16, Jan Fabre (*Sweet Temptations*), les 18 et 19, Catherine Dierckx (*Arbore des éléments*, dans une nouvelle version), les 22 et 26, Odile Duboc (*Contre jour*). Du 3 au 7 décembre, Dominique Bonnet (*So schnell*), du 10 au 14, Thelma Brown (*Ferry Fort, Set and Reset*, et une création). Du 12 au 14, à 18 heures, Carolyn Carlson (*New*). Les 17 et 18, Anne Teresa de Keersmaeker (*Achterland*), les 20 et 21, Angelin Preljocaj (*Nice et Un trait d'union*), du 26 au 31, le Lyon Opéra Ballet (*Romeo et Juliette*). Un autre *Romeo et Juliette*, celui de Jean-Claude Gallois, du 7 au 25 janvier. Du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février, Wim Vandekeybus (*Toujours les mêmes mensonges*). Les 30 et 31 janvier, à 18 heures, une *Carmen* par Karine Saporta, qui reviendra du 19 au 26 mai, avec la *Princesse de Milos*. Du 3 au 7 mars, Claude Brumachon (*Le Palais des vents*), du 17 au 19 mars, à 18 heures, Jean Gaudin (*Les Autruches*). Du 6 au 10 mai, Nikolai et Murray Louis. Du 12 au 16 mai, Jan Lauwers (*Invictus*), du 2 au 13 juin, *Mais Et* avec deux programmes. Du 16 au 20 juin, François Verret (*Association 1b*). Enfin, du 23 juin au 4 juillet, Pina Bausch.

Entre-temps, le Théâtre de la Ville, en coproduction avec la Maison des cultures du monde, aura présenté du 1<sup>er</sup> au 13 octobre, au Cirque d'hiver, les marionnettes sur scène du Vietnam et accueilli place du Châtelet, du 6 au 13 novembre, le *Haut-de-forme*, d'Eduardo de Filippo, par Jacques Nichet. En coproduction avec le TNF, du 5 au

29 février, *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès, par Bruno Boiglin. Du 25 mars au 17 avril, *Andromaque* de Racine, par Marc Zannini. Et du 20 mai au 7 juillet, *Un Roi, de Jarry*, par Topor.

D'autre part, Laurent Pelly présentera dans la Galerie du foyer, du 4 au 31 décembre, *Un cœur sous une soutane*, d'après Rimbaud. La tradition des après-concerts continue — à 19 h 30, les jours de représentation dans la salle Jean-Vilar, où l'Orchestre national de Bordeaux-Musique donnera plusieurs concerts.

► Renseignements et abonnements : Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.

#### Théâtre national de Chaillot

Pour ouvrir la saison 1991/1992 à Chaillot, Jérôme Savary met en scène une comédie musicale, *Marilyn de Montreuil*, du 12 octobre au 11 janvier, et pendant ce temps coproduit et présente au Théâtre de Gennevilliers, du 19 novembre au 22 décembre, *Peines d'amour perdues* par Andrzej Seweryn, et du 4 octobre au 22 mars, *Opéra équestre*, le nouveau spectacle de Bartabas, au Fort d'Aubervilliers. Pendant que *Marilyn de Montreuil* s'en va à Marseille, Chaillot reçoit, du 30 janvier au 21 mars, l'un des meilleurs spectacles de Marcel Proust, Pierre Arditi, *Maître Puntila et son valet Matti*, de Brecht. Puis Jérôme Savary reprend avec des acteurs français sa mise en scène italienne de *La Nuit des rois* de Shakespeare.

La salle Gémier reçoit du 25 septembre au 2 novembre *Moriturus*, « music-hall tragique » de et par Geneviève de Kermabon. Du 20 novembre au 31 décembre, *Y a pas que les chiens qui saluent*, avec Marie Trintignant et François Cluzet. Du 10 janvier au 22 février, *Carton plein*, de Serge Vaillet, par Gabriel Monnet. Du 11 janvier au

22 février, *Le Baron perché* d'après Italo Calvino, par Daniel Soutier. Du 18 mars au 25 avril, *Andromaque* de Racine, par Marc Zannini. Et du 20 mai au 7 juillet, *Un Roi, de Jarry*, par Topor.

D'autre part, Laurent Pelly présentera dans la Galerie du foyer, du 4 au 31 décembre, *Un cœur sous une soutane*, d'après Rimbaud. La tradition des après-concerts continue — à 19 h 30, les jours de représentation dans la salle Jean-Vilar, où l'Orchestre national de Bordeaux-Musique donnera plusieurs concerts.

► Renseignements et abonnements : Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.

#### Théâtre des Amandiers à Nanterre

Jean-Pierre Vincent offre une « saison Musset », avec *Fanfan* et les *Caprices de Marianne* du 15 octobre au 20 décembre dans la grande salle, où, du 7 janvier au 2 février, Alain Françon présente sa conception de *Briannich* avec Nada Strancar et Laurent Grevill. Puis du 17 mars au 17 avril, ce sera *Un homme pressé*, de Bernard Chartreux, d'après le *Livre de Job*, dans une mise en scène de Jean-Pierre Vincent, et enfin, du 12 au 24 mai, *Le Petit Boiz*, d'Eugène Ionesco. Dans la salle polyvalente, on pourra voir *l'Empire*, de Michel Deutsch, et, du 1<sup>er</sup> au 14 juin, en coproduction avec le Théâtre de Lyon, dans la mise en scène de Michèle Foucher. Du 21 janvier au 16 février, *John et Mary*, de et par Pascal Rambert. Du 24 mars au 14 juin, *Rumour à Wall Street*, d'après *Barbed*, de Melville, adaptation de Bernard Chatellier, mise en scène de Bérangère Bonvoisin. Puis *H*, spectacle musical de Georges Aperghis, du 19 mai au 14 juin.

► Renseignements : Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 95022 Nanterre.

## MUSIQUES

### Peter Stein et Pierre Boulez au prochain Festival de Salzbourg

L'été prochain marquera une ère nouvelle pour le Festival de Salzbourg, avec l'arrivée à la direction artistique de Gérard Mortier (remplacé à la tête de la Monnaie de Bruxelles par Bernard Foccroude). Ce changement de cap se signalera par le retour de Pierre Boulez, principal compositeur invité du Festival autrichien pour 1992 (six concerts de musique française, dont *Répons*, avec l'Ensemble Intercontemporain) et par l'arrivée d'un directeur du théâtre en la personne de Peter Stein. Le dramaturge allemand ouvrira les festivités le 26 juillet avec une nouvelle mise en scène de *Jules César* de Shakespeare. *Le Noce*, du Polonais Stanislaw Wyspianski, donnée pour la première fois en langue allemande, a été confiée à Andrej Waljda.

Vrai festival, côté opéras, à partir du 27 juillet, avec six nouvelles productions : une *Cléopâtre* de Titus de Mozart (*Herrmann/Muti*), une *Femme sans ombre* (Gottfried Schick) et une *Salomé* de Richard Strauss (Bondy/Dohnanyi). De la maison des morts de Janacek (*Grüber/Abbado*) et, en coproduction avec l'Opéra Bastille, la reprise du *Saint François d'Assise* de Messiaen dans une mise en scène de Peter Sellars, direction Esa-Pekka Salonen à la tête de l'Orchestre de Los Angeles (également coproducteur). Pour les autres spectacles, la fosse sera occupée par le Philharmonique de Vienne, sauf pour une *Finta Giardiniera* de Mozart qu'exécutera l'Orchestre du Mozarteum sous la direction de Sylvain Cambreling. Les *Noches de Figaro*, dans la mise en scène de Michael Happe, direction Hai-

link, compléteront le programme lyrique mozartien. On dénombre, dans les distributions, pas moins de trente-trois chanteurs invités qui n'avaient jamais mis les pieds à Salzbourg, dont deux dans le *Tancrède* de Rossini, dirigé en version de concert par Pinchas Steinberg.

Avant d'être chefs prestigieux et de grands orchestres pour une longue série de concerts symphoniques : Dohnanyi et Cleveland, Bartle et Birmingham, Boulez ou Salonen avec Los Angeles, Muti, Soli, Abbado, Haitink avec Vienne, Temirkanov et Jansons avec Leningrad, Abbado encore, avec la Philharmonie de Berlin, et toujours Boulez, pour un ultime concert le 30 août avec la Philharmonie de Vienne. Sans oublier les traditionnels récitals de lieder, les concerts de musique sacrée, de musique chambre, les sérénades et les matinées au Mozarteum...

Le prix des abonnements (six spectacles pénchant opéras et concert) varie entre 7750 F et 1800 F selon les catégories, entre 2200 et 500 pour la série « classiques du vingtième siècle ». L'achat d'un abonnement pour 1992 donne un certain nombre de privilèges, dont le possiblité d'être servi en priorité pour les abonnements de 1993. La date limite de commande des abonnements est fixée au 2 décembre 1991, celle des billets en vente libre au 7 janvier 1992. Toutes les réservations doivent être effectuées par écrit à l'adresse suivante : Kartenbüro der Salzburger Festspiele, A-5010 Salzburg, Postfach 140. Télécopie : 662/84-66-82, télex : 662/83-38-80.

A. R.



## SPECTACLES

Programmes du mercredi 21 au mardi 27 août

## CINÉMAS

## LA CINÉMATIQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

Aspects du cinéma français : années soixante : *Virgile* (1962), de Jean Boyer, 16 h ; *Rock and Movie* : *Monterrey Pop* (1969), v.o., de D.A. Pennebaker, 19 h ; *Jubilee* (1978, v.o. s.t.f.), de Derek Jarman, 21 h.

## PALAIS DE TOKYO

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : *La Machine* (1977), de Paul Vecchiali, 18 h ; *Hypothèse du tableau volé* (1978), de *Ruth Ruiz*, 20 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Germain, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris la nuit : *Détournements* : Musée Grévin (1958) de Jacques Dany, la Nuit fantastique (1941) de Marcel L'Herbier, 14 h 30 ; *Nuits noires* : les Cambrilages (1988) d'Henri de Turenne, Jules (1983) de Georges Franju, 16 h 30 ; *Nuits blanches* (v.o.) : *Actualités mondiales* (1940), le Dernier Métro (1980) de François Truffaut, 18 h 30 ; *Nuits noires* : *Cock Robin chante El Norte* (1987) de Peter Sinclair, *Neige* (1981) de Juliet Berto et Jean-Henri Roger, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

**A FLEUR DE PEAU** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; **L'AFFAIRE WALLRAFF** (A., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **AKIRA** (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; **ALICE** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (45-64-42-34) ; UGC Normandie, 6 (48-53-16-16) ; **AN ANGEL AT MY TABLE** (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; **L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **L'APPROPRIÉ FIANÇÉ** (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; **AUX YEUX DU MONDE** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; **LA BANDE À PISOU** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; **BASHU, LE PETIT ÉTRANGER** (Jap., v.o.) : Utopia, 6 (45-64-42-34) ; **BOOM BOOM** (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; **LA CHANTEUSE ET LE MILLIONAIRE** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-33-42-26) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (43-20-12-06) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **CHEB** (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; **CHÉRIE, J'AI RETRÉCÉ LES GOSSES** (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; **CHEROKEE** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; **CHIENNE DE VIE** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-08-12-16) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-07-55-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ;

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; **LES DOORS** (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; **LE DOSSIER RACHEL** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; **DOUBLE IMPACT** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-63-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98) ; **LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE** (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-45-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; **L'EAU ET LES HOMMES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE FER ET LA SOIE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ; **LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; **LE JOUR DES ROIS** (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JUNGLE FEVER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) ; Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitrot, 17 (40-60-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

**LA FRACTURE DU MYOCARDE** (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; **LES FRÈRES KRAYS** (Fr.) : v.o.) : UGC Biarritz, 12 (45-82-20-40) ; **GHOST** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; **GREEN CARD** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; **HENRY V** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **L'HISTOIRE SANS FIN II** (A., v.f.) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (42-33-42-26) ; 56-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (46-36-10-98) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **J'AI ENGAGÉ UN TUEUR** (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; **JACQUOT DE NANTES** (Fr.) : La Géode, 19 (40-05









## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 20 AOUT

Cours relevés à 13 h 47

VALUES						Règlement mensuel						VALUES						VALUES					
Compas	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%
3691	CLAE 3%	3690	3699	3699	+ 0.23	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>167</td><td>Encomex</td><td>162</td><td>155</td><td>153</td><td>+ 0.82</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>167</td> <td>Encomex</td> <td>162</td> <td>155</td> <td>153</td> <td>+ 0.82</td>	Premier	Dernier	%	167	Encomex	162	155	153	+ 0.82
3692	CLAE 7.7	3691	3691	3691	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>355</td><td>Encomex</td><td>355</td><td>357</td><td>356</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>355</td> <td>Encomex</td> <td>355</td> <td>357</td> <td>356</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	355	Encomex	355	357	356	+ 0.28
3693	CLAE 10	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>356</td><td>Encomex</td><td>356</td><td>357</td><td>356</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>356</td> <td>Encomex</td> <td>356</td> <td>357</td> <td>356</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	356	Encomex	356	357	356	+ 0.28
3694	CLAE 12.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>357</td><td>Encomex</td><td>357</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>357</td> <td>Encomex</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	357	Encomex	357	357	357	+ 0.28
3695	CLAE 15	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>358</td><td>Encomex</td><td>358</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>358</td> <td>Encomex</td> <td>358</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	358	Encomex	358	357	357	+ 0.28
3696	CLAE 17.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>359</td><td>Encomex</td><td>359</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>359</td> <td>Encomex</td> <td>359</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	359	Encomex	359	357	357	+ 0.28
3697	CLAE 20	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>360</td><td>Encomex</td><td>360</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>360</td> <td>Encomex</td> <td>360</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	360	Encomex	360	357	357	+ 0.28
3698	CLAE 22.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>361</td><td>Encomex</td><td>361</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>361</td> <td>Encomex</td> <td>361</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	361	Encomex	361	357	357	+ 0.28
3699	CLAE 25	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>362</td><td>Encomex</td><td>362</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>362</td> <td>Encomex</td> <td>362</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	362	Encomex	362	357	357	+ 0.28
3700	CLAE 27.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>363</td><td>Encomex</td><td>363</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>363</td> <td>Encomex</td> <td>363</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	363	Encomex	363	357	357	+ 0.28
3701	CLAE 30	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>364</td><td>Encomex</td><td>364</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>364</td> <td>Encomex</td> <td>364</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	364	Encomex	364	357	357	+ 0.28
3702	CLAE 32.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>365</td><td>Encomex</td><td>365</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>365</td> <td>Encomex</td> <td>365</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	365	Encomex	365	357	357	+ 0.28
3703	CLAE 35	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>366</td><td>Encomex</td><td>366</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>366</td> <td>Encomex</td> <td>366</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	366	Encomex	366	357	357	+ 0.28
3704	CLAE 37.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>367</td><td>Encomex</td><td>367</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>367</td> <td>Encomex</td> <td>367</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	367	Encomex	367	357	357	+ 0.28
3705	CLAE 40	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>368</td><td>Encomex</td><td>368</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>368</td> <td>Encomex</td> <td>368</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	368	Encomex	368	357	357	+ 0.28
3706	CLAE 42.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>369</td><td>Encomex</td><td>369</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>369</td> <td>Encomex</td> <td>369</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	369	Encomex	369	357	357	+ 0.28
3707	CLAE 45	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>370</td><td>Encomex</td><td>370</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>370</td> <td>Encomex</td> <td>370</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	370	Encomex	370	357	357	+ 0.28
3708	CLAE 47.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>371</td><td>Encomex</td><td>371</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>371</td> <td>Encomex</td> <td>371</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	371	Encomex	371	357	357	+ 0.28
3709	CLAE 50	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>372</td><td>Encomex</td><td>372</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>372</td> <td>Encomex</td> <td>372</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	372	Encomex	372	357	357	+ 0.28
3710	CLAE 52.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>373</td><td>Encomex</td><td>373</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>373</td> <td>Encomex</td> <td>373</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	373	Encomex	373	357	357	+ 0.28
3711	CLAE 55	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>374</td><td>Encomex</td><td>374</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>374</td> <td>Encomex</td> <td>374</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	374	Encomex	374	357	357	+ 0.28
3712	CLAE 57.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>375</td><td>Encomex</td><td>375</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>375</td> <td>Encomex</td> <td>375</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	375	Encomex	375	357	357	+ 0.28
3713	CLAE 60	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>376</td><td>Encomex</td><td>376</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>376</td> <td>Encomex</td> <td>376</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	376	Encomex	376	357	357	+ 0.28
3714	CLAE 62.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>377</td><td>Encomex</td><td>377</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>377</td> <td>Encomex</td> <td>377</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	377	Encomex	377	357	357	+ 0.28
3715	CLAE 65	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>378</td><td>Encomex</td><td>378</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>378</td> <td>Encomex</td> <td>378</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	378	Encomex	378	357	357	+ 0.28
3716	CLAE 67.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>379</td><td>Encomex</td><td>379</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>379</td> <td>Encomex</td> <td>379</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	379	Encomex	379	357	357	+ 0.28
3717	CLAE 70	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>380</td><td>Encomex</td><td>380</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>380</td> <td>Encomex</td> <td>380</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	380	Encomex	380	357	357	+ 0.28
3718	CLAE 72.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>381</td><td>Encomex</td><td>381</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>381</td> <td>Encomex</td> <td>381</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	381	Encomex	381	357	357	+ 0.28
3719	CLAE 75	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>382</td><td>Encomex</td><td>382</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>382</td> <td>Encomex</td> <td>382</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	382	Encomex	382	357	357	+ 0.28
3720	CLAE 77.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>383</td><td>Encomex</td><td>383</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>383</td> <td>Encomex</td> <td>383</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	383	Encomex	383	357	357	+ 0.28
3721	CLAE 80	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>384</td><td>Encomex</td><td>384</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>384</td> <td>Encomex</td> <td>384</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	384	Encomex	384	357	357	+ 0.28
3722	CLAE 82.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>385</td><td>Encomex</td><td>385</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>385</td> <td>Encomex</td> <td>385</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	385	Encomex	385	357	357	+ 0.28
3723	CLAE 85	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>386</td><td>Encomex</td><td>386</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>386</td> <td>Encomex</td> <td>386</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	386	Encomex	386	357	357	+ 0.28
3724	CLAE 87.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>387</td><td>Encomex</td><td>387</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>387</td> <td>Encomex</td> <td>387</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	387	Encomex	387	357	357	+ 0.28
3725	CLAE 90	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>388</td><td>Encomex</td><td>388</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>388</td> <td>Encomex</td> <td>388</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	388	Encomex	388	357	357	+ 0.28
3726	CLAE 92.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>389</td><td>Encomex</td><td>389</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>389</td> <td>Encomex</td> <td>389</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	389	Encomex	389	357	357	+ 0.28
3727	CLAE 95	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>390</td><td>Encomex</td><td>390</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>390</td> <td>Encomex</td> <td>390</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	390	Encomex	390	357	357	+ 0.28
3728	CLAE 97.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>391</td><td>Encomex</td><td>391</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>391</td> <td>Encomex</td> <td>391</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	391	Encomex	391	357	357	+ 0.28
3729	CLAE 100	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>392</td><td>Encomex</td><td>392</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>392</td> <td>Encomex</td> <td>392</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	392	Encomex	392	357	357	+ 0.28
3730	CLAE 102.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>393</td><td>Encomex</td><td>393</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>393</td> <td>Encomex</td> <td>393</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	393	Encomex	393	357	357	+ 0.28
3731	CLAE 105	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>394</td><td>Encomex</td><td>394</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>394</td> <td>Encomex</td> <td>394</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	394	Encomex	394	357	357	+ 0.28
3732	CLAE 107.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>395</td><td>Encomex</td><td>395</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>395</td> <td>Encomex</td> <td>395</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	395	Encomex	395	357	357	+ 0.28
3733	CLAE 110	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>396</td><td>Encomex</td><td>396</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>396</td> <td>Encomex</td> <td>396</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	396	Encomex	396	357	357	+ 0.28
3734	CLAE 112.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>397</td><td>Encomex</td><td>397</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>397</td> <td>Encomex</td> <td>397</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	397	Encomex	397	357	357	+ 0.28
3735	CLAE 115	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>398</td><td>Encomex</td><td>398</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>398</td> <td>Encomex</td> <td>398</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	398	Encomex	398	357	357	+ 0.28
3736	CLAE 117.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>399</td><td>Encomex</td><td>399</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>399</td> <td>Encomex</td> <td>399</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	399	Encomex	399	357	357	+ 0.28
3737	CLAE 120	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>400</td><td>Encomex</td><td>400</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>400</td> <td>Encomex</td> <td>400</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	400	Encomex	400	357	357	+ 0.28
3738	CLAE 122.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>401</td><td>Encomex</td><td>401</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>401</td> <td>Encomex</td> <td>401</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	401	Encomex	401	357	357	+ 0.28
3739	CLAE 125	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>402</td><td>Encomex</td><td>402</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>402</td> <td>Encomex</td> <td>402</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	402	Encomex	402	357	357	+ 0.28
3740	CLAE 127.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>403</td><td>Encomex</td><td>403</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>403</td> <td>Encomex</td> <td>403</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	403	Encomex	403	357	357	+ 0.28
3741	CLAE 130	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>404</td><td>Encomex</td><td>404</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>404</td> <td>Encomex</td> <td>404</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	404	Encomex	404	357	357	+ 0.28
3742	CLAE 132.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>405</td><td>Encomex</td><td>405</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>405</td> <td>Encomex</td> <td>405</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	405	Encomex	405	357	357	+ 0.28
3743	CLAE 135	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>406</td><td>Encomex</td><td>406</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>406</td> <td>Encomex</td> <td>406</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	406	Encomex	406	357	357	+ 0.28
3744	CLAE 137.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>407</td><td>Encomex</td><td>407</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>407</td> <td>Encomex</td> <td>407</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	407	Encomex	407	357	357	+ 0.28
3745	CLAE 140	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>408</td><td>Encomex</td><td>408</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>408</td> <td>Encomex</td> <td>408</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	408	Encomex	408	357	357	+ 0.28
3746	CLAE 142.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>409</td><td>Encomex</td><td>409</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>409</td> <td>Encomex</td> <td>409</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	409	Encomex	409	357	357	+ 0.28
3747	CLAE 145	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>410</td><td>Encomex</td><td>410</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>410</td> <td>Encomex</td> <td>410</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	410	Encomex	410	357	357	+ 0.28
3748	CLAE 147.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>411</td><td>Encomex</td><td>411</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>411</td> <td>Encomex</td> <td>411</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	411	Encomex	411	357	357	+ 0.28
3749	CLAE 150	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>412</td><td>Encomex</td><td>412</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>412</td> <td>Encomex</td> <td>412</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	412	Encomex	412	357	357	+ 0.28
3750	CLAE 152.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>413</td><td>Encomex</td><td>413</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>413</td> <td>Encomex</td> <td>413</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	413	Encomex	413	357	357	+ 0.28
3751	CLAE 155	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>414</td><td>Encomex</td><td>414</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>414</td> <td>Encomex</td> <td>414</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	414	Encomex	414	357	357	+ 0.28
3752	CLAE 157.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>415</td><td>Encomex</td><td>415</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>415</td> <td>Encomex</td> <td>415</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	415	Encomex	415	357	357	+ 0.28
3753	CLAE 160	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>416</td><td>Encomex</td><td>416</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>416</td> <td>Encomex</td> <td>416</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	416	Encomex	416	357	357	+ 0.28
3754	CLAE 162.5	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>417</td><td>Encomex</td><td>417</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>417</td> <td>Encomex</td> <td>417</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	417	Encomex	417	357	357	+ 0.28
3755	CLAE 165	3690	3690	3690	- 0.12	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>Compas</td> <td>VALUES</td> <td>Cours<td>Premier</td><td>Dernier</td><td>%</td><td>418</td><td>Encomex</td><td>418</td><td>357</td><td>357</td><td>+ 0.28</td></td>	Premier	Dernier	%	Compas	VALUES	Cours <td>Premier</td> <td>Dernier</td> <td>%</td> <td>418</td> <td>Encomex</td> <td>418</td> <td>357</td> <td>357</td> <td>+ 0.28</td>	Premier	Dernier	%	418	Encomex	418	357	357	+ 0.28

**COMPTANT**

**{sélection}**

Obligations			Etrangers		
VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours
Emp.Etat 8 1/2 77	121.55	2.14	Algerien	775	.....
Emp.Etat 9 3/4 76	100.10	1.04	Mind Delyon	600	678 0
10.80 76 9/4	102.40	10.35	Mons.	100	.....
10.80 76 10.45 80	102.70	10.45	Navigation Comp.	230	.....
10.80 76 12.25 84	102.75	10.55	Orlef (C)	337	296
10.80 76 17 85	109	5.42	Orlef (D)	1038	.....
10.25 76 16	103.40	6.51	Orlef (D)	1150	1065
OAT 10 5/8 12/85	104.80	2.32	Orlef (D)	170	170
OAT 10 5/8 12/85	103.15	6.76	Orlef (D)	100	100
OAT 10 5/8 12/85	102.05	5.42	Orlef (D)	600	648
OTT 10.30 76 1985	1005	.....	Orlef (D)	239	222
OTT 11.25 85	100.85	7.40	Orlef (D)	239	239
OTT 10.30 85	100.55	5.38	Orlef (D)	239	239
OTT 10.25 85 30	103.50	5.38	Orlef (D)	239	239
OMA 10 10 1978	100.50	4.48	Orlef (D)	239	239
OM Regies 5000F	99.50	1.24	Orlef (D)	239	239
OMP Patches 5000F	99.10	1.24	Orlef (D)	239	239
OM Sane 5000F	99.124	1.24	Orlef (D)	239	239
OM 102 5000F	99.10	2.50	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	99.80	1.24	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	99.80	1.24	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.28	Orlef (D)	239	239
OMT 9 8 85	108.16	2.2			

**SICAV**

**{sélection}**

19/8

VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête Int.	Rachet net
U.A.A.	1023 83	998 86	Fuochesne	822 59	802 53	Pure Gestion	61033 22	61033 22
U.A.A.	224 93	218 91	Fucumano	27 48	26 82	Première Udy	107694 05	107533 30
U.A.A.	768 97	733 96	Fut-Permette	10507 93	10451 06	Première Udy	119 50	129 41
U.A.A.	7780 18	7461 08	Fuucher	5045 41	5033 93	Pur Affair	27426 85	27426 85
U.A.A.	627 68	608 40	Fuucher	1378 23	1367 08	Realities	1067 18	1030 53
U.A.A.	6580 54	6280 54	Fuucher	33701 45	33633 24	Realities	131 67	126 48
U.A.A.	1116 56	1116 56	G.A.	105 18	101 55	Realities	686 26	670 18
U.A.A.	362 56	362 52	Genex	1197 09	1152 51	Realities	159 51	158 17
U.A.A.	1394 16	1353 54	H.M. Mondes	12538 60	12398 00	Realities	5253 05	5201 04
U.A.A.	1677 82	1644 82	Imperier	111232 16	107832 36	Realities	112 95	113 25
U.A.A.	108 12	104 97	Imperier	13540 41	13028 24	Realities	618 80	677 90
U.A.A.	158 22	158 22	Imperier	358 23	313 24	Realities	1037 18	1037 18
U.A.A.	7357 44	7357 44	Japac	369 38	359 59	Realities	227 68	217 93
U.A.A.	123 96	118 25	Junguerie	268 48	264 54	Realities	753 98	719 42
U.A.A.	129 98	116 26	Latifa America	233 99	234 62	Realities	187 78	179 25
U.A.A.	118 10	113 01	Latifa America	242 51	232 82	Realities	565 37	569 83
U.A.A.	109 81	108 48	Latifa Europe	258 05	247 53	Realities	512 76	488 81
U.A.A.	133 44	133 44	Latifa Europe	263 26	263 26	Realities	1037 18	1037 18
U.A.A.	118 54	113 83	Latifa Immobil	217 87	208 99	Realities	482 16	482 82
U.A.A.	5080 44	5074 57	Latifa Japan	405 35	394 32	Realities	1628 96	1628 96
U.A.A.	5694 67	5676 52	Latifa Japan	135 128	128 67	Realities	13063 79	12907 64
U.A.A.	1207 58	1188 73	Latifa Residence	197 27	189 23	Realities	1237 64	1257 64
U.A.A.	22 42	27 73	Latifa Residence	359 42	344 77	Realities	897 21	887 21
U.A.A.	138 20	138 20	Latifa Residence	269 42	269 42	Realities	1722 16	1722 16
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	11723 85	11723 85	Realities	673 85	654 23
U.A.A.	350 41	346 59	Latifa Residence	6487 25	6236 30	Realities	1029 84	1009 65
U.A.A.	475 61	462 83	Latifa Residence	11340 45	11340 45	Realities	401 46	380 72
U.A.A.	1194 42	1174 24	Latifa Residence	27233 39	27165 49	Realities	1454 11	1391 49
U.A.A.	1213 85	1181 24	Latifa Residence	902 29	884 80	Realities	641 90	624 82
U.A.A.	813 07	778 02	Latifa Residence	2115 33	2054 39	Realities	402 82	402 82
U.A.A.	253 12	242 26	Latifa Residence	595 90	595 90	Realities	458 25	445 25
U.A.A.	1052 42	1038 87	Latifa Residence	713 77	692 40	Realities	1223 42	1187 80
U.A.A.	128 43	128 43	Latifa Residence	187 73	175 82	Realities	979 18	969 99
U.A.A.	2376 63	2363 10	Latifa Residence	10055 52	9954 96	Realities	332 09	320 09
U.A.A.	2219 01	2144 67	Latifa Residence	5068 73	5058 73	Realities	1086 85	1058 85
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	8306 78	8306 78	Realities	1370 01	1370 01
U.A.A.	62235 45	62235 45	Latifa Residence	67809 59	67809 59	Realities	567 85	565 25
U.A.A.	36994 14	36994 14	Latifa Residence	76290 53	76290 53	Realities	213 93	2126 61
U.A.A.	2269 44	2269 44	Latifa Residence	12395 52	12351 38	Realities	807 16	776 12
U.A.A.	1967 29	1967 29	Latifa Residence	154 12	147 48	Realities	1310 45	1268 26
U.A.A.	59593 43	59593 43	Latifa Residence	39410 00	39410 00	Realities		
U.A.A.	22 42	27 73	Latifa Residence	359 42	344 77	Realities	897 21	887 21
U.A.A.	138 20	138 20	Latifa Residence	269 42	269 42	Realities	1722 16	1722 16
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	11723 85	11723 85	Realities	673 85	654 23
U.A.A.	350 41	346 59	Latifa Residence	6487 25	6236 30	Realities	1029 84	1009 65
U.A.A.	475 61	462 83	Latifa Residence	11340 45	11340 45	Realities	401 46	380 72
U.A.A.	1194 42	1174 24	Latifa Residence	27233 39	27165 49	Realities	1454 11	1391 49
U.A.A.	1213 85	1181 24	Latifa Residence	902 29	884 80	Realities	641 90	624 82
U.A.A.	813 07	778 02	Latifa Residence	2115 33	2054 39	Realities	402 82	402 82
U.A.A.	253 12	242 26	Latifa Residence	595 90	595 90	Realities	458 25	445 25
U.A.A.	1052 42	1038 87	Latifa Residence	713 77	692 40	Realities	1223 42	1187 80
U.A.A.	128 43	128 43	Latifa Residence	187 73	175 82	Realities	979 18	969 99
U.A.A.	2376 63	2363 10	Latifa Residence	10055 52	9954 96	Realities	332 09	320 09
U.A.A.	2219 01	2144 67	Latifa Residence	5068 73	5058 73	Realities	1086 85	1058 85
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	8306 78	8306 78	Realities	1370 01	1370 01
U.A.A.	62235 45	62235 45	Latifa Residence	67809 59	67809 59	Realities	567 85	565 25
U.A.A.	36994 14	36994 14	Latifa Residence	76290 53	76290 53	Realities	213 93	2126 61
U.A.A.	2269 44	2269 44	Latifa Residence	12395 52	12351 38	Realities	807 16	776 12
U.A.A.	1967 29	1967 29	Latifa Residence	154 12	147 48	Realities	1310 45	1268 26
U.A.A.	59593 43	59593 43	Latifa Residence	39410 00	39410 00	Realities		
U.A.A.	22 42	27 73	Latifa Residence	359 42	344 77	Realities	897 21	887 21
U.A.A.	138 20	138 20	Latifa Residence	269 42	269 42	Realities	1722 16	1722 16
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	11723 85	11723 85	Realities	673 85	654 23
U.A.A.	350 41	346 59	Latifa Residence	6487 25	6236 30	Realities	1029 84	1009 65
U.A.A.	475 61	462 83	Latifa Residence	11340 45	11340 45	Realities	401 46	380 72
U.A.A.	1194 42	1174 24	Latifa Residence	27233 39	27165 49	Realities	1454 11	1391 49
U.A.A.	1213 85	1181 24	Latifa Residence	902 29	884 80	Realities	641 90	624 82
U.A.A.	813 07	778 02	Latifa Residence	2115 33	2054 39	Realities	402 82	402 82
U.A.A.	253 12	242 26	Latifa Residence	595 90	595 90	Realities	458 25	445 25
U.A.A.	1052 42	1038 87	Latifa Residence	713 77	692 40	Realities	1223 42	1187 80
U.A.A.	128 43	128 43	Latifa Residence	187 73	175 82	Realities	979 18	969 99
U.A.A.	2376 63	2363 10	Latifa Residence	10055 52	9954 96	Realities	332 09	320 09
U.A.A.	2219 01	2144 67	Latifa Residence	5068 73	5058 73	Realities	1086 85	1058 85
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	8306 78	8306 78	Realities	1370 01	1370 01
U.A.A.	62235 45	62235 45	Latifa Residence	67809 59	67809 59	Realities	567 85	565 25
U.A.A.	36994 14	36994 14	Latifa Residence	76290 53	76290 53	Realities	213 93	2126 61
U.A.A.	2269 44	2269 44	Latifa Residence	12395 52	12351 38	Realities	807 16	776 12
U.A.A.	1967 29	1967 29	Latifa Residence	154 12	147 48	Realities	1310 45	1268 26
U.A.A.	59593 43	59593 43	Latifa Residence	39410 00	39410 00	Realities		
U.A.A.	22 42	27 73	Latifa Residence	359 42	344 77	Realities	897 21	887 21
U.A.A.	138 20	138 20	Latifa Residence	269 42	269 42	Realities	1722 16	1722 16
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	11723 85	11723 85	Realities	673 85	654 23
U.A.A.	350 41	346 59	Latifa Residence	6487 25	6236 30	Realities	1029 84	1009 65
U.A.A.	475 61	462 83	Latifa Residence	11340 45	11340 45	Realities	401 46	380 72
U.A.A.	1194 42	1174 24	Latifa Residence	27233 39	27165 49	Realities	1454 11	1391 49
U.A.A.	1213 85	1181 24	Latifa Residence	902 29	884 80	Realities	641 90	624 82
U.A.A.	813 07	778 02	Latifa Residence	2115 33	2054 39	Realities	402 82	402 82
U.A.A.	253 12	242 26	Latifa Residence	595 90	595 90	Realities	458 25	445 25
U.A.A.	1052 42	1038 87	Latifa Residence	713 77	692 40	Realities	1223 42	1187 80
U.A.A.	128 43	128 43	Latifa Residence	187 73	175 82	Realities	979 18	969 99
U.A.A.	2376 63	2363 10	Latifa Residence	10055 52	9954 96	Realities	332 09	320 09
U.A.A.	2219 01	2144 67	Latifa Residence	5068 73	5058 73	Realities	1086 85	1058 85
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	8306 78	8306 78	Realities	1370 01	1370 01
U.A.A.	62235 45	62235 45	Latifa Residence	67809 59	67809 59	Realities	567 85	565 25
U.A.A.	36994 14	36994 14	Latifa Residence	76290 53	76290 53	Realities	213 93	2126 61
U.A.A.	2269 44	2269 44	Latifa Residence	12395 52	12351 38	Realities	807 16	776 12
U.A.A.	1967 29	1967 29	Latifa Residence	154 12	147 48	Realities	1310 45	1268 26
U.A.A.	59593 43	59593 43	Latifa Residence	39410 00	39410 00	Realities		
U.A.A.	22 42	27 73	Latifa Residence	359 42	344 77	Realities	897 21	887 21
U.A.A.	138 20	138 20	Latifa Residence	269 42	269 42	Realities	1722 16	1722 16
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	11723 85	11723 85	Realities	673 85	654 23
U.A.A.	350 41	346 59	Latifa Residence	6487 25	6236 30	Realities	1029 84	1009 65
U.A.A.	475 61	462 83	Latifa Residence	11340 45	11340 45	Realities	401 46	380 72
U.A.A.	1194 42	1174 24	Latifa Residence	27233 39	27165 49	Realities	1454 11	1391 49
U.A.A.	1213 85	1181 24	Latifa Residence	902 29	884 80	Realities	641 90	624 82
U.A.A.	813 07	778 02	Latifa Residence	2115 33	2054 39	Realities	402 82	402 82
U.A.A.	253 12	242 26	Latifa Residence	595 90	595 90	Realities	458 25	445 25
U.A.A.	1052 42	1038 87	Latifa Residence	713 77	692 40	Realities	1223 42	1187 80
U.A.A.	128 43	128 43	Latifa Residence	187 73	175 82	Realities	979 18	969 99
U.A.A.	2376 63	2363 10	Latifa Residence	10055 52	9954 96	Realities	332 09	320 09
U.A.A.	2219 01	2144 67	Latifa Residence	5068 73	5058 73	Realities	1086 85	1058 85
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	8306 78	8306 78	Realities	1370 01	1370 01
U.A.A.	62235 45	62235 45	Latifa Residence	67809 59	67809 59	Realities	567 85	565 25
U.A.A.	36994 14	36994 14	Latifa Residence	76290 53	76290 53	Realities	213 93	2126 61
U.A.A.	2269 44	2269 44	Latifa Residence	12395 52	12351 38	Realities	807 16	776 12
U.A.A.	1967 29	1967 29	Latifa Residence	154 12	147 48	Realities	1310 45	1268 26
U.A.A.	59593 43	59593 43	Latifa Residence	39410 00	39410 00	Realities		
U.A.A.	22 42	27 73	Latifa Residence	359 42	344 77	Realities	897 21	887 21
U.A.A.	138 20	138 20	Latifa Residence	269 42	269 42	Realities	1722 16	1722 16
U.A.A.	326 90	326 90	Latifa Residence	11723 85	11723 85	Realities	673 85	654 23
U.A.A.	350 41	346 59	Latifa Residence	6487 25	6236 30	Realities	1029 84	1009 65
U.A.A.	475 61	462 83	Latifa Residence	11340 45	11340 45	Realities	401 46	380 72
U.A.A.	1194 42	1174 24	Latifa Residence	27233 39	27165 49	Realities	1454 11	1391 49
U.A.A.	1213 85	1181 24	Latifa Residence	902 29	884 80	Realities	641 90	624 82
U.A.A.	813 07	778 02	Latifa Residence	2115 33	2054 39	Realities	402 82	402 82
U.A.A.	253 12	242 26	Latifa Residence	595 90	595 90	Realities	458 25	445 25
U.A.A.	1052 42	1038 87	Latifa Residence	713 77	692 40	Realities	1223 42	1187 80
U.A.A.	128 43	128 43	Latifa Residence	187 73	175 82	Realities	979	

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

PLANTIL  
**REPROCHE-  
ORIENT**

INT. ALEXANDER

## Le Monde *de la* Fonction Commerciale

La Régie publicitaire du quotidien  
Le Monde et de ses publications  
périodiques, recherche,

**Le Monde**  
PUBLICITE

# 4 CHEFS DE PUBLICITÉ

Société de 90 collaborateurs dont 45 commerciaux, réalisant un chiffre d'affaires de 800 MF, Le Monde Publicité SA a connu une très forte expansion depuis sa création en 1986 et opère pour le compte du quotidien français le plus prestigieux, dans des secteurs diversifiés traitant aussi bien avec les plus grandes entreprises qu'avec de petits comptes qu'il faut fidéliser et développer.

## 2 Chefs de Publicité Emploi

De formation supérieure économique ou financière, vous avez une première expérience commerciale. Votre culture générale et votre attirance pour l'économie et la gestion des entreprises vous permettront d'être parfaitement à l'aise dans vos contacts clients (cabinets de recrutement, agences spécialisées, entreprises). Vous aimez et savez travailler en équipe et vous êtes prêt à exercer votre métier à Paris en envisageant quelques déplacements en province. Une bonne connaissance de la presse est un atout supplémentaire. (réf. 4003/M1).

## 1 Chef de Publicité Corporate - Finance

Habitué aux contacts de haut niveau grâce à une première expérience réussie dans le domaine commercial, vous pourrez prendre en charge la clientèle des Directeurs de la communication dans les secteurs de l'Industrie, l'Energie, le Bâtiment et également celle des responsables de collectivités locales.

Diplômé d'une école de commerce ou de niveau Bac + 4, des connaissances en marketing publicitaire constitueront un atout certain pour votre réussite. Des déplacements en province sont à envisager. (réf. 4003/M2)

## 1 Chef de Publicité Arts et Spectacles

Votre excellente culture générale, votre très grande sensibilité à tout ce qui touche le domaine artistique, et bien sûr votre sens commercial, vous permettront de convaincre les professionnels du cinéma, du théâtre, du disque, de la musique, et du marché de l'art.

Vous avez pu vérifier vos compétences dans ce domaine lors d'une première expérience acquise dans un organisme culturel.

Diplômé d'un Institut de gestion d'organismes culturels ou de niveau Bac + 4, votre fibre artistique, votre curiosité et votre imagination feront la différence. (réf. 4003/M3)

Tous ces postes sont à pourvoir dès la rentrée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence du poste choisi, à l'attention de M<sup>me</sup> Françoise Huguet :

Le Monde Publicité S.A.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

## SECRÉTAIRES

La Régie publicitaire du quotidien  
Le Monde et de ses publications  
périodiques, recherche,

**Le Monde**  
PUBLICITE

# 2 ASSISTANTES

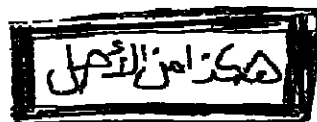
L'un des postes consiste en l'assistanat de 3 commerciaux dans les domaines : Culture, Édition, Arts et Spectacles.

Organisée et rigoureuse, vous aurez notamment à gérer les questions d'ordre technique avec le Service exécution. L'autre poste a également pour objectif l'assistanat de 3 personnes. Vous serez en contact permanent avec notre clientèle d'agences et de centrales d'achat.

L'anglais et des connaissances en micro-informatique sont souhaités.

Pour les 2 postes la pratique du traitement de texte est indispensable (Word Perfect).

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi, au Monde Publicité SA, Service du Personnel, Mlle Barcault, 15/17 rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



## Le Monde *des* Cadres

Optimisez notre potentiel humain

## RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes un des leaders mondiaux dans notre domaine d'activité (produits de haute technicité). Notre filiale française dispose d'une usine importante (plus de 300 personnes) à Dijon. Cet établissement recherche son Responsable des Ressources Humaines.

Rattaché au Directeur de l'usine, vous conseillerez la Direction et l'encadrement dans le choix et la mise en œuvre des méthodes et outils de développement des Ressources Humaines. Vous piloterez la bonne application de ces méthodes. Vous promouvez les relations sociales, la communication interne, les relations extérieures et le concept de qualité. Vous animez une équipe de 7 personnes.

Agé d'environ 30-35 ans, vous êtes diplômé Bac + 5 (D.E.S.S. Gestion du Personnel, Sciences Po, I.A.E.) et avez une expérience d'au moins cinq ans de la gestion du personnel dans son ensemble, de préférence en milieu industriel. Vous avez, outre celle du personnel d'usine, l'expérience du recrutement des cadres. Vous pratiquez l'anglais couramment. Vous êtes communicatif, à l'écoute des autres et très impliqué dans votre travail.

La rémunération et autres avantages sont ceux d'un grand Groupe. Une personnalité de valeur pourra s'épanouir et se développer au sein de notre société. Le poste est basé à Dijon.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 31/3397 F à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Bent - 75008 PARIS  
Tél : (1) 42.25.71.07

**EGOR**

PARIS ALGER ANVERS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## LE CONSEIL GÉNÉRAL DES DEUX-SÈVRES

RECRUTE

### son directeur général adjoint directeur du développement, de l'action éducative et culturelle

Compétences : ensemble des actions externes du département à l'exception de l'action sociale.

Profil : administrateur territorial par mutation ou fonctionnaire d'un grade équivalent par détachement.

- niveau BAC + 4 minimum ;

- posséder une expérience de responsabilité d'administration publique.

Renseignements complémentaires auprès de :

M. Marc LE FUR

directeur général des services du département.

Candidatures + C.V. à adresser à :

M. le Président du Conseil général,  
direction générale des services du département,  
Rue de l'Abreuvoir, B.P. 531, 79021 NIORT CEDEX.

## Le Monde *des* Secteurs de Pointe

845 000  
LECTEURS  
CADRES,  
le Monde  
est le  
premier titre  
d'information  
des cadres.  
(IPSOS 90)

**cellier** Notre groupe,  
qui réalise  
65 % de son C.A.  
à l'exportation, recherche pour  
accompagner la forte croissance  
de sa DIVISION INDUSTRIES

## Ingénieurs d'Affaires

Pour les domaines suivants :

- PETROLE - PEINTURE - GENIE CHIMIQUE

De formation INGÉNIEUR, vous devez pour ces postes justifier d'une expérience de PROCESS dans ces types d'activités. Vous aimez les compétences techniques et qualités commerciales pour vendre nos installations d'une valeur unitaire de 10 à 50 M. Vous devrez négocier avec vos interlocuteurs FRANCAIS et ETRANGERS, coordonner la réalisation des affaires et assister vos clients de la prise de commande jusqu'à la mise en place des installations.

ANGLAIS INDISPENSABLE. ALLEMAND SOUHAITE.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (s/réf. IA) à : GROUPE CELLIER - Direction du Personnel BP 603 - 73106 AIX LES BAINS cedex.

L'envol des technologies

## Jeunes Ingénieurs, notre développement et votre évolution vont de pair.

**SITUS S.A.**

SITUS SA, plus de 700 personnes,

filiale du Groupe européen STORH

(18 000 personnes), TOUTAUTIERE.

MAINTENANCE, MECANIQUE

en raffinage, chimie, nucléaire...

Pour faire face au développement

de nos Directions régionales Sud-est et Normandie (environ 200

personnes par site), nous recherchons :

Sous la responsabilité du Directeur régional, vous participerez au fonctionnement du site dans tous ses aspects : devis, préparation des affaires, suivi commercial technique et budgétaire, gestion du personnel et des équipements.

Si vous souhaitez vous investir dans une fonction "terrain" et polyvalente, nous vous proposons de rejoindre notre société, où de réelles perspectives de carrière vous sont offertes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (s/réf. I) à : SITUS SA, BP 1521

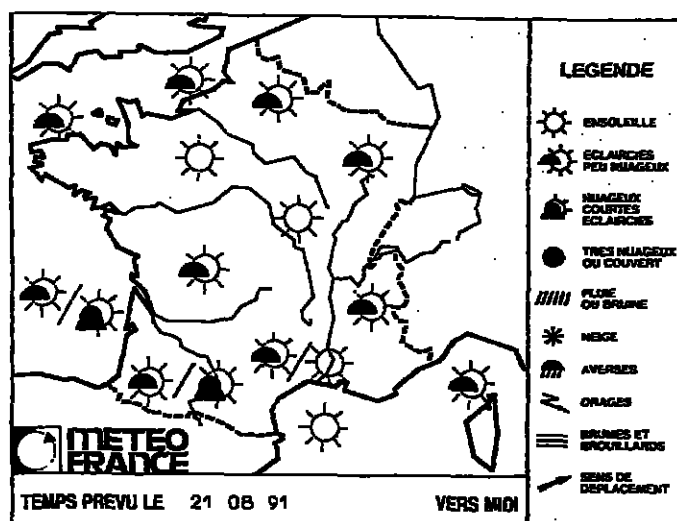
la région choisie, ou d'appeler Monsieur J.



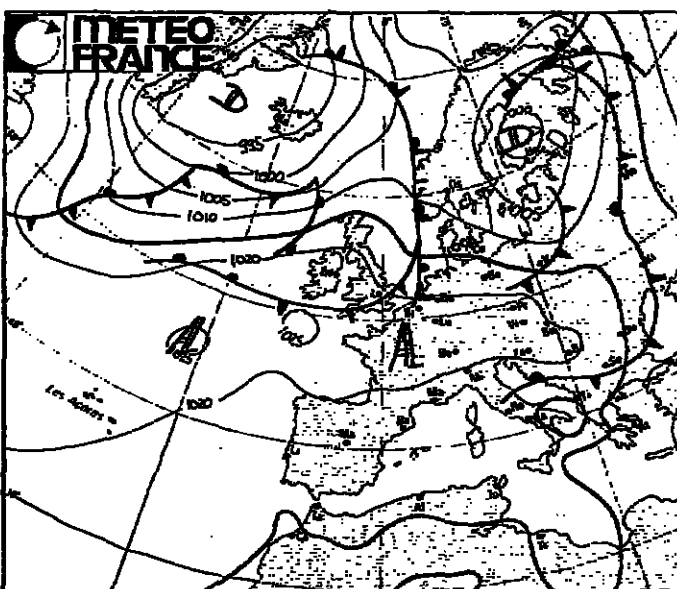
مكتبة

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 21 août 1991  
Ensoleillé



SITUATION LE 20 AOÛT 1991 À 0 HEURE TU

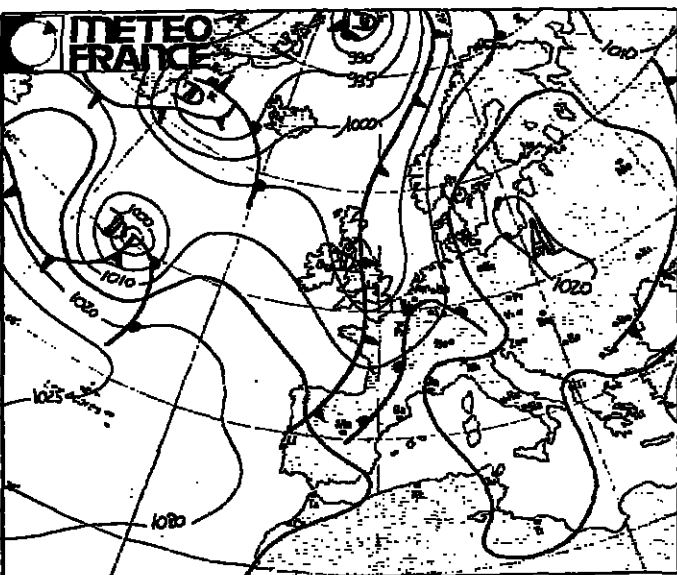


Jeudi : lourd et orageux. - Dès le début de journée le temps sera lourd et très nuageux sur quasiment tout le pays. Seules les régions s'étendant des Ardennes à l'Alsace et aux Alpes bénéficieront encore d'une relative fraîcheur et de belles éclaircies le matin.

Progressivement la tendance orageuse s'accroîtra partout. Rapidement des orages accompagnés de rafales de vent, de précipitations localement fortes, voire de grêle, déferont près des côtes atlantiques. Ces orages gagneront vers l'est en cours de journée puis se situeront en soirée de la Basse-Normandie à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées-Orientales. Sur les régions plus à l'est, des orages pourront également éclater dans l'après-midi ou en soirée, mais ils resteront isolés et ils s'agira essentiellement de coups de tonnerre.

Les températures minimales seront voisines de 12 à 14 degrés sur un grand nord-est, mais ailleurs elles s'élèveront 15 à 20 degrés. Les températures maximales, de l'ordre de 24 à 26 degrés près des côtes de la Manche, avoisineront 28-29 degrés dans le nord-ouest et dépasseront souvent 30 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-8-1991				le 20-8-91			
Valeurs extrêmes relevées entre le 19-8-1991 18 heures TU et le 20-8-1991 à 6 heures TU							
FRANCE				ÉTRANGER			
AJACCIO	23	17	D	ALGER	31	19	D
BIARRITZ	25	11	D	AMSTERDAM	20	16	C
BORDEAUX	25	13	D	ATHÈNES	31	24	D
BOULOGNE	25	11	D	BANGKOK	29	24	D
BRUXELLES	25	11	D	BARCELONE	29	20	D
CAEN	23	9	D	BELGRADE	23	12	C
CHERBOURG	25	11	D	BERLIN	19	12	C
CLERMONT-FR.	25	8	D	BRUXELLES	22	12	D
DJON	28	12	D	COPENHAGUE	21	11	D
GENÈVE	25	11	D	DAKAR	29	26	N
LILLE	23	10	D	DARJILING	25	16	D
LYONS	24	13	D	GENÈVE	25	16	D
MARSEILLE	26	13	D	HONGKONG	32	23	D
NANTES	25	10	D	ISTANBUL	27	19	D
NICE	28	21	D	JERUSALEM	27	19	D
PARIS-MONTS.	25	15	D	LA CAIRE	32	22	N
PAU	28	15	N	LISBONNE	31	22	D
PERPIGNAN	25	16	D	LONDRES	23	15	N
RENNES	25	10	D	LOS ANGELES	23	15	D
STRASBOURG	25	8	D				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **C** Film à éviter ; **■** On peut voir ; **■ ■ ■** Ne pas manquer ; **■ ■ ■ ■** Chef-d'œuvre ou classique.

### Mardi 20 août

- TF 1**
- 20.40 **Cinéma** : Retour vers l'enfer. ■  
Film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Gene Hackman, Robert Stack, Fred Ward.
- 22.30 **Magazine** : Combien ça coûte ?  
Invité : Smail.
- 23.30 **Documentaire** : Histoires naturelles.  
Portrait d'homme avec animaux.
- 0.25 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
- A 2**
- 20.45 **Cinéma** : War Games. ■ ■ ■  
Film américain de John Badham (1983). Avec Matthew Broderick, Dabney Coleman, John Wood.
- 22.35 **Cinéma** : Tout le monde peut se tromper. ■  
Film français de Jean Cocteau (1982).
- 0.05 **Journal** et **Météo**.
- 0.25 **Musique** : Jazz à Pointe-à-Pitre.

- FR 3**
- 20.45 **Téléfilm** : Le Bal d'Irène.
- 22.15 **Journal** et **Météo**.
- 22.35 **Mardi en France**.  
700<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération helvétique, reportage de Jacques Méléran.
- 23.25 **Magazine** : Espace francophone.  
Wells et Futura : la République et les rois.
- 23.55 **Musique** : Carnet de notes.

- TF 1**
- 13.35 **Feuilleton** : Les Feux de l'amour.
- 14.25 **Feuilleton** : Côte Ouest.
- 15.15 **Série** : Tribunal.
- 15.45 **Club** : Dorothée vacances.
- 17.15 **Série** : Texas Police.
- 18.05 **Feuilleton** : Riviera.
- 18.30 **Jeu** : Une famille en or.
- 19.00 **Feuilleton** : Santa Barbara.
- 19.25 **Jeu** : La Roue de la fortune.
- 19.50 **Divers** : Pas folles les bêtes.
- 19.55 **Tirage** du Loto.
- 20.00 **Journal**, **Tapis vert**, **Météo** et **Loto**.
- 20.45 **Téléfilm** : Vengeance à Rio.  
Coproduction franco-helvético-italo-brésilienne.
- 22.10 **Théâtre** : Le Saut du lit.  
Pièce de Ray Cooney et John Chapman adaptée par Marcel Régnier, mise en scène de Jean Le Poulain, avec Dany Carrel, Philippe Nicoud.
- 0.25 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.

- A 2**
- 13.40 **Feuilleton** : Falcon Crest.
- 14.35 **Série** : Le Retour de Saint.
- 15.25 **Série** : Privée de choc.
- 16.15 **Série** : Drôles de dames.
- 17.05 **Magazine** : Giga.
- 18.10 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 18.35 **Série** : Maguy.
- 19.00 **Jeu** : Question de charme.
- 19.30 **Feuilleton** : Des jours et des vies.
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.45 **Jeux sans frontières**.  
Thème : Contes de vie balnéaire.
- 22.10 **Divers** : Rire A 2.  
Vous connaissez le derrière ?
- 23.15 **Magazine** : C'était Dim Dam Dom.
- 0.05 **Journal** et **Météo**.

- FR 3**
- 13.30 **Amuse 3** vacances.
- 14.40 **Série** : Justiciers et hors-la-loi.
- 15.30 **Feuilleton** : La Conquête de l'Ouest.
- 16.20 **Magazine** : Objectif Tintin.  
Tintin en Afrique, invité : Gérard Vienne, cinéaste animalier. Serge Saluchet, du CNRS : La grande reporter : Jean-Claude Morin (Burundi : bananes express) ; Variétés : les Pow-Vow.
- 18.00 **Magazine** : Une pêche d'enfer.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-20** de l'information.  
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 **Divers** : La Classe.
- 20.45 **Téléfilm** : Loin de chez soi.  
Trois enfants séparés par le destin.
- 22.20 **Journal** et **Météo**.
- 22.40 **Opéra** : Mithridate.  
Opéra de Mozart, livret de Cignasanti d'après la tragédie de Racine, mise en scène de Jean-Claude Fall, par l'orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. et clavier Theodor Guschlbauer.
- 1.10 **Musique** : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
- 13.30 **Téléfilm** : Salade russe et crème anglaise.
- 14.55 **Téléfilm** : Les Faux-Semblants de Venise.
- 15.35 **Téléfilm** : Les Prêcheurs du mensonge. (1<sup>re</sup> partie).
- 17.05 **Documentaire** : Les Allumés...  
Yala Tibesti, un alimut du désert.
- 17.35 **Série** : Sois prof et tais-toi.
- 18.00 **Canaille peluche**.

- CANAL PLUS**
- 20.30 **Cinéma** : Le Messager de la mort. ■  
Film américain de Jack Les Thompson (1988). Avec Charles Bronson, Trish Van Devere, Laurence Luckinbill.
- 21.55 **Flash d'informations**.
- 22.05 **Cinéma** : Tap Dance. ■  
Film américain de Nick Castle (1988). Avec Gregory Hines, Suzanne Douglas, Sammy Davis Jr. (v.o.).
- 23.50 **Cinéma** : Cherry 2 000. ■  
Film américain de Steve de Jarnatt (1988). Avec Melanie Griffith, David Andrews, Pamela Gidley.
- 1.25 **Cinéma** : Au-delà des ténèbres. ■  
Film italien de Clyde Anderson (1990).
- LA 5**
- 20.45 **Téléfilm** : Amityville 4.
- 22.30 **Téléfilm** : Scénario mortel.
- 0.00 **Journal** de la nuit.

- M 6**
- 20.35 **Téléfilm** : Le Détournement du vol 847.
- 22.15 **Météo** des plages.
- 22.20 **Série** : Equalizer.
- 23.10 **Magazine** : Culture pub.
- 23.35 **Documentaire** : Quelques choses en plus.
- 0.15 **Six minutes d'informations**.
- 2.00 **Rediffusions**.

### Mercredi 21 août

- En clair jusqu'à 21.00**
- 18.30 **Dessin animé** : Tiny Toons.
- 18.50 **Top 50**.
- 19.30 **Flash d'informations**.
- 19.35 **Dessin animé** : Les Simpson.
- 20.00 **Les Nuls**... l'émission.
- 20.30 **Cinéma** dans les salles.
- 21.00 **Cinéma** : Perfect. ■  
Film américain de James Bridges (1985). Avec John Travolta, Jamie Lee Curtis, Marilu Henner.
- 22.55 **Flash d'informations**.
- 23.00 **Cinéma** : Bienvenue à bord. ■  
Film français de Jean-Louis Leconte (1990). Avec Pierre Richard, Martin Lamotte, Evelyn Bouix.
- 0.20 **Cinéma** : Le Mouton à cinq pattes. ■  
Film français d'Henri Varna (1954). Avec Fernandel, Paulette Goddard, Noël Roquevert.
- 2.00 **Jazz** : Autour de mes nuits.  
Sonny Rollins.
- LA 5**
- 14.25 **Série** : Sur les lieux du crime.
- 15.50 **Série** : Bonanza.
- 16.45 **Sport** : Cyclisme.  
Championnats du monde sur route de Stuttgart. Résumé.
- 17.45 **Série** : Cap danger.
- 18.15 **Série** : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 **Série** : Kojak.
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.40 **Journal** des courses.
- 20.45 **Téléfilm** : Un ennemi de longue date.  
Le commissaire Balow face à deux frères ennemis.
- 22.20 **Sport** : Football (sous réserve).  
Coupe d'Europe : Stockerau (Autriche) - Tottenham (Grande-Bretagne).
- 0.10 **Journal** de la nuit.

- M 6**
- 13.35 **Série** : Dis-donc, papa.
- 14.00 **Série** : L'Étalon noir.
- 14.30 **Téléfilm** : La Preuve par trois.
- 16.00 **Variétés** : Bleu, blanc, clip.
- 16.45 **Jeu** : Hit hit hit hurra !
- 16.50 **Jeu** : Zygomatic.
- 17.20 **Série** : L'Homme de fer.
- 18.10 **Série** : Mission impossible.
- 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 **Six minutes d'informations**.
- 20.00 **Série** : Cosby Show.
- 20.35 **Téléfilm** : Le Piège de l'orchidée.  
Vengeance à Singapour.
- 22.10 **Météo** des plages.
- 22.15 **Téléfilm** : Minirip.  
Kiki et feu de rock.
- 23.40 **Six minutes d'informations**.
- 23.45 **Sexy Clip**.
- 2.00 **Rediffusions**.

- LA SEPT**
- 17.00 **Documentaire** : Contes et légendes du Louvre. Adapta le sage.
- 17.15 **Documentaire** : Pictus.
- 17.30 **Magazine** : Dynamo. Spécial Grande-Bretagne.
- 18.00 **Magazine** : Mégamix. Spécial Cuba.
- 19.00 **Documentaire** : Histoire parallèle.
- 20.00 **Documentaire** : De la Terre à la Lune.
- 21.00 **Documentaire** : Parana.
- 22.30 **Théâtre** : Elle est là. Pièce de Nathalie Sarraute, mise en scène de Michel Dumoulin, avec Maria Casarès, Jean-Paul Roussel.

- FRANCE-CULTURE**
- 20.10 **Le Pays d'ici**. A Lussas (Ardèche), « les États généraux du documentaire ».
- 21.00 **Dramatique**. L'Inconnu, de Sabine Ludwig, d'après des textes de Marie Bashkirtseff et Guy de Maupassant (rediff.).

- LA SEPT**
- 21.00 **Opéra** : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.10 **Le Pays d'ici**. A Lussas (Ardèche), « les États généraux du documentaire ».
- 21.00 **Dramatique**. Désirs d'amour, de Jacques-René Doyon (rediff.).
- 22.40 **Musique** : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Rondo en la mineur K 511, Sonate en la mineur K 332, de Mozart ; Kreisleriana op. 16, Carnaval de Vienne op. 26, de Schumann, par Klara Wuerz, piano.
- 0.05 **Du jour au lendemain**. Avec Chantal Thomas (Thomas Bernhard) (rediff.).
- 0.50 **Musique** : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim. 7. Le succès vient des femmes, les souffrances du cœur aussi (rediff.).

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 **Discothèques privées**. Jean d'Ormesson.
- 21.30 **Concert** (donné le 22 juillet en l'église de Villeneuve-les-Avignon) : Quatuor à cordes n° 2, Quatuor à cordes n° 3, de Carter ; Suite lyrique pour quatuor à cordes, de Berg, par le Quatuor Arditi.
- 0.07 **Nuits chaudes**. Autour du lac Léman. Œuvres de Martin Schoeck, Stravinsky, Evian, Szymanowski, Honegger, Chaplin.

- 22.40 **Musique** : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Sonate n° 13 en mi bémol majeur op. 27 n° 1, de Beethoven ; Polonaise-Fantaisie en la bémol majeur op. 61, de Chopin ; Sonate n° 2 en si bémol majeur op. 36, de Rachmaninov ; Petrouchka (version pour piano), de Stravinsky, par Nelson Goerner, piano.
- 0.05 **Du jour au lendemain**. Avec Alain Larcher (Géographie) (rediff.).
- 0.50 **Musique** : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim. 8. De Memphis à l'Europe : les étapes de la reconnaissance (rediff.).

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 **Discothèques privées**. Jean d'Ormesson.
- 21.30 **Opéra** (donné le 8 avril 1988, salle Pleyel) : Le Roi d'Ys, de Lalo, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Armin Jordan ; sol. : Jacques Prati, 1<sup>er</sup> violon, Barbara Hendricks, Deloris Ziegler, Eduardo Villa, Marcel Vanaud, Jean-Philippe Courtis, Michel Piquemal, Philippe Bohée.
- 0.07 **Nuits chaudes**.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5589									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALEMENT**

I. Sont apportées par la gale. - II. Moyen de travailler le sol. Participe. Facile à dire. - III. En tête de la course. S'oppose au travail. - IV. Ouvrage très répandu. - V. Furent employés pour faire bonne mesure. Matériau d'un bon sujet. - VI. Fera un coup d'éclat. Lettre grecque. - VII. Plusieurs centaines de mètres. Met fin à une partie de plaisir. - VIII. A un constant besoin de liquide. - IX. Petite voie intérieure. Ignore la vitesse. - X. Note. Portent des tuyaux. - XI. Partie terminale d'un axe. Faisait le poing.

**VERTICALEMENT**

1. Pour elle, certains états de chose ne sauraient durer. - 2. Cela peut être un républicain. Peut faire partie d'un club. - 3. Réfléchi. De quoi faire des éclats. - 4. Empêche de pomper. - 5. Fit occuper un espace. Variété d'oiseau. - 6. Font du vent. Pas emporté. - 7. Pronom. Est capable de nous faire ombrage. Préposition. - 8. Un point. Répondait à la demande. Moyen de s'exprimer. - 9. Va souvent au front. De quoi prendre des mesures immédiates.

**Solution du problème n° 5588**

**Horizontalement**

I. Botiers. - II. Nasilleux. - III. Tien. Face. - IV. Ede. Sec. - V. Ré. At. Tel. - VI. Vrenel. - VII. Jon. Sloux. - VIII. Etâtants. - IX. Rues. Is. - X. Été. Sol. - XI. Rus. Ers.

**Verticalement**

1. Interviewer. - 2. Laideron. Tu. - 3. Osée. Entrée. - 4. Tin. An. Eu. - 5. Il. Sesse. - 6. Elle. Classe. - 7. Réaction. Or. - 8. Suc. Ulla. - 9. Réflexes. GUY ROUZY

## Les réactions après le renversement de M. Mikhaïl Gorbatchev

### Légère détente sur les marchés financiers

Ebranlés lundi 19 août par l'annonce de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev, les marchés financiers se ressaisissent mardi tout en restant très nerveux. Sur le front des changes, le dollar, après la flambée de la veille, repartait légèrement à la baisse. Le deutchmark, vacillant, se stabilisait.

La réaction finalement modérée de la Bourse de New-York, lundi, comparée aux chutes enregistrées sur les autres places internationales, a sans doute contribué à donner le ton mardi sur les places asiatiques et européennes.

Fort du sang froid de Wall Street où l'indice Dow Jones n'a finalement perdu que 2,33 %, et en l'absence de nouvelles précises venant d'URSS, les places asiatiques se sont reprises mardi 20 août. Oubliant la panique de la veille (-5,95 %), le marché japonais gagnait 1,07 % en clôture tandis

qu'à Hongkong, après la dégringolade de 8,4 % lundi, les valeurs s'appréciaient de 2,7 % à l'ouverture.

En Europe, le mouvement était analogue sur des places dont la baisse des cours lors du «lundi rouge» a été observée le 19 octobre 1987 au cours du «lundi noir», premier jour du krach boursier. A Francfort, Bourse la plus affectée avec un recul de 9,4 % le 19 août, les premiers échanges interbancaires étaient marqués par un gain de 1,1 %.

Même tendance à Paris, où au lendemain des 7,29 % de pertes, l'indice CAC 40 s'appréciait de 1,48 % lors des premières transactions. A Londres, l'indice Footsie enregistrait une hausse de 0,9 % d'entrée de jeu.

Sur le marché des changes, le dollar virait légèrement à la baisse mardi après la flambée de la veille provoquée par son aspect de «valeur refuge». Il perdait 0,62 yen à 137,78 yens, revenait à 6,1575 francs contre 6,1725 francs

et s'échangeait 1,8150 DM contre 1,8220 DM. Après son repli de la veille, le mark se reprenait légèrement face aux devises du SME. Il s'échangeait à 3,3906 francs contre 3,39 francs. Si la préoccupation essentielle des cambistes reste l'évolution de la situation en URSS et dans les pays de l'Est, ils attendaient également l'issue de la réunion du Comité de l'Open Market de la Réserve fédérale, responsable de la politique monétaire américaine.

Cette rencontre, qui devait être organisée le mardi 20 août, pour déboucher sur un abaissement du taux de l'escompte et cette décision pourrait être favorisée par les événements actuels. Selon l'analyste américain M. Allen Sinai, de Boston Co, repris par l'AFP, «tous les facteurs déterminant une politique de crédit vont dans le sens d'une baisse des taux». Le renversement du numéro un soviétique «est une bonne raison, ne serait-ce que pour calmer les marchés».

DOMINIQUE GALLOIS

### Hausse du pétrole et chute des céréales

Hausse du pétrole, baisse des céréales, mouvements sur les métaux : les marchés de matières premières ont réagi vivement, mais sans surprise, au coup d'Etat en URSS.

Le prix du pétrole, dont l'URSS est le premier producteur et un important exportateur, a gagné rapidement jusqu'à 2,70 dollars le baril avant de revenir à une hausse d'environ 1 dollar (à 22,5 dollars le baril à New-York pour une livraison en septembre). Les opérateurs sont inquiets pour l'avenir des lourds investissements récemment décidés par les compagnies occidentales en URSS et, plus encore, de l'éventuel ralentissement des livraisons soviétiques. L'exportation est d'autant plus soumise aux grèves possibles que l'extraction est faite essentiellement en Russie. Or la capacité maximale

de production mondiale est déjà atteinte après la guerre du Golfe. Les seules capacités disponibles sont en Irak. La crainte est donc nourrie d'une élévation des prix de l'or noir dans les mois à venir.

A l'inverse, la possible limitation des importations soviétiques a provoqué une chute des prix des céréales. Sur les marchés américains, le maïs a perdu 10 cents (le maximum possible en une journée) à 2,70 dollars le boisseau. Le blé a perdu 16 cents à 2,95 dollars et le soja 18 cents à 3,40 dollars le boisseau. Après une hausse sur les marchés asiatiques et européens, les prix des métaux précieux - or, argent et platine - se sont stabilisés aux Etats-Unis. L'or a terminé à New-York à 364,50 dollars l'once en gain de seulement 60 cents sur le cours de vendredi.

### Le PC portugais soutient les nouvelles autorités soviétiques

Le PC portugais a estimé mardi 20 août que les événements en URSS constituaient «une tentative de stopper le développement d'un processus contre-révolutionnaire et de trouver des solutions conformes à la voie du socialisme». Dans un communiqué, le PCP reprend à son compte les déclarations faites par M. Ianaev selon lesquelles il était nécessaire de «sauvegarder l'URSS» et de «dépasser la crise profonde, les confrontations politiques inter-ethniques et civiles, le chaos et l'anarchie qui menacent la vie des citoyens, la souveraineté et l'intégrité territoriale et l'indépendance de la patrie» (AFP).

M. Pierre Mauroy condamne le «putsch réactionnaire, antidémocratique et liberticide» en URSS. «Au terme d'une entrevue avec le premier ministre, M. Edith Cresson, à l'hôtel Matignon, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a exprimé, mardi 20 août, «l'indignation la plus totale» des socialistes face à «ceux qui ont organisé ce putsch réactionnaire, antidémocratique et liberticide» en URSS. Il s'est prononcé pour «le respect de la légalité et de l'Etat de droit, la restauration des pouvoirs élus et la libération de M. Mikhaïl Gorbatchev». M. Mauroy a tenu à saluer «le combat de M. Boris Eltsine» et il a affirmé que les socialistes soutiennent «l'appel lancé par M. Edouard Chevardnadze et M. Alexandre Yakovlev».

MAROC : nouvelle grâce royale en faveur de 156 détenus. - Le roi Hassan II a, de nouveau, accordé sa grâce à 156 détenus, à l'occasion du trente-huitième anniversaire de la révolution du roi et du peuple.

Acquittement du médecin français d'origine tunisienne arrêté à Tunis. - Le tribunal de première instance de Tunis a acquitté, mardi 20 août, le médecin d'origine tunisienne et de nationalité française, le docteur Maghith Sghaier, qui avait été arrêté le 7 août à son arrivée dans le pays où il s'était rendu en voyage de noces. A-t-on appris de source judiciaire à Tunis (le Monde du 18-19 août), le docteur Sghaier s'était réfugié en France il y a dix ans après avoir été condamné par la justice tunisienne.

### Des bombardements aériens ont fait des centaines de victimes

L'aviation du régime pro-soviétique de Kaboul a entamé vendredi 16 août une série de violents raids aériens contre des régions conquises par la résistance afghane le long de la frontière soviétique. Ces bombardements contre des zones sous contrôle du chef moudjahidin Ahmad Shah Massoud ont fait des centaines de victimes, dont au moins une centaine de morts, selon des informations fournies à la fois par le frère du «Lion du Panthir» et par des sources au Pakistan. (AFP)

### Les meurtriers présumés de Rajiv Gandhi se sont donné la mort

Les deux principaux suspects dans l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi se sont donné la mort, mardi 20 août, dans la banlieue de Bangalore, au sud de l'Inde, alors que la police tentait de les arrêter. Sivarasan et Sobha, membres de l'organisation séparatiste tamoule de Sri-Lanka LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), ont mis fin à leurs jours, avec cinq complices, dont une femme, quand la police a donné l'assaut à la maison dans laquelle ils se cachaient. Les échanges de coups de feu avaient blessé trois membres des forces de l'ordre.

**OUVERT EN AOÛT**  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

### En France, l'opposition souligne la nécessité de soutenir l'effort de défense

La destitution de M. Gorbatchev et l'instauration de l'état d'urgence en Union soviétique, condamnées par l'ensemble des responsables politiques, suscitent leur inquiétude. La plupart d'entre eux souhaitent une initiative européenne de soutien aux forces démocratiques, et plusieurs, dans l'opposition, observent que le moment serait mal choisi pour que la France envisage de réduire son effort de défense.

La condamnation du coup de force des conservateurs, lundi 19 août, en Union soviétique, est générale dans les milieux politiques. Elle a été exprimée, notamment, lundi 19 août, par M. Laurent Fabius (PS), président de l'Assemblée nationale, pour qui «le coup d'Etat qui a renversé M. Gorbatchev engage l'Union soviétique dans une voie sans issue».

«Certes, a ajouté M. Fabius, la politique courageuse de réformes économiques et politiques, incarnée par le président soviétique, se heurtait à d'immenses obstacles ; son succès était loin d'être assuré ; mais sa remise en cause, c'est la certitude de l'échec», M. Michel Vauzelle (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a insisté sur «l'échec de la réforme économique» le fait que M. Gorbatchev n'ait pas reçu tout le soutien indispensable de la population soviétique, mais il a rappelé l'importance du «processus de libéralisation» mis en œuvre par le président destitué et il a émis l'espoir que «la communauté internationale» ait pour le coup d'Etat «le rôle de médiateur entre les pressions économiques et financières, une possibilité d'influer sur le cours des événements».

«Tragique sur le plan intérieur, dangereux sur le plan international, le putsch des conservateurs soviétiques est un coup dur porté à la liberté naissante dans ce pays et au processus de détente engagé en

Europe», a déclaré M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Il estime que «deux conceptions de son avenir, deux conceptions du pouvoir se font, désormais, face et sont en passe de s'affronter» et que «si le destin de l'Union soviétique est entre les mains de son peuple, la France, avec ses partenaires européens, doit faire entendre avec calme et fermeté sa voix en faveur de la démocratie». Dans le même esprit, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, agissant en tant que coordinateur de la majorité sénatoriale, a adressé au président de la République un télégramme dans lequel il lui demande «tant que les autorités légales d'Union soviétique n'auront pas été rétablies, et l'état d'urgence levé, de suspendre sine die toute forme d'aide financière et économique» à ce pays.

#### M. Chirac : «vigilance et fermeté»

M. Pasqua souligne aussi, dans son message, la question des crédits affectés à la défense nationale, dont la réduction, observe-t-il, «apparaît, d'évidence, aussi inopportune que dangereuse». Les dirigeants du RPR ont tous insisté, lundi, sur ce point. M. Jacques Chirac soulignant que «ce coup d'Etat, s'ajoutant à la situation de quasi-guerre civile en Yougoslavie, montre, malheureusement, que l'évolution de l'Est européen vers la démocratie est imprévisible et peut devenir dangereuse pour tout notre continent». «C'est dire, a ajouté le président du RPR, combien il est nécessaire de rester très attentifs à la situation de quasi-guerre civile en Yougoslavie, montre, malheureusement, que l'évolution de l'Est européen vers la démocratie est imprévisible et peut devenir dangereuse pour tout notre continent». «C'est dire, a ajouté le président du RPR, combien il est nécessaire de rester très attentifs à la situation de quasi-guerre civile en Yougoslavie, montre, malheureusement, que l'évolution de l'Est européen vers la démocratie est imprévisible et peut devenir dangereuse pour tout notre continent».

### Londres «suspend» son aide

Le renversement du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev est «un coup d'Etat en bonne et due forme», a l'ancienne, a déclaré lundi soir 19 août à Londres le Premier ministre britannique, M. John Major. Il a exprimé l'espoir de voir se poursuivre les réformes en Union soviétique, mais «les signes pour l'instant ne sont pas favorables», a-t-il ajouté, en souhaitant que l'on n'assiste pas à un retour à la Guerre froide.

Soulignant qu'il avait eu plusieurs conversations téléphoniques dans la journée avec le président Bush et nombre de dirigeants d'Europe occidentale et de l'Est, M. Major a déclaré : «Il est très important de coordonner nos positions et mettre en commun nos informations dans les jours et les semaines qui viennent». M. Major a également indiqué qu'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne aurait «très probablement» lieu «dans les jours qui viennent» et que les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis mardi à La Haye, envisageraient un gel de l'aide communautaire à Moscou. M. Major et le chancelier Helmut Kohl sont convenus que l'assistance future à l'URSS dépendait étroitement du respect des engagements pris par Mikhaïl Gorbatchev. Auparavant, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd avait annoncé que le gouvernement britannique «suspendait» son aide à l'Union soviétique - qui consiste actuellement en un fonds d'aide technique de 50 millions de livres (85 millions de dollars). Il a estimé que l'ensemble de la Communauté européenne devrait prendre une pareille décision.

L'aide de la CEE à l'Union soviétique «était destinée à aider les réformes. Si les réformes sont abolies, le but de cette aide disparaît», a-t-il déclaré. M. Hurd a également souligné la nécessité pour la CEE de «rassurer» les pays d'Europe de l'Est, notamment en «accélérant le processus d'association de ces pays avec la Communauté».

Pour sa part, Mme Margaret Thatcher, ancien premier ministre, a appelé les Soviétiques à descendre dans la rue pour manifester en faveur de la démocratie, ajoutant qu'elle n'était pas encore sûre que le coup d'Etat puisse réussir. Elle a souhaité que la Grande-Bretagne et l'OTAN suspendent leurs programmes de réduction d'armements. (AFP, Reuters)

#### MADAGASCAR

### L'état d'urgence est prolongé de quinze jours

L'état d'urgence, en vigueur depuis le 23 juillet, a été prolongé de quinze jours, a rapporté, lundi 19 août, la télévision nationale. Selon des observateurs, cette mesure constitue une réponse à l'opposition, qui s'est targuée de prendre progressivement le contrôle du pays. Dans ce contexte politique tendu et incertain, l'armée devrait être amenée à jouer un rôle-clé, les militaires pouvant être tentés de prendre le pouvoir, afin de mettre un terme à la crise politique qui agite la Grande Ile depuis onze semaines.

Le Comité militaire pour le développement (CMD), organe consultatif créé par le président Ratsiraka, s'est déclaré, lundi, «profondément inquiet» de la situation, qui «constitue une menace pour l'intégrité, l'indépen-

dance et la souveraineté de la nation (...) et peut mener au chaos et à la guerre civile». Le CMD, qui a condamné tout «usage des armes en dehors de l'usage réglementaire prévu par la loi» (allusion à la répression sangnante du 10 août, mais aussi à la constitution de milices armées par l'opposition), a «réaffirmé» son attachement au processus prévoyant un gouvernement de transition neutre, un débat national, une réforme de la Constitution et du code électoral, un référendum et des élections.

De son côté, le Comité des forces vives a annoncé, lundi, la «suspension» du chef de l'Etat, la «suspension de toutes les institutions de la République» et promis la «prise en main des affaires nationales par le gouvernement de transition». (AFP, Reuters)

ce contexte, je répète que notre effort de défense et de discussion doit être soutenu, que nous devons y consacrer les moyens nécessaires et qu'il faut cesser d'amputer les crédits et les programmes indispensables à la sécurité de la France. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Ruppé, a précisé que «le débat sur la défense de la France, qui va avoir lieu en septembre-octobre à l'Assemblée nationale, prend une gravité toute particulière».

Comme ses amis, M. Edouard Balladur estime qu'il faut suspendre l'aide à l'Union soviétique et que l'hypothèse d'une réduction de l'effort de défense, évoquée à gauche, n'est «plus de mise». M. Pierre-André Wiltzer, député général des adhérents directs de l'UDF, a affirmé, pour sa part, que «les événements actuels doivent conduire le président de la République et le gouvernement à revenir sur les réductions qu'ils ont prévu d'apporter au budget de la défense pour 1992 et à la loi de programmation militaire en préparation». Délégué général des clubs Paspasques et Réalités, M. Hervé de Charette réclame, lui aussi, qu'une «vigilance extrême» soit gardée en matière de défense et de sécurité.

Reprochant à M. François Mitterrand des propos qui, «à force de prudence, conduisent à la mollesse», M. de Charette souhaite que l'Occident ne s'abandonne pas «derrière le principe de non-ingérence pour rester inerte», qu'il prenne parti et qu'il marque «clairement son refus d'accepter l'installation d'une nouvelle dictature à Moscou». Tandis que M. Pasqua propose la création d'un «comité de soutien» à M. Gorbatchev et Eltsine, M. Lucien Ponsard, porte-parole du Parti républicain, demande à M. Mitterrand «d'entreprendre une démarche auprès de nos alliés occidentaux et, plus particulièrement, ceux de la Communauté européenne, afin qu'ils répondent à l'appel» lancé par le président de la fédération de Russie. Pour M. Yves Galland, président du Parti radical, il convient de réunir immédiatement le Conseil européen, afin qu'il exprime «une réaction très ferme des Douze».

«Evénement majeur aux conséquences incalculables» pour M. Yvon Briant, président du CNC, la destitution de M. Gorbatchev apporte, selon M. Noël Mamère, porte-parole de Génération-Ecologie, «la preuve définitive que le communisme n'est pas réformable». «Le communisme soviétique le plus dur est un retour en force sur la scène internationale», estime M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (nos dernières éditions du 20 août). La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) voit dans le coup de force de Moscou l'«ultime et, peut-être, dramatique sursaut d'un quartier de bureaucratie prêts à tout pour sauvegarder leurs privilèges», tandis que M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la Défense, affirme : «On ne peut diriger un pays que ce qu'on remplace. L'échec de la réforme économique et l'éclatement de l'Union soviétique (...) laissent craindre depuis plusieurs mois le renversement de M. Gorbatchev». M. Julien Dray, député (PS) de l'Eure, estime que c'est un acte étonnamment entrepris par la communauté internationale pour s'opposer au coup d'Etat «que l'on pourra juger de la construction d'un nouvel ordre mondial».

**MODE**  
**LA SOLUTION**  
**"IDEALE" EXISTE !**  
Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix. RODIN vous les offre sur des quantités époustouflantes de tissus présentés dans son immense magasin.  
Une variété prodigieuse, l'exubérance des couleurs, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter «décontracté» depuis 30 F le mètre.  
**RODIN**  
36 CHAMPS ELYSEES PARIS

#### L'ESSENTIEL

##### VOYAGE AVEC COLOMB

19. La peur du loup ..... 2

##### ÉTRANGER

Le renversement de M. Gorbatchev..... 3 à 10

##### SOCIÉTÉ

Pèlerins de l'Est à Lourdes  
La cité mariale face à l'afflux de visiteurs désargentés..... 12

Le souvenir de Drancy  
Cinquante ans après l'ouverture du camp qui avait servi d'antichambre à Auschwitz..... 12

L'enquête sur l'assassinat de Chapeau Bakhtiar  
La piste des assassins s'arrête en Suisse le 15 août..... 12

#### SCIENCES ♦ MÉDECINE

Des plans tirés sur Mars  
Un point de vue des professeurs Jean Escart et Didier Houssein  
Des trous pour protéger l'avant-port de Dieppe  
Thalassologie : la sida via la prostitution..... 13 et 14

#### CULTURE

«L'art dégénéré» de Munich à Chicago  
L'Art Institute de Chicago commémore l'exposition nazie de 1937..... 15

Le nouveau film de Satyajit Ray  
Les Branches de l'arbre, une métaphore sociale et une fable morale..... 15

Théâtre  
La saison 1991-1992 aux Armadans, à Chaillet et au Théâtre de la Ville..... 15

#### Services

Abonnements..... 14  
Carnet..... 17  
Echecs..... 17  
Marchés financiers..... 18-19  
Météorologie..... 21  
Mots croisés..... 21  
Radio-Télévision..... 21  
Spectacles..... 16  
Paris en visite..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 août 1991 a été tiré à 582 405 exemplaires.